

# conférence

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

---

C  
C 89/2  
Septembre 1989

F

## Vingt-cinquième session

Rome, 11 - 30 novembre 1989

### LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1989

Le rapport ci-joint a été élaboré à partir d'une révision, et d'une mise à jour de la publication annuelle de la FAO intitulée "La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture" ainsi que des documents pertinents de la Conférence et du Conseil, qui ont été approuvés par le Conseil de la FAO à sa quatre-vingt-quatorzième session, en novembre 1988. Il présente la situation de l'alimentation et de l'agriculture en 1989, à l'échelle mondiale et région par région, sur la base du matériel qui était disponible en février 1989. Il sera complété et mis à jour dans le document C 89/2 Sup.1 contenant des informations sur la période allant jusqu'en septembre 1989.

On se référera également au document C 89/18, "Ajustement agricole international: rapport intérimaire sur les lignes d'orientation 7, 8 et 12," qui fait le point sur la situation dans les domaines suivants: distorsions et obstacles aux échanges agricoles, stabilité des marchés mondiaux des produits agricoles et assistance extérieure à l'agriculture dans les pays en développement, sur la base des informations disponibles en juin 1989.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. SITUATION MONDIALE	1 - 162
A. <u>Panorama économique mondial</u>	1 - 42
Evolution de la production	7 - 11
Commerce et comptes extérieurs	12 - 19
La dette extérieure	20 - 25
Inflation, taux d'intérêt et monnaies	26 - 31
Prix des produits	32 - 34
Tendances économiques mondiales: quelles sont leurs répercussions sur l'agriculture du tiers monde?	35 - 42
B. <u>Production agricole et alimentaire</u>	43 - 70
Stocks céréaliers et sécurité alimentaire	48 - 50
Moins de crises alimentaires en 1988	51 - 53
Criquets pèlerins: situation toujours périlleuse	54 - 59
Engrais	60 - 63
Evaluation de l'état nutritionnel à partir de "bilans alimentaires"	64 - 70
C. <u>Commerce agricole</u>	71 - 99
Prix des exportations agricoles et termes de l'échange	85 - 92
Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay - Incidences sur l'agriculture	93 - 99
D. <u>Aide alimentaire et assistance extérieure     à l'agriculture</u>	100 - 116
Aide publique extérieure	100 - 108
Prêts privés	109
Aide alimentaire	110 - 116
E. <u>Pêches</u>	117 - 130
Commerce	123 - 125
Perspectives	126 - 127
Questions de politique générale	128 - 130
F. <u>Forêts</u>	131 - 162
Production et commerce	132 - 136
Le bois reste une importante source d'énergie dans le tiers monde	137 - 139
Déforestation: une menace de plus en plus grave pour l'environnement	140 - 146

	<u>Paragraphes</u>
Le recyclage et l'utilisation de matières premières autres que le bois permettent aux pays en développement de réduire leurs importations de papier	147 - 148
Conservation et aménagement des forêts: il reste beaucoup à faire	149 - 150
Plan d'action forestier tropical: la coopération internationale au secours des forêts	151 - 154
Une réunion de la FAO met en lumière l'importance de la foresterie pour la sécurité alimentaire	155 - 162
<b>II. SITUATION REGION PAR REGION</b>	<b>163 - 313</b>
<b>A. <u>Afrique: Examen à mi-parcours du Programme des Nations Unies pour le redressement économique de l'Afrique</u></b>	<b>163 - 182</b>
Dette	166 - 172
Réforme des politiques économiques nationales	173 - 178
Evolution de l'agriculture	179 - 182
<b>B. <u>Asie et Pacifique: Commerce extérieur, ajustement et mousson</u></b>	<b>183 - 217</b>
Inde: Les caprices du climat ralentissent le progrès	190 - 202
Chine: De bonnes performances dans l'ensemble, mais aussi de graves problèmes	203 - 217
<b>C. <u>Amérique latine et Caraïbes: La crise économique et les perspectives de l'agriculture</u></b>	<b>218 - 237</b>
Des décisions délicates sont nécessaires pour relancer l'agriculture	230 - 237
<b>D. <u>Proche-Orient: Des progrès inégaux</u></b>	<b>238 - 249</b>
Ajustement structurel	242 - 244
Evolution de l'agriculture	245
Des réformes sont indispensables pour stimuler l'investissement agricole	246 - 249
<b>E. <u>Europe orientale et URSS</u></b>	<b>250 - 271</b>
L'impact de la réforme économique	250
Situation économique	251 - 255
La production agricole en 1987	256 - 265
Production estimative de l'Europe orientale et de l'URSS en 1988	266 - 268
Politiques économiques et agricoles: principaux problèmes	269 - 271

	<u>Paragraphes</u>
F. <u>Pays développés à économie de marché</u>	272 - 313
Etats-Unis	277 - 283
Communauté économique européenne (CEE)	284 - 301
Politique agricole commune	286 - 301
- Contingentement de la production de produits laitiers et de sucre	287 - 293
- Céréales et graines oléagineuses	294 - 300
- Evolution récente des politiques	301
Canada, Océanie et Japon	302 - 313

## I. SITUATION MONDIALE

### A. Panorama économique mondial

1. La croissance économique mondiale s'est poursuivie en 1988, pour la sixième année consécutive, essentiellement sous l'impulsion des pays industrialisés et de l'Asie. Cependant, de graves problèmes ont subsisté dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique ainsi qu'en Amérique latine et aux Caraïbes, où les taux d'investissement sont demeurés faibles et les sorties nettes de capitaux ne se sont pas ralenties.

2. Le climat d'incertitude qui pesait sur l'économie mondiale après le krach boursier d'octobre 1987 a commencé à se dissiper en 1988. Après une période d'instabilité, les marchés financiers ont retrouvé leur équilibre et ont amorcé une reprise régulière. A mesure que le souvenir du «lundi noir» s'effaçait des mémoires, les craintes d'une récession mondiale s'estompaient. Les pronostiqueurs révisaient en hausse leurs estimations de la croissance et du commerce, traduisant ainsi l'optimisme général avec lequel on envisageait l'avenir immédiat.

3. Avec le retour du calme sur les marchés monétaires et financiers, hommes d'affaires et consommateurs des pays industriels ont repris confiance. Les dépenses d'investissement ont augmenté considérablement dans ces pays, notamment en Amérique du Nord et au Japon. La relance de l'emploi a stimulé les revenus et la consommation. Les déséquilibres commerciaux entre les pays ont commencé à s'atténuer. En outre, les pays industrialisés ont conjugué leurs efforts pour coordonner leurs politiques économiques et adopté des mesures, notamment lors du sommet de Toronto en juin 1988, pour réduire les déséquilibres commerciaux et mettre en place des schémas plus durables de croissance. Des retombées positives ont également été enregistrées dans les pays en développement, notamment d'Asie. Certains ont pu augmenter leurs exportations ou relever le prix de leurs produits en 1987 et 1988, ce qui a contribué à améliorer leur situation économique. De façon générale, le ratio du service de la dette des pays importateurs de capitaux a diminué au cours de ces deux années, même si la baisse a été marginale en 1988. En outre, parmi les grands groupements régionaux, seule l'Asie a enregistré une amélioration en 1988, tandis que l'Afrique aussi bien que l'Amérique latine et les Caraïbes ont vu leur situation se détériorer après le léger mieux de l'année précédente.

4. Malgré quelques signes encourageants, de graves menaces continuent de peser sur l'économie mondiale et, en particulier, sur les pays en développement. Le protectionnisme envenime les relations commerciales et l'escalade inflationniste contraint les gouvernements à relever les taux d'intérêt tout en freinant la croissance économique - autant de facteurs qui risquent d'affaiblir la demande d'exportation des pays en développement, à un moment de grave déséquilibre pour leur balance commerciale et leur balance des paiements.

5. Le problème de la dette est loin d'être résolu et menace sérieusement la croissance et la stabilité. Même si la dette s'est parfois allégée dans certains pays en développement, elle s'est en fait aggravée dans les pays où les mesures d'ajustement économique avaient atteint leurs limites. La baisse des prix du pétrole et la hausse des taux d'intérêt ont gonflé la dette de nombreux pays au point de compromettre encore plus leurs perspectives de développement.

6. Le Groupe des 24 (Comité du développement) a publié, à l'occasion des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI, en avril 1988, un communiqué qui envisage l'économie mondiale dans l'optique des pays en développement. L'idée maîtresse en est que si les pays industriels ne font rien pour accélérer leur croissance économique et alléger la dette, il y a peu d'espoir de surmonter la crise et de renverser la tendance pernicieuse actuelle, qui se traduit par un afflux de ressources des pays en développement vers les pays développés. Parmi les autres motifs d'inquiétude, il faut citer l'accès insuffisant des produits des pays en développement aux marchés mondiaux, l'érosion des arrangements commerciaux préférentiels et l'incapacité de ces pays à améliorer leur position dans les échanges mondiaux.

#### Evolution de la production

7. On estime que la production économique mondiale a augmenté de 3,2 pour cent en 1987, poursuivant l'expansion régulière, quoique modérée, amorcée en 1983. D'après les estimations, le taux de croissance économique mondial aurait atteint 3,8 pour cent en 1988 - niveau le plus élevé depuis 1984 et dépassé une seule fois depuis le début de la présente décennie. (Tableau 1-1).

8. Contrairement à l'attente, la croissance économique des pays industriels a été vigoureuse en 1987 (3,4 pour cent), car elle a bénéficié de la baisse des prix du pétrole et des taux d'intérêt, ainsi que du réajustement des taux de change, jusqu'au krach boursier d'octobre 1987. La croissance est demeurée forte en 1988 (près de 4 pour cent) et l'on pense qu'elle devrait se maintenir entre 2,5 et 3,0 pour cent en 1989.

9. Aux Etats-Unis, la demande et l'activité économique ont marqué une reprise très sensible en 1988, tandis que la croissance économique du Japon a été particulièrement dynamique aussi bien en 1987 qu'en 1988. En outre, dans ce dernier pays, contrairement aux années précédentes, cette croissance a été davantage le fait de facteurs intérieurs - ce qui est une bonne nouvelle pour ses partenaires commerciaux et pour l'ajustement international. En revanche, la production de la plupart des pays européens a augmenté faiblement et, de façon générale, lentement. La demande a été plus soutenue, notamment dans le secteur des investissements, mais le chômage a continué de sévir.

10. Globalement, la croissance des pays du tiers monde a été forte (d'après les estimations, 3,4 pour cent en 1987 et 3,6 pour cent en 1988), mais inégalement répartie et elle n'a pas empêché une chute des revenus par habitant dans de nombreuses régions. La croissance réelle n'a été spectaculaire qu'en Asie, en raison des gains enregistrés par la Chine et la République de Corée. En Afrique, le PIB réel par habitant est tombé en 1987, car la croissance économique n'a pas été en mesure de suivre l'essor démographique. En Amérique latine et aux Caraïbes, la situation a été à peine meilleure, la croissance de l'économie se maintenant tout juste au même rythme que celle de la population. Au Proche-Orient, la croissance économique a été négative.

TABLEAU 1-1. VARIATION ANNUELLE DE CERTAINS INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS, 1980-88

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988 a/
<b>Production</b> ..... % .....									
Pays industriels	1.4	1.5	-0.3	2.8	5.0	3.3	2.7	3.3	3.9
Pays en développement	3.4	1.8	1.7	1.9	4.0	3.5	4.2	3.4	3.6
Afrique	3.6	2.0	1.2	-1.3	0.8	3.7	2.1	2.3	2.6
Asie	5.5	5.8	5.2	7.6	7.8	6.3	6.4	6.8	7.3
Moyen-Orient	-2.5	-2.1	0.2	0.9	-0.2	-1.1	2.2	-0.5	0.9
Hémisphère occidental	6.0	0.2	-1.1	-2.4	3.5	3.5	3.9	2.5	1.4
Monde	2.2	1.7	0.5	2.7	4.5	3.4	3.2	3.2	3.8
<b>Prix à la consommation</b>									
Pays industriels	11.8	10.0	7.4	4.9	4.7	4.1	2.3	3.0	3.3
Pays en développement	26.8	25.9	25.4	33.0	38.6	38.9	29.8	40.0	59.0
Afrique	16.2	21.2	13.1	18.9	20.4	13.2	15.3	15.8	14.0
Asie	13.1	10.5	6.4	6.6	7.3	7.1	7.8	8.8	8.0
Moyen-Orient	16.8	15.2	12.7	12.2	14.8	12.2	11.4	14.7	14.4
Hémisphère occidental	55.7	60.7	66.8	108.6	131.8	143.5	88.3	131.2	252.7
<b>Volume des exportations</b>									
Pays industriels	4.2	3.8	-2.1	3.0	9.9	4.7	2.6	5.3	7.7
Pays en développement	-4.1	-5.9	-7.7	3.0	7.1	0.6	10.5	8.6	7.7
Afrique	-1.6	-15.0	-4.9	3.5	6.4	6.7	6.1	-2.9	0.1
Asie	8.8	8.8	1.1	10.5	14.2	4.3	17.6	16.6	10.9
Moyen-Orient	-15.2	-17.7	-20.1	-9.4	-4.5	-9.4	18.5	-1.3	4.9
Hémisphère occidental	2.0	6.7	-3.0	7.6	8.1	0.6	-0.8	6.5	8.0
<b>Volume des importations</b>									
Pays industriels	-1.5	-1.7	-0.6	4.7	12.5	4.6	8.3	6.9	8.0
Pays en développement	7.4	8.0	-3.3	-2.4	2.7	-0.9	-4.5	4.4	8.0
Afrique	9.2	10.9	-7.5	-10.3	-0.2	-7.0	-11.1	-5.3	1.2
Asie	9.7	7.5	2.2	8.7	7.9	5.7	2.0	11.8	14.3
Moyen-Orient	9.1	16.9	5.9	-2.5	-6.1	-13.8	-21.7	-8.7	-1.8
Hémisphère occidental	9.4	4.0	-17.7	-22.6	3.1	1.5	3.2	3.6	3.2
<b>Termes de l'échange</b>									
Pays industriels	-7.3	-1.7	1.9	1.5	0.2	0.5	8.8	0.5	1.2
Pays en développement	16.6	3.6	-0.2	-3.4	1.7	-2.2	-19.6	3.1	-2.3
Afrique	17.0	1.6	-5.1	-2.6	1.3	-3.6	-26.7	2.2	-4.0
Asie	-1.4	-2.7	1.3	0.2	2.8	-2.9	-7.7	2.9	0.3
Moyen-Orient	41.5	13.8	2.9	-8.5	0.2	0.1	-48.6	11.6	-15.6
Hémisphère occidental	7.4	-4.6	-4.7	-3.0	3.8	-2.7	-14.3	-0.9	0.6
<b>Ratio du Service de la dette b/</b>									
Pays importateurs de capitaux	18.6	21.5	25.0	22.0	22.8	24.0	24.5	21.2	20.6
Afrique	14.2	17.2	21.2	23.0	26.5	29.2	29.3	24.8	26.2
Asie	8.6	9.7	11.5	11.0	11.4	13.1	13.5	13.7	10.6
Moyen-Orient	3.7	4.8	6.4	7.8	9.5	9.9	13.5	12.3	12.8
Hémisphère occidental	33.3	41.8	51.6	40.8	40.9	40.3	45.0	35.5	42.8

Note: Les régions du FMI auxquelles se réfère ce tableau sont semblables à celles de la FAO, utilisées dans le reste du document. En particulier, l'hémisphère occidental désigne l'Amérique latine et les Caraïbes.

a/ Chiffres préliminaires

b/ Paiement des intérêts sur le montant total de la dette plus amortissement effectif de la dette à long terme, en pourcentage des exportations de biens et de services.

Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 1988.

11. En 1988, on a enregistré une accélération, à des degrés divers, de l'expansion économique dans toutes les régions en développement sauf en Amérique latine et aux Caraïbes, où la progression de 1,4 pour cent estimée pour le PIB régional a signifié une baisse sensible de la production et du revenu par habitant pour la première fois depuis la récession de 1981-1983<sup>1</sup>. En Afrique, on estime que la production aurait augmenté de 2,6 pour cent, niveau qui serait l'un des plus élevés des années 80 tout en demeurant inférieur à la croissance démographique. Ainsi, 1988 serait la septième année depuis 1980 pour laquelle on enregistre une baisse de la production par habitant en Afrique.

#### Commerce et comptes extérieurs

12. D'après le GATT, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté d'environ 5 pour cent en 1987, croissance annuelle la plus rapide (en volume) depuis le début de la présente décennie à l'exception de 1984. Ce taux d'accroissement est supérieur de 2 points à celui de la production mondiale et se rapproche des taux élevés des années 70. Les produits manufacturés, qui représentent plus des deux tiers du commerce total de marchandises, ont enregistré un gain de 5 à 6 pour cent - soit la presque intégralité du gain total. En dollars, le GATT estime que le commerce de marchandises a augmenté de 16 pour cent pour atteindre près de 2 500 milliards de dollars. Cette augmentation considérable est due à la hausse des prix en dollars tant de plusieurs produits primaires que du pétrole pendant la première moitié de l'année, ainsi qu'à la baisse persistante du dollar des Etats-Unis.

13. Les importations des pays industriels sont demeurées le principal facteur d'expansion des échanges mondiaux en 1987, même si leur volume s'est accru plus lentement qu'en 1986. Le volume des exportations des pays en développement a augmenté rapidement pour la seconde année consécutive, à cause des expéditions plus nombreuses de l'Amérique latine, ainsi que d'une autre année record en Asie où les exportations ont augmenté de 12 pour cent par an en moyenne depuis 1983. Les 15 pays en développement les plus endettés ont vu leur situation s'améliorer en 1987, avec un gain de 10 pour cent du volume de leurs exportations et de 7 pour cent pour leurs importations, après les baisses de 1986. En outre, les prix unitaires à l'exportation ayant augmenté pour la première fois depuis 1981, la valeur des exportations des pays en développement s'est accrue de 20 pour cent en 1987. Les raisons en ont été essentiellement une hausse temporaire des prix du pétrole au début de 1987, une croissance plus soutenue des prix des métaux, qui s'est poursuivie en 1988, et une expansion considérable des exportations de produits manufacturés par les pays nouvellement industrialisés.

14. D'après les estimations, le commerce mondial de marchandises devrait enregistrer en 1988 une autre accélération sensible (7-8 pour cent) de sa croissance en volume, redevable pour environ un tiers à une expansion de près de 27 pour cent aux Etats-Unis. Les exportations des autres régions industrielles ont enregistré des gains modérés. Le volume des exportations des pays en développement a continué d'augmenter à un rythme soutenu,

<sup>1</sup> Estimations du FMI. D'après la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la croissance du PIB régional n'a été que de 0,7 pour cent.



quoique moins rapide qu'au cours des deux précédentes années. Le dynamisme de la demande dans les pays industriels a profité, une fois de plus, aux pays nouvellement industrialisés d'Asie. Les pays exportateurs de produits primaires ont eux aussi accru leur volume d'exportation.

15. La valeur globale des exportations des pays en développement, exprimée en DTS, n'a que légèrement augmenté en 1988 et leurs termes de l'échange se sont détériorés en raison de la forte chute des prix mondiaux du pétrole. Cependant, dans les pays en développement non exportateurs de pétrole, les termes de l'échange se sont améliorés pour la première fois depuis 1984 en raison de la hausse des cours des produits non pétroliers.

16. Le déséquilibre des paiements internationaux, tout en continuant d'être inquiétant et de constituer un facteur de déstabilisation, a commencé à s'atténuer progressivement en 1987-1988. Les déséquilibres des paiements courants entre les Etats-Unis, le Japon et la République fédérale d'Allemagne, qui ont atteint leur point culminant en valeur nominale en 1987, ont commencé à s'atténuer en 1988 et cette tendance devrait se poursuivre en 1989. Ils ont chuté en volume en 1987 et, compte tenu de la hausse du PIB, un ajustement semble s'être amorcé dès 1986.

17. Malgré ces progrès, on estime que les écarts demeurent excessifs et doivent être réduits, même si cela ne va pas sans risques. En particulier, les efforts déployés pour atténuer le déficit énorme des Etats-Unis d'Amérique risquent de ralentir la croissance et l'emploi chez leurs partenaires commerciaux, ce qui pourrait entraîner une récession économique mondiale.

18. Les déficits courants des pays en développement se sont considérablement réduits en 1987, essentiellement grâce à la hausse des prix du pétrole et aux mesures d'ajustement prises par les pays exportateurs de pétrole. Mais pour la première fois depuis plus de 20 ans, les pays non exportateurs de pétrole ont eux aussi enregistré, globalement, un excédent de leurs paiements courants. Cet excédent est en grande partie le résultat des très bons chiffres d'exportation des pays d'Asie, mais les autres régions en développement ont aussi réduit leurs déficits courants (essentiellement en diminuant les importations).

19. Cependant, en 1988, les exportateurs de pétrole ont vu la situation de leurs paiements courants se détériorer à nouveau avec la baisse des prix de l'or noir. Même les nouveaux pays industrialisés d'Asie ont subi un renversement de tendance à la suite de la réévaluation de leur monnaie et des mesures prises pour réduire leurs excédents. En revanche, d'assez bons résultats sont venus couronner les efforts déployés par de nombreux exportateurs de produits primaires pour réduire leurs déficits courants.

#### La dette extérieure

20. Par son poids écrasant, la dette extérieure demeure le principal obstacle à une croissance économique satisfaisante dans beaucoup de pays en développement, notamment d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. En 1987, la dette extérieure du monde en développement a augmenté de 4 pour cent en valeur réelle, ce qui l'a portée à 1 218 milliards de dollars en fin d'année. Celle des pays importateurs de capitaux (soit tous les pays en développement, sauf huit pays du Proche-Orient) a avoisiné 1 156 milliards de dollars en 1987 et, selon les estimations, 1 178 milliards de dollars en 1988. La plus grande partie de cette augmentation est due aux créanciers publics.

21. Si la dette a augmenté, en revanche le ratio du service de la dette (autrement dit le service de la dette en pourcentage de la valeur des exportations de biens et services) s'est globalement amélioré dans les pays importateurs de capitaux. Il est en effet tombé de 24,5 pour cent en 1986 à 21,2 pour cent en 1987 et à 20,6 pour cent en 1988 grâce principalement à l'augmentation des recettes d'exportation. Néanmoins, il est resté beaucoup plus élevé qu'avant le début de la "crise de la dette", en 1982, et l'amélioration de 1988 ne s'est pas vérifiée dans tous les groupes de pays en développement importateurs de capitaux. En fait, le ratio du service de la dette a encore augmenté en 1988 dans certains des pays les plus endettés et pays importateurs de capitaux d'Afrique, du Proche-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes.

22. Le poids du service de la dette et le faible volume des nouveaux investissements et des prêts des banques commerciales ont fait augmenter les transferts nets de ressources des pays pauvres vers les pays riches (selon la Banque mondiale, pas moins de 43 milliards de dollars en 1988, contre 38,1 milliards en 1987). Beaucoup de pays ne sont par ailleurs lancés dans de vastes programmes d'ajustement afin de réduire leur dette. Ces programmes leur ont souvent coûté très cher sur le plan social (ralentissement de la croissance économique, aggravation de la misère et de la faim, compression des importations). Souvent aussi, malheureusement, ces sacrifices n'ont pas été accompagnés d'une restructuration de la dette qui aurait permis à ces pays de poursuivre leurs programmes d'ajustement tout en relançant leur économie et en limitant les dégâts sociaux.

23. Les pays endettés de l'Afrique subsaharienne ont bénéficié des rééchelonnements à long terme approuvés par le Club de Paris et des ressources supplémentaires fournies par la Facilité d'ajustement structurel du FMI et par le Programme d'action spécial de la Banque mondiale. A leur sommet de Toronto, en juin, les sept grands pays industrialisés sont convenus d'alléger encore le poids de la dette des 34 pays à bas revenu - il s'agit pour la plupart de pays africains - à raison de 500 millions de dollars environ par an.

24. Les pays à moyen revenu très endettés continuent quant à eux de crouler sous le poids de leur dette malgré la poursuite de leurs efforts d'ajustement, les rééchelonnements qui leur ont été consentis et les nouvelles formules qui ont été imaginées. Par exemple, à l'Assemblée du FMI et de la Banque mondiale, en septembre 1988, le Japon a annoncé qu'il allégera les dettes des pays à moyen revenu en aidant à leur restructuration et à leur conversion en titres.

25. En dernière analyse, il n'y a qu'une solution à la crise de la dette: inverser le flux de ressources, qui va actuellement des pays en développement vers les pays développés. L'évolution récente de la conjoncture économique - notamment la hausse des taux d'intérêt dans les pays développés - n'est hélas guère encourageante à cet égard.

#### Inflation, taux d'intérêt et monnaies

26. Les prix à la consommation des pays industriels à économie de marché ont augmenté de 3 pour cent en 1987, un peu plus vite qu'en 1986. En 1988, ils ont enregistré une nouvelle hausse de 3,3 pour cent et l'on s'attend à une progression d'au moins 3,5 pour cent en 1989. Les prix à la consommation ont augmenté plus vite aux Etats-Unis que la moyenne OCDE, en raison

notamment de la faiblesse du dollar, de la hausse des prix des produits primaires et de la forte utilisation de la capacité de production. La sécheresse qui a sévi dans le centre-ouest a également entraîné un léger relèvement des prix des denrées alimentaires.

27. Dans les autres pays industriels, les taux d'inflation ont varié en 1988 de 1 pour cent au Japon à environ 5 pour cent en Italie et au Royaume-Uni. Malgré ces chiffres assez réconfortants, les gouvernements de plusieurs pays ont cependant adopté des mesures d'austérité par crainte d'une escalade des prix qui pourrait être provoquée par une demande en plein essor, l'utilisation élevée de la capacité de production, la hausse des prix des produits non pétroliers, la régression du chômage et les revendications salariales sur certains marchés du travail.

28. Dans de nombreux pays en développement, l'inflation galopante de 1987 s'est encore accélérée en 1988, notamment en Amérique latine où les programmes de stabilisation entrepris dans plusieurs pays se sont heurtés à de graves difficultés et où les prix à la consommation ont atteint des niveaux sans précédent. La hausse des cours des produits, l'incapacité de nombreux pays à poursuivre des politiques d'austérité, la croissance dynamique de certains pays exportateurs de produits manufacturés ont été autant de facteurs qui ont contribué à la poussée inflationniste.

29. En 1988, les pays industriels ont relevé par peur de l'inflation les taux d'intérêt qui avaient considérablement baissé par rapport aux forts niveaux du début des années 80. Cette rigueur monétaire risque d'avoir pour effet de ralentir les investissements et la croissance économique, de provoquer des difficultés financières et des banqueroutes dans certains secteurs - notamment l'élevage - et d'aggraver les problèmes des pays endettés.

30. En janvier 1988, la valeur réelle du dollar des Etats-Unis avait chuté de 40 pour cent par rapport au record de mars 1985. La baisse s'est poursuivie pendant les cinq premiers mois de 1988, au cours desquels le dollar a fluctué autour de 1,35-1,40 par DTS, mais elle s'est interrompue en juin essentiellement à la suite de l'amélioration de la balance commerciale des Etats-Unis. Le dollar est demeuré relativement stable entre juin et octobre, se situant autour de 1,28 par DTS, mais il s'est à nouveau affaibli pendant le quatrième trimestre 1988.

31. Les monnaies de la plupart des pays en développement ont continué de se déprécier en 1987, quoique plus lentement que les années précédentes. Selon le FMI, la valeur réelle de leurs monnaies a diminué de 31 pour cent au cours des trois années prenant fin en octobre 1987 - période d'ajustement rigoureuse dans nombre de ces pays - mais de seulement 4 pour cent pendant la dernière année de cette même période. Si la plupart des fluctuations des taux de change effectifs ont été modérées en 1988, plusieurs des pays d'Amérique latine et des Caraïbes frappés par l'inflation ont connu une hausse des taux de change réels, malgré des dévaluations nominales répétées. Les taux ont également remonté dans les pays d'Afrique dont les monnaies sont rattachées au franc français ou au rand sud-africain.

#### Prix des produits

32. Les prix des produits sont montés en flèche en 1987 après avoir atteint, en début d'année, leur niveau le plus bas depuis 1973. Cette reprise s'est poursuivie en 1988. D'après l'indice global des prix des produits de la Banque mondiale (1980=100), de janvier à novembre 1988 les

cours de 33 produits (non compris le pétrole et l'acier) ont augmenté de près de 13 pour cent par rapport à la moyenne de 1987. Au cours de cette même période, l'augmentation a été respectivement de 17,7 pour cent pour les denrées alimentaires, de 5 pour cent pour le bois et de 35 pour cent pour les métaux et les minéraux.

33. Les prix du pétrole ont marqué une nette reprise par rapport au faible niveau du milieu de 1986, mais dès le milieu de l'année suivante ils se sont à nouveau affaiblis. En valeur nominale, le prix du baril de brut (Brent de la mer du Nord) a atteint en moyenne 26,50 dollars en 1985, 13,30 dollars en 1986 et 17,10 dollars en 1987. Les prix sont retombés de façon sensible en 1988, ne dépassant pas 10,50 dollars le baril en octobre, pour se redresser ensuite après l'accord de limitation de la production conclu fin novembre par l'OPEP. Globalement, les prix du brut ont été en moyenne de 14 dollars environ le baril en 1988, soit 18 pour cent de moins qu'en 1987.

34. Il est certain que la hausse des prix des produits est une bénédiction pour de nombreux pays en développement et qu'elle est indispensable pour résoudre la crise de l'endettement. Mais ces hausses ont déjà provoqué l'inquiétude des pays industrialisés, qui redoutent le spectre de l'inflation même si la plupart des prix sont encore bien en dessous des niveaux de 1980. A l'occasion du sommet de Toronto en juin 1988, les grandes puissances industrielles ont exprimé leur crainte que la hausse des prix des produits n'alimente l'inflation et elles ont décidé d'ajouter un indicateur des prix des produits à la liste des variables économiques clefs qui doivent être étroitement surveillées. En outre, si l'on en croit certains experts, la hausse des cours mondiaux serait de nature à freiner la libéralisation du commerce agricole.

Tendances économiques mondiales: quelles sont leurs répercussions sur l'agriculture du tiers monde?

35. La tendance la plus positive pour l'agriculture du tiers monde est la hausse des prix de nombreux produits, même si cette hausse n'intéresse pas tous les produits clefs exportés par le tiers monde. Les agriculteurs ont également bénéficié de la baisse des coûts de l'énergie, qui a compensé l'augmentation des engrais et du crédit. Une autre tendance plus accentuée - mais beaucoup moins positive - est la faible croissance de la demande mondiale de produits agricoles. Ces différentes tendances ne sont guère propices à une relance de la production, des exportations et de la consommation dans le tiers monde. Nous en analysons ci-après les raisons:

36. 1. La demande intérieure d'aliments s'est ralentie dans les pays pauvres. En 1987 et 1988, le revenu par habitant a stagné, voire diminué, dans toutes les régions en développement, sauf en Asie, ce qui n'incite pas les agriculteurs de la plupart des pays pauvres à accroître leur production. La demande globale d'aliments ne devrait pas augmenter de plus de 2,5 pour cent par an en Afrique, 2,0 pour cent au Proche-Orient, 2,2 pour cent en Amérique latine et aux Caraïbes et 3,5 pour cent en Asie et dans le Pacifique. Ces niveaux de croissance, exception faite de l'Asie, sont bien inférieurs à ceux des années 70.

37. L'inflation galopante, notamment en Amérique latine, risque aussi d'affaiblir la demande intérieure de denrées alimentaires. Le salaire minimum n'a pas suivi les augmentations de prix des aliments dans les pays où les programmes d'ajustement économique ont imposé une réduction de la demande globale.

38. 2. La demande d'exportation d'autres pays en développement sera faible pour les mêmes raisons et à cause de leurs difficultés de paiements courants, qui sont aggravées par le lourd service de la dette. En outre, certaines denrées alimentaires se vendent trop cher sur les marchés mondiaux pour pouvoir être achetées par les importateurs pauvres.

39. 3. Dans les pays industriels, la demande de produits agricoles en provenance du tiers monde a progressé lentement, même pendant les périodes les plus fastes. Malgré la croissance économique régulière du monde développé depuis 1983, seuls les Etats-Unis ont augmenté de façon sensible leurs importations agricoles. La faible croissance démographique, le niveau déjà élevé de consommation par habitant, le protectionnisme et les différentes mesures nationales de soutien de l'agriculture ont été autant d'entraves à la demande d'importations agricoles.

40. 4. Après une période d'expansion économique prolongée au cours des années 80, les pays développés ont peut-être amorcé un tournant qui se traduira par un déclin de leur demande d'importation. De plus, si les pays industriels parviennent à atténuer leurs déséquilibres commerciaux, les exportations du tiers monde en subiront le contrecoup. Un redressement de la situation budgétaire et commerciale des Etats-Unis ferait diminuer la demande d'importation de ce pays et entraînerait un ralentissement de la croissance dans d'autres parties du monde, même si cette évolution est progressive. En outre, il est probable que, par crainte de l'inflation, des politiques d'austérité seront adoptées en Europe occidentale, ce qui freinera ultérieurement la croissance.

41. Seul le Japon pourrait enregistrer une augmentation considérable de sa demande, mais comme ce pays ne représente pas plus de 10 pour cent environ des importations agricoles mondiales (contre 16 pour cent pour les Etats-Unis et 26 pour cent pour la CEE), la demande globale sera faible<sup>2</sup>. En outre, les pays qui ont le plus besoin d'accroître leurs exportations - notamment en Afrique et en Amérique latine - sont ceux qui entretiennent le moins d'échanges avec le Japon. Ces deux régions en développement ne vendent chacune que 4 à 5 pour cent de leurs exportations agricoles totales au Japon. Si la demande japonaise devait s'accroître, ce sont les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est qui en seraient les principaux bénéficiaires. En effet, environ 20 pour cent de la totalité des exportations agricoles de l'Asie sont actuellement à destination du Japon. Toutefois, même les pays d'Asie ressentiraient les effets d'un affaiblissement du marché aux Etats-Unis et dans la CEE (qui absorbent à l'heure actuelle près de 30 pour cent de leurs exportations agricoles).

---

<sup>2</sup> Ces tendances étaient déjà manifestes en 1987. La demande des Etats-Unis n'a augmenté que de 2,5 pour cent (contre 3,9 pour cent en 1986), tandis qu'en République fédérale d'Allemagne le taux de croissance est tombé de 3,7 pour cent à 2,8 pour cent. Au Japon, il est passé pendant la même période de 4,0 pour cent à 5,1 pour cent.

TABLEAU 1-2. PRODUCTION AGRICOLE TOTALE, VIVRIERE ET NON VIVRIERE, 1986-88

	Indice			Variation		Taux de
	1986	1987	1988	1986-87	1987-88	variation annuel
	... 1979-81=100 ...			..... % .....		1981-88
<b>MONDE</b>						
Production agricole	115	115	115	-	0.1	1.9
Production vivrière	116	115	115	-0.5	-	1.9
Production non vivrière	107	116	117	8.0	1.2	1.6
<b>Pays en développement à économie de marché</b>						
Production agricole	117	117	121	-0.1	3.7	2.2
Production vivrière	118	117	122	-0.9	4.4	2.2
Production non vivrière	105	114	111	8.1	-2.7	1.7
<b>Afrique</b>						
Production agricole	118	115	120	-2.6	4.1	2.5
Production vivrière	118	114	119	-3.2	4.0	2.4
Production non vivrière	117	122	129	4.2	5.4	3.6
<b>Extrême-Orient</b>						
Production agricole	121	118	124	-2.1	5.3	2.4
Production vivrière	121	119	125	-2.3	5.5	2.4
Production non vivrière	114	114	118	-0.1	3.3	2.6
<b>Amérique latine</b>						
Production agricole	111	115	117	3.9	1.6	1.8
Production vivrière	113	115	119	1.8	3.6	1.9
Production non vivrière	93	114	99	22.5	-13.1	0.4
<b>Proche-Orient</b>						
Production agricole	116	117	121	0.6	3.2	2.1
Production vivrière	118	118	122	0.7	3.4	2.3
Production non vivrière	102	102	104	0.2	1.3	0.5
<b>Pays d'Asie à économie planifiée</b>						
Production agricole	134	140	140	4.0	0.4	4.3
Production vivrière	134	138	138	3.3	-0.3	4.4
Production non vivrière	140	157	169	11.9	7.9	3.5
<b>Ensemble des pays en développement</b>						
Production agricole	122	123	126	1.2	2.6	2.8
Production vivrière	123	123	127	0.5	2.9	2.9
Production non vivrière	113	123	124	9.1	0.2	2.2
<b>Pays développés à économie de marché</b>						
Production agricole	105	104	100	-0.9	-4.6	0.1
Production vivrière	106	104	99	-1.4	-4.9	0.1
Production non vivrière	91	103	105	12.7	2.6	0.6
<b>Amérique du Nord</b>						
Production agricole	102	100	89	-2.8	-11.2	-1.2
Production vivrière	104	100	88	-4.1	-11.6	-1.2
Production non vivrière	74	98	95	32.9	-2.8	-0.7
<b>Océanie</b>						
Production agricole	109	108	112	-0.7	3.8	1.7
Production vivrière	108	107	109	-1.3	2.1	1.4
Production non vivrière	113	115	128	1.8	11.1	3.0
<b>Europe occidentale</b>						
Production agricole	108	109	108	0.6	-0.5	1.0
Production vivrière	108	109	108	0.7	-0.5	1.0
Production non vivrière	128	117	119	-8.7	1.9	2.7
<b>Europe orientale et URSS</b>						
Production agricole	118	115	117	-2.0	1.1	2.4
Production vivrière	119	116	117	-1.9	0.9	2.6
Production non vivrière	104	100	104	-4.2	4.6	-0.1
<b>Ensemble des pays développés</b>						
Production agricole	109	107	104	-1.3	-2.9	0.8
Production vivrière	110	108	104	-1.6	-3.2	0.8
Production non vivrière	96	102	105	5.7	3.4	0.3

42. La faiblesse des prix du pétrole pourrait représenter une menace supplémentaire pour l'agriculture du tiers monde. Si leurs niveaux demeurent bas, les produits synthétiques à base de pétrole utilisés en remplacement du coton, du jute, du caoutchouc naturel, etc., deviendront plus compétitifs. Enfin, la pléthore persistante de nombreux produits agricoles sur les marchés mondiaux de même que l'instabilité des prix des produits ajoutent aux incertitudes qui planent sur l'avenir de la plupart des exportateurs.

#### B. Production agricole et alimentaire

43. En 1987 et 1988, la production agricole mondiale a stagné; elle s'est en effet maintenue, globalement, à peu près au niveau de 1986 (Tableau 1+2). La production a baissé d'environ 5 pour cent dans les pays développés à économie de marché. En Amérique du Nord, où a sévi la sécheresse, la production alimentaire a fortement chuté. Elle a également baissé en Europe occidentale. En Océanie, la production n'a que légèrement augmenté. En 1988, il y a eu une certaine reprise de la production en Europe orientale et en URSS, après les mauvais résultats de l'année précédente, mais les récoltes n'ont été vraiment bonnes qu'en Bulgarie. La production de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie a fortement baissé en 1988. En Pologne, la production a également diminué. Elle a par contre augmenté en Afrique, en Extrême-Orient et au Proche-Orient, alors qu'en 1987, elle avait baissé ou stagné dans la majeure partie de ces régions. La production alimentaire par habitant a augmenté de 1 pour cent en Afrique. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la production agricole a fluctué, les bons résultats de 1987 s'intercalant entre les récoltes médiocres de 1986 et de 1988. En Chine, l'accroissement de la production vivrière a fortement ralenti en 1988 par rapport aux dernières années, et dans le secteur de l'élevage il n'y a eu qu'une légère augmentation.

44. En 1988, la production céréalière mondiale serait tombée à 1,743 milliards de tonnes - soit 3,3 pour cent de moins que le niveau, pourtant bas, de 1987 (Tableau 1+3). La baisse la plus forte a été enregistrée en Amérique du Nord, où la sécheresse a réduit la production de 27 pour cent. En Europe orientale et en URSS, la production n'a que légèrement fléchi (-0,5 pour cent). En revanche, en Extrême-Orient, la production céréalière a augmenté de près de 9 pour cent, grâce aux excellentes récoltes de l'Inde. La production céréalière de la Chine a baissé de près de 2 pour cent. Celle de l'Afrique, qui avait beaucoup baissé en 1987, a marqué une forte reprise, d'ailleurs bien nécessaire (+12 pour cent environ). Les récoltes de céréales, notamment de blé, ont été assez mauvaises en Amérique latine, mais en Océanie, elles ont nettement augmenté.

45. En 1988, la production de café a chuté à cause du mauvais temps qui a touché le Brésil et d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, provoquant une baisse de production de près de 30 pour cent. La production de sucre est restée pratiquement stationnaire par rapport à l'année dernière: les légères baisses signalées dans les pays développés ont été compensées par l'augmentation de la production en Extrême-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes. La production de cacao a augmenté dans les principales zones productrices, tout comme celle de légumineuses à grains. La production de fibres de coton a nettement augmenté - 8 pour cent en Afrique, 10 pour cent en Extrême-Orient et 36 pour cent en Amérique latine.

TABLEAU 1-3. PRODUCTION AGRICOLE, PAR PRODUIT

	Pays développés				Pays en développement				Monde			
	1987		Variation de 1987 à 1988 (%)		1987		Variation de 1987 à 1988 (%)		1987		Variation de 1987 à 1988 (%)	
	(en millions de tonnes)				(en millions de tonnes)				(en millions de tonnes)			
Production céréalière totale b/	868.7	772.2	-11.1	933.2	970.7	4.0	1 801.9	1 742.9	-3.3			
Blé	299.9	292.1	-2.6	214.8	216.5	0.8	514.7	508.6	-1.2			
Riz (paddy)	24.7	25.2	2.0	440.5	459.2	4.2	465.2	484.4	4.1			
Céréales secondaires	544.2	454.9	-16.4	277.9	295.0	6.1	822.1	749.9	-8.8			
Plantes-racines	214.6	214.6	-	369.7	369.1	-0.2	584.3	583.7	-0.1			
Légumineuses	20.3	21.8	7.4	33.3	35.9	7.8	53.6	57.8	7.8			
Cultures oléagineuses (équiv. huile)	25.7	23.6	-8.2	41.1	42.6	3.6	66.8	66.2	-0.9			
Sucre centrifugé (brut)	43.5	43.1	-0.9	59.5	60.4	1.5	103.0	103.5	0.5			
Fèves de cacao	-	-	-	2.0	2.2	12.0	2.0	2.2	12.0			
Café	-	-	-	6.8	5.5	-19.3	6.8	5.5	-19.3			
Thé	0.3	0.3	1.6	2.2	2.2	3.7	2.4	2.5	3.5			
Fibre de coton	6.3	6.6	5.1	10.3	11.6	12.1	16.6	18.1	9.0			
Tabac	1.9	1.9	-1.0	4.3	4.3	0.6	6.2	6.2	0.1			
Production totale de viande	100.1	101.2	1.1	58.9	61.0	3.6	159.0	162.2	2.0			
Production totale de lait	384.8	386.3	0.4	136.8	141.8	3.7	521.6	528.2	1.3			
Oeufs de poule	19.4	19.6	1.0	14.7	15.4	4.9	34.1	34.9	2.3			

a/ Chiffres préliminaires.

b/ Y compris le riz en équivalent paddy.

Note: Les variations de pourcentage ont été calculées à partir de chiffres non arrondis

Source: FAO, ESS.



46. Selon les estimations, la production de viande a augmenté globalement de 2 pour cent. Elle a fortement augmenté en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Amérique du Nord, mais ces augmentations ont été en grande partie compensées par les baisses de production signalées en Europe occidentale. La production de lait qui, en 1987, avait baissé pour la première fois depuis 24 ans, a légèrement augmenté en 1988 car les hausses dans les pays du tiers monde ont plus que compensé les fléchissements relevés en Europe occidentale.

47. En 1988, la production alimentaire par habitant a continué à stagner dans 56 des 108 pays en développement (contre 78 pays en 1987) (Tableau 1+4). Par contre, la production a fortement augmenté dans plusieurs pays très peuplés, principalement d'Asie. La production alimentaire a augmenté de 6,1 pour cent en Inde, de 3,1 pour cent à Sri Lanka, de 2,8 pour cent en Indonésie et de 2,7 pour cent au Pakistan. La production a également augmenté dans plusieurs autres pays peuplés comme le Brésil et l'Éthiopie. Mais dans 29 pays d'Afrique, la production alimentaire par habitant a encore baissé. La production s'est tassée dans près des deux tiers des pays africains, alors que cette proportion est d'un peu plus de la moitié dans la région Amérique latine et Caraïbes, d'un tiers au Proche-Orient et d'un quart en Extrême-Orient.

#### Stocks céréaliers et sécurité alimentaire

48. La sécurité alimentaire se détériorera probablement en 1989, en raison des récoltes médiocres de céréales rentrées dans les principaux pays producteurs en 1988. La baisse des quantités disponibles pour l'exportation, la hausse des cours internationaux et, probablement, la réduction de l'aide alimentaire pourraient poser de graves problèmes aux pays à faible revenu et à déficit vivrier qui, dans la plupart des cas, voient en outre augmenter leurs besoins d'importation.

49. Les stocks céréaliers mondiaux devraient chuter dangereusement en 1988/89, principalement à cause des effets de la sécheresse aux États-Unis. Les stocks céréaliers mondiaux de report à la fin de 1987/88 n'étaient déjà que de 398 millions de tonnes, soit 52 millions de tonnes (12 pour cent) de moins que l'année précédente (Tableau 1+5). A la fin de 1988/89, les stocks céréaliers devraient, selon les prévisions, tomber à 288 millions de tonnes, dont 118 millions de tonnes de blé (-20 pour cent), 129 millions de tonnes de céréales secondaires (-39 pour cent) et 41 millions de tonnes de riz usiné (à peu près le niveau très bas de la campagne précédente). Il s'agirait de la plus grosse baisse annuelle des stocks jamais enregistrée, et ceux-ci tomberaient à seulement 16 pour cent de la consommation mondiale prévue pour 1989-1990 (selon la FAO, ce chiffre devrait être de 17-18 pour cent pour garantir la sécurité alimentaire mondiale). Cette baisse serait presque entièrement concentrée dans les grands pays exportateurs, principalement aux États-Unis. La situation est particulièrement préoccupante pour le blé, puisque la proportion entre, d'une part, les stocks de report des exportateurs et, de l'autre, les besoins de consommation et d'exportation devrait tomber à un niveau plus bas que lors de la crise alimentaire mondiale du début des années 70.

TABLEAU 1-4. VARIATION DE LA PRODUCTION VIVRIERE PAR HABITANT, PAR PAYS, 1987-88

Variation	Pays en développement	Pays développés
Plus de 10%	Lesotho, Maroc, Zimbabwe, Trinité-et-Tobago, Arabie saoudite, Soudan	Finlande
De 5,01% à 10%	Bénin, Ethiopie, Brésil, Honduras, Inde, Laos, Syrie, Chypre, Suriname	Malte, Grèce
De 3,01% à 5%	Botswana, Mali, Paraguay, Ouganda, Bolivie, Chili, Malaisie, Sri Lanka, Guatemala, Thaïlande	Danemark, Bulgarie
De 1,01% à 3%	Kenya, Libye, Guadeloupe, Uruguay, Myanmar, Bhoutan, Indonésie, Liban, Mongolie, Kampuchea, Pakistan, Iraq, République de Corée, Mauritanie, Somalie, Togo, Venezuela	Belgique + Luxembourg, République démocratique allemande, Suisse, Australie, Hongrie
De 0,01% à 1%	Burundi, Côte d'Ivoire, Malawi, Zambie, Colombie, Martinique, République démocratique populaire de Corée, Viet Nam, Tonga, Turquie	Autriche, URSS, Albanie, France, Espagne
De -0,01% à -1%	Argentine, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Gabon, Maurice, Réunion, Sierra Leone, Burkina Faso, Jamaïque, Haïti, Porto Rico, Pérou, Jordanie, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Egypte	République fédérale d'Allemagne, Norvège, Nouvelle-Zélande, Tchécoslovaquie, Pologne, Afrique du Sud
De -1,01% à -3%	Algérie, Angola, Congo, Rwanda, Cuba, Zaïre, Libéria, Namibie, Niger, Mexique, Panama, Chine, Iran, Singapour, République arabe du Yémen, Philippines, République démocratique populaire du Yémen, République dominicaine, El Salvador	Japon, Israël, Islande, Italie, Portugal, Suède, Royaume-Uni, Yougoslavie
De -3,01% à -5%	Ghana, Guinée, Mozambique, Nigéria, Madagascar, Swaziland, Népal, Costa Rica, Barbade, Nicaragua	Roumanie
De -5,01% à -10%	Gambie, Guinée-Bissau, Bangladesh, Equateur, Afghanistan, Guyane	Irlande, Pays-Bas
Baisse de plus de 10%	Cap-Vert, Sénégal, Tunisie, Tanzanie	Canada, Etats-Unis

TABLEAU 1-5. STOCKS CÉRÉALIERS DE REPORT

	Campagne agricole prenant fin en						
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
..... millions de tonnes .....							
Pays développés	235.7	157.7	198.3	288.3	317.7	277.6	169.2
Canada	18.5	13.3	12.1	14.4	18.5	13.7	10.5
Etats-Unis	152.2	79.5	98.8	181.2	203.8	169.4	73.9
Australie	2.5	8.2	8.8	6.2	4.2	3.3	3.1
CEE	23.7	16.4	29.2	36.2	31.8	29.3	25.9
Japon	5.2	4.8	4.3	5.2	5.8	5.9	5.1
URSS	18.0	23.0	29.0	31.0	38.0	42.0	38.0
Pays en développement	106.3	124.2	136.9	132.1	132.1	119.8	117.6
Extrême-Orient	76.3	95.0	105.8	95.5	86.6	80.5	76.0
Bangladesh	0.6	0.8	1.0	0.9	0.8	1.4	1.3
Chine	50.0	57.0	64.0	52.0	46.0	47.0	38.0
Inde	7.6	12.8	18.1	17.1	15.2	8.7	13.1
Pakistan	2.2	2.2	1.7	2.0	3.2	1.7	2.3
Proche-Orient	12.4	14.0	14.9	15.3	19.0	16.5	16.5
Turquie	1.0	0.3	0.7	0.5	0.9	0.8	0.8
Afrique	4.9	4.2	4.7	8.7	11.5	8.2	9.5
Amérique latine	11.4	9.3	10.0	11.0	11.0	13.8	14.3
Argentine	1.8	1.7	1.0	0.7	0.7	1.1	0.8
Brésil	3.1	1.4	1.7	2.8	4.4	7.4	8.4
Total mondial dont:	342.0	281.9	335.1	420.3	449.8	397.5	286.7
Blé	122.0	134.1	152.5	160.5	168.7	145.9	117.3
Riz (usiné)	42.9	48.1	53.8	54.9	51.2	40.8	40.5
Céréales secondaires	177.1	99.7	128.8	204.9	229.9	210.7	128.9
Volume mondial en % de la consommation	22	18	21	25	26	23	16

Source: FAO, Division des produits et du commerce international

50. Il faudrait une bonne récolte en 1989 pour maintenir la consommation à son niveau tendanciel, reconstituer les stocks alimentaires et assurer à nouveau un seuil minimal de sécurité alimentaire mondiale. Selon la FAO, il faudrait pour cela que la production céréalière mondiale augmente de 12 pour cent, ce qui ne s'est jamais produit. Et cela ne sera possible que si les conditions météorologiques redeviennent normales et si les principaux producteurs augmentent nettement leurs superficies cultivées. Pour 1989, les Etats-Unis ont ramené l'objectif de mise en réserve des terres à 10 pour cent des superficies céréalières de base pour compenser la baisse de l'offre mondiale mais, selon les premières prévisions, cela ne suffira pas. Comme les précipitations ont été insuffisantes au début de 1989, il est fort probable que la production des Etats-Unis augmentera juste assez pour permettre de regarnir un peu les stocks céréaliers.

#### Moins de crises alimentaires en 1988

51. Comme la production alimentaire a augmenté dans beaucoup de pays en développement en 1988, les situations d'urgence sont devenues moins fréquentes qu'en 1987. En janvier et février 1988, 21 pays étaient confrontés à des pénuries justifiant une aide alimentaire complémentaire ou d'urgence. En décembre 1988, seuls 16 pays (Angola, Bénin, Bangladesh, Djibouti, Ethiopie, Haïti, Kampuchea, Laos, Liban, Malawi, Mozambique, Nicaragua, Sri Lanka, Somalie, Soudan, Viet Nam) connaissaient encore des situations alimentaires qui appelaient des mesures d'urgence.

52. Malgré cette amélioration générale, le Bangladesh, le Soudan et l'Ethiopie ont encore connu des pénuries alimentaires de grande ampleur. Au Bangladesh, la famine était due à la plus grave inondation survenue depuis de nombreuses années, qui a touché environ 28 millions de personnes, et a beaucoup endommagé champs, biens et infrastructures. En novembre 1988, un cyclone a provoqué d'autres dégâts dans le sud du Bangladesh. Dans le sud du Soudan, les troubles intérieurs ont été source de malnutrition et de famine, notamment parmi les personnes déplacées. En Ethiopie, les pénuries alimentaires dues aux mauvaises récoltes de 1987/88 se sont poursuivies.

53. A la fin de 1988, un ouragan a provoqué de vastes dégâts en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Le Nicaragua a été le pays le plus touché. Selon une mission FAO/PAM/multidonateurs, les pertes pour l'agriculture, l'élevage, les forêts et les pêches s'élèveraient à 110 millions de dollars. La production céréalière devrait chuter d'environ 18 pour cent par rapport à l'année précédente.

#### Criquets pèlerins: situation toujours périlleuse

54. Les criquets sont devenus un problème grave dans une bonne partie de l'ouest, du nord-ouest et de l'est de l'Afrique, et le péril s'est maintenant étendu au Proche-Orient et à l'Asie du Sud-Ouest. Lors d'une migration extraordinaire survenue en octobre 1988, le Cap-Vert a été plusieurs fois envahi et les criquets ont même atteint en grand nombre les Caraïbes. Des millions d'hectares de céréales ont été menacés de dévastation

et l'ampleur du fléau a amené à se poser des questions sur la méthode de lutte la plus efficace et la moins nocive pour l'environnement. Après les pontes sans précédent survenues en Afrique occidentale pendant l'hiver 1987/88, de grands essaims, qui se sont formés au début de 1988, ont envahi l'Afrique du Nord. D'autres essaims ont migré vers l'ouest du Sahel. En même temps, les essaims d'Afrique orientale ont quitté les zones de ponte hivernale situées sur la côte de la mer Rouge et ont envahi en partie le Proche-Orient.

55. En 1988, des pluies exceptionnellement abondantes ont créé des conditions propices à la reproduction dans toutes les principales zones de ponte estivale de la Mauritanie, du Mali, du Niger et du Tchad, produisant au moins deux générations très abondantes de criquets. Les essaims ont encore grossi entre août et septembre et ont envahi à nouveau l'extrême ouest du Sahel, puis le Maroc. Les essaims provenant du centre du Sahel ont migré vers le nord, pénétrant en Algérie, au Maroc et en Libye, et début décembre, certains ont même atteint la Syrie et la Turquie.

56. Les conditions étaient également favorables à la reproduction dans toute l'Afrique orientale pendant l'été et l'automne. De nombreux essaims se sont formés au Soudan, et quelques-uns en Ethiopie. En octobre 1988, des essaims ont traversé la mer Rouge jusqu'en Arabie saoudite, où de nouvelles pontes ont eu lieu. Il y a eu aussi des invasions de moindre ampleur au Koweït, en Iraq, en Iran, à Bahreïn et au Qatar puis en Turquie, au Liban et en Jordanie. Heureusement, les conditions n'étaient pas favorables à la reproduction dans les zones traditionnelles de ponte hivernale, sur la côte de la mer Rouge.

57. Grâce à des mesures massives de lutte, on a pu éviter d'importants dégâts aux récoltes en 1988. Il y a eu de graves dégâts localisés dans plusieurs pays d'Afrique occidentale et orientale, notamment au Soudan, au Sénégal et en Mauritanie, mais des récoltes records ont été rentrées dans la plupart des pays de la zone soudano-sahélienne. Les opérations de lutte de l'année dernière ont certes réussi, mais cela ne signifie pas que l'on puisse crier victoire. De nouvelles générations continueront à se reproduire massivement en 1989, et probablement pendant plusieurs années encore. Des opérations internationales de lutte de grande ampleur resteront nécessaires. Comme par le passé, la FAO coordonnera la campagne antiacridienne, par l'intermédiaire de son Centre d'intervention antiacridienne d'urgence (CIAU). Le coût des campagnes de lutte antiacridienne menées en 1988/89 dépasse déjà 200 millions de dollars.

58. Au début de 1989, les perspectives étaient incertaines pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le fléau a été beaucoup plus étendu qu'un an auparavant et il pouvait donc se propager dans un nombre encore plus grand de pays. Deuxièmement, en 1988, les criquets se sont révélés plus mobiles qu'auparavant, rendant plus difficiles les prévisions. Troisièmement, dans beaucoup de pays, la surveillance des essaims ne permet pas d'obtenir des informations précises concernant leur taille, leur emplacement et leurs déplacements. Finalement, les opérations de lutte menées dans plusieurs zones clés n'ont pas permis d'éliminer complètement les populations les plus denses. Toutefois, il y a lieu d'être modérément optimiste pour 1989.

59. Au début de 1989, la FAO estimait que les vastes migrations d'essaims provenant du Maghreb et de l'est en direction de l'Afrique occidentale pourraient se traduire par l'invasion de 25 millions d'hectares vers le milieu de l'année, mais que très probablement moins de 2,5 millions d'hectares seraient touchés. C'est mieux que ce qui était prévu au milieu de 1988, quand on estimait qu'environ 12 millions d'hectares seraient atteints. Une des raisons de cet optimisme est la réduction des populations de criquets en Afrique occidentale, après leur exode vers l'Atlantique en octobre. Cela étant, une invasion massive de l'Afrique du Nord-Ouest devient nettement moins probable.

#### Engrais

60. Les cours des engrais ont beaucoup monté en 1988, principalement sous l'effet de l'augmentation des importations des grands pays consommateurs d'Asie et d'Amérique latine. Si la demande d'importation a augmenté dans ces régions, c'est grâce aux bonnes conditions météorologiques et à l'aide accrue accordée par des organismes de financement pour les achats d'engrais (Tableau 1+6).

61. Les prix de l'urée ont augmenté en moyenne d'un tiers entre octobre 1987 et octobre 1988. Les prix de l'urée et d'autres engrais azotés, qui sont restés stables en Amérique et ont peut-être un peu fléchi en Asie, pourraient avoir à nouveau augmenté vers la fin de 1988, en raison de l'accroissement de la consommation dans de grands pays d'Asie, ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe. L'offre de sulfate d'ammonium est restée peu abondante et les prix ont augmenté de plus de 20 pour cent en Europe occidentale et de 45 pour cent en Extrême-Orient pendant la campagne prenant fin en novembre 1988.

62. Les prix des engrais phosphatés sont restés plus stables. Les cours du phosphate diammonique et du superphosphate triple ont très peu varié. Les prix du disponible (golfe du Mexique et Afrique du Nord) de ces engrais ont augmenté à peu près de 8 à 14 pour cent entre décembre 1987 et novembre 1988. Aux Etats-Unis, la faible demande intérieure, l'augmentation des stocks et la demande limitée d'exportation ont freiné les hausses de prix. Cette situation pourrait changer à la suite des achats de phosphate diammonique envisagés par quelques grands pays d'Asie et d'Amérique latine.

63. Les prix de la potasse ont augmenté après les grands contrats conclus dans les premiers mois de 1988. Les prix du chlorure de potassium ont augmenté de 9 pour cent au début du troisième trimestre de 1988; le cours du disponible de la potasse d'Amérique du Nord était, en novembre 1988, supérieur de 22 pour cent à ce qu'il était un an plus tôt. Les fournisseurs de potasse demandaient des prix encore plus élevés pour les contrats à conclure à la fin de 1988.

TABLEAU 1-6. PRIX DES ENGRAIS A L'EXPORTATION

	Sulfate d'ammonium Europe occidentale	Superphosphate triple Golfe du Mexique	Chlorure de potassium Europe occidentale	Phosphate diammonique Golfe du Mexique
	..... dollars/tonne .....			
1987				
Janvier	44	114	68	168
Février	45	127	68	173
Mars	46	131	68	165
Avril	43	133	68	152
Mai	44	133	68	153
Juin	44	140	71	171
Juillet	48	147	71	183
Août	51	153	71	186
Septembre	51	150	76	176
Octobre	51	146	78	177
Novembre	51	144	78	189
Décembre	53	143	78	196
1988				
Janvier	53	155	82	213
Février	57	154	82	190
Mars	63	154	82	190
Avril	63	154	83	174
Mai	63	154	86	186
Juin	58	158	87	201
Juillet	57	158	95	202
Août	59	162	95	200
Septembre	62	162	95	197
Octobre	62	164	95	206
Novembre	62	164	95	204
Décembre	..	...	..	...

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux

Evaluation de l'état nutritionnel à partir de «bilans alimentaires»

64. Il est difficile d'évaluer avec précision la situation nutritionnelle de tout un pays. Les enquêtes sur la consommation alimentaire et sur les dépenses des ménages permettent de recueillir les informations les plus précises, mais elles sont coûteuses et ne sont pas facilement utilisables dans les pays pauvres. Il n'est donc pas étonnant qu'elles ne donnent qu'une vue partielle de la situation.

65. Une autre méthode, souvent plus facilement applicable, est l'emploi des «bilans alimentaires» de la FAO, qui font le point de la situation alimentaire de chaque pays. Ces bilans fournissent, entre autres, des informations sur les disponibilités caloriques moyennes et donnent donc une indication des quantités d'aliments disponibles pour la consommation alimentaire dans le pays en question.

66. Mais cette méthode est imparfaite, car elle évalue la disponibilité d'aliments mais pas directement la consommation alimentaire, ce qui peut être trompeur, notamment lorsque des aliments sont disponibles mais ne sont pas consommés (comme cela se passe fréquemment quand des personnes n'ont pas les moyens d'acheter des vivres). C'est pourquoi il n'est pas toujours possible d'évaluer les régimes alimentaires en mettant en corrélation les disponibilités et les besoins. En outre, on peut se demander quel critère adopter pour mesurer les besoins alimentaires. S'agit-il simplement d'une ration de survie ou de la ration requise pour un certain type d'activité?

67. Malgré ces réserves, on ne peut nier l'utilité de la méthode des disponibilités caloriques qui permet de calculer l'incidence de la malnutrition dans un pays donné, moyennant certaines hypothèses concernant la répartition des calories disponibles et les besoins minimaux. On a constaté que cette méthode donnait des résultats en étroite corrélation avec tous les principaux indicateurs de la santé et du développement socio-économique.

68. Cette méthodologie sera bientôt présentée dans un manuel de la FAO qui expliquera comment calculer les besoins énergétiques d'un ménage, d'un groupe de personnes ou de l'ensemble d'une population<sup>3</sup>. Les usagers qui ne disposent pas de leurs propres renseignements y trouveront en outre de nombreuses informations de base nécessaires à l'application de la méthodologie (par exemple poids corporel moyen pour différentes populations, ventilation démographique par âge et par sexe en 1985, indices de consommation d'énergie par type d'activité).

---

3 FAO, Human Energy Requirements: a Manual for Nutritionists and Planners, Oxford University Press, 1989.



69. Cette méthode prévoit également la possibilité d'accroître les rations de groupes précis (par exemple les responsables pourraient souhaiter accroître la ration des enfants pour une meilleure croissance, ou celle des adultes pour une activité physique plus intense). Une telle souplesse peut également être, le cas échéant, introduite au niveau des ménages, de la région ou du pays tout entier, pour tenir compte de facteurs comme les pertes alimentaires après récolte (en cours de traitement, d'entreposage, de distribution et de préparation).

70. L'utilité de cette méthode réside dans le fait qu'elle établit, au niveau de l'analyse, une distinction entre les besoins alimentaires réels d'un pays et les indicateurs économiques nationaux. Comme elle est plutôt axée sur les besoins nutritionnels que sur la production, elle pourrait déboucher sur d'autres moyens pour améliorer la consommation alimentaire, comme réformes fiscales, redistribution des terres et subvention de la consommation au profit des pauvres.

### C. Commerce agricole

71. Les échanges mondiaux de produits agricoles - cultures, élevage, pêches et forêts - se sont accrus de 11,1 pour cent en 1987, ce qui donne pour 1986-1987 un total cumulatif impressionnant de 23 pour cent (Tableau 1-7). Mais comme les échanges dans les autres secteurs de l'économie ont augmenté encore plus rapidement, la baisse à long terme de la part de l'agriculture dans le commerce mondial des marchandises s'est poursuivie: 14 pour cent en 1986 et 13 pour cent en 1987. Parmi les principaux sous-secteurs de l'agriculture, c'est dans celui des pêches que le commerce s'est accru le plus rapidement, suivi par celui des forêts. La croissance du commerce des produits végétaux et des produits de l'élevage a été un peu plus lente (10 pour cent). Pourtant, cette augmentation a été la plus forte qui ait été enregistrée pour une période de deux ans dans ce sous-secteur depuis le boom des années 1977-1980.

72. En 1987, l'augmentation du commerce des produits végétaux et animaux a été concentrée dans les zones en développement d'Asie et, surtout, dans les pays développés à économie de marché. Les exportations des pays développés ont augmenté d'environ 15 pour cent, tandis que celles des pays en développement ont dans l'ensemble baissé de 1 pour cent. Cependant, les deux groupes de pays ont enregistré une augmentation considérable de la valeur de leurs importations. Là aussi, l'augmentation a été concentrée dans les pays industriels, avec une forte expansion toujours en Asie, principalement en Chine et, dans une moindre mesure, au Proche-Orient.

73. Ces changements ont profondément modifié la structure du commerce agricole. Au début et au milieu des années 80, de plus en plus de pays en développement sont devenus exportateurs nets de produits végétaux et animaux (dans la plupart des cas en raison des politiques d'austérité qui ont réduit leurs importations plutôt que grâce à une expansion de leurs exportations). Le rapport entre exportations et importations s'est, dans ces pays, régulièrement redressé, passant de 94 pour cent en 1981 à presque 125 pour cent en 1986. Mais avec le recul des exportations de 1987, qui a coïncidé avec de fortes augmentations des importations, le rapport exportations/importations est retombé à 113 pour cent. (Tableau 1-8).

**TABLEAU 1-7. VALEUR DES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS DE L'AGRICULTURE (VEGETAUX ET ANIMAUX), DE LA PECHE ET DES FORETS, A PRIX COURANTS, 1985-87**

				Variation		Moyenne des
	1985	1986	1987	1985	1986	variations
				à	à	annuelles
				1986	1987	1980
				à		à
				1986	1987	1987
	(milliards de \$)			.....	%	.....
Produits de l'agriculture	208.6	228.4	251.2	9.5	10.0	1.2
Pays en développement	70.3	74.4	73.6	5.8	-1.0	0.4
Pays développés	138.3	154.0	177.6	11.4	15.3	1.7
Produits de la pêche	17.1	22.5	26.8	31.6	19.1	8.9
Pays en développement	7.5	10.0	11.8	33.3	18.0	10.5
Pays développés	9.6	12.5	15.0	29.8	20.2	7.8
Produits des forêts	49.5	57.6	64.7	16.3	12.3	2.5
Pays en développement	6.7	7.7	9.8	13.8	27.3	1.7
Pays développés	42.8	49.9	54.9	16.7	10.0	2.7
TOTAL	275.2	308.5	342.7	12.1	11.1	1.9
Pays en développement	84.5	92.0	95.2	8.9	3.4	1.3
Pays développés	190.7	216.4	247.6	13.5	13.4	2.2
	..... % .....					
Part des pays en développement	31	30	28			

Note: Les valeurs en dollars ont été arrondies. Les pourcentages ont été calculés à partir de chiffres non arrondis.

Source: FAO.

TABLEAU 1-8. VALEUR DES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES (VEGETAUX ET ANIMAUX) A PRIX COURANTS, PAR REGION, 1985-87

	1985	1986	1987	Variation		Moyenne des variations annuelles	
				1985 à 1986	1986 à 1987	1980 à 1987 prix courants	volume <u>a/</u>
	(milliards de \$)			..... % .....			
Pays en développement à économie de marché							
Exportations	63.7	65.8	64.7	3.3	-1.7	-0.5	3.0
Importations	56.8	53.8	57.0	-5.4	5.9	-0.5	3.3
Afrique							
Exportations	8.7	10.1	8.8	15.3	-12.7	-1.8	-1.1
Importations	9.1	8.4	8.1	-8.1	-3.5	-3.2	1.8
Extrême-Orient							
Exportations	18.6	18.9	20.6	1.9	9.0	1.2	4.2
Importations	16.9	16.3	19.0	-3.4	16.4	2.6	4.6
Amérique latine							
Exportations	31.0	31.1	29.2	0.3	-6.2	-1.1	2.7
Importations	10.2	10.2	9.8	0.6	-4.4	-5.1	-1.7
Proche-Orient							
Exportations	4.8	5.1	5.5	6.1	7.1	1.6	5.0
Importations	20.0	18.1	19.3	-9.3	6.5	1.4	6.7
Pays d'Asie à économie planifiée							
Exportations	6.6	8.5	9.0	29.7	4.8	9.4	12.1
Importations	5.2	5.9	7.8	14.2	31.3	-0.3	6.7
Total pays en développement							
Exportations	70.3	74.4	73.6	5.8	-1.0	0.4	3.5
Importations	62.0	59.7	64.7	-3.7	8.4	-0.6	3.5
Pays développés à économie de marché							
Exportations	129.8	144.9	167.9	11.6	15.9	1.9	2.0
Importations	144.1	167.4	188.7	16.1	12.7	2.9	2.5
Europe orientale et URSS							
Exportations	8.4	9.1	9.7	7.9	6.6	-1.1	0.6
Importations	25.4	23.1	23.9	-9.0	3.1	-2.4	-0.5
Total pays développés							
Exportations	138.3	154.0	177.6	11.4	15.3	1.7	1.7
Importations	169.6	190.5	212.6	12.4	11.6	2.1	1.8
Monde							
Exportations	208.6	228.4	251.2	9.5	10.0	1.2	2.5
Importations	231.6	250.3	277.3	8.1	10.8	1.4	2.8
Part des pays en développement dans les échanges mondiaux de produits agricoles							
	.....%.....						
Exportations	33.7	32.6	29.3				
Importations	26.8	23.9	23.3				

a/ On a appliqué comme coefficients de déflation les indices (1979-81=100) de la valeur unitaire des exportations et des importations de produits agricoles.

Note: Les valeurs en dollars ont été arrondies. Les pourcentages ont été calculés à partir de chiffres non arrondis.

Source: FAO.

74. Les pays développés à économie de marché ont connu une évolution inverse. Après avoir eu un petit excédent net de produits végétaux et animaux en 1981, ils ont repris leur place traditionnelle d'importateurs agricoles nets. En 1986, leur rapport exportations/importations était tombé à 87 pour cent. Cependant, en 1987 ce rapport a commencé à remonter (89 pour cent) du fait de l'expansion vigoureuse des exportations. Dans une large mesure, cette expansion s'explique par le bond en avant des exportations des Etats-Unis, qui s'est accompagné d'une réduction des importations de ce pays. En même temps, les exportations de la CEE ont augmenté encore plus rapidement que ses importations, pourtant en forte progression.

75. Le commerce agricole des pays développés à économie planifiée est demeuré largement déficitaire (seules la Hongrie, la Bulgarie et, dans une moindre mesure, la Roumanie exportent considérablement plus qu'elles n'importent), mais ces déficits ont eu tendance à se résorber en 1987. Les exportations agricoles de la République démocratique allemande, de la Pologne et surtout de l'URSS ont marqué une forte expansion pour la deuxième année de suite. Dans ces trois pays, les recettes provenant des exportations de produits végétaux et animaux ont augmenté au total d'environ 25 pour cent en 1986-1987.

76. La baisse générale de 1 pour cent, en valeur, enregistrée par les exportations de produits agricoles des pays en développement, cache cependant des résultats beaucoup plus alarmants dans de nombreux pays. En effet, ce recul général aurait été beaucoup plus important s'il n'y avait pas eu, dans chaque région, un petit groupe de pays où les exportations ont été satisfaisantes: Brésil, Cuba et Chili pour la région Amérique latine et Caraïbes, République de Corée, Malaisie, Thaïlande et Indonésie pour l'Asie, et Algérie, Tunisie, Gambie et Bénin pour l'Afrique. Sur 117 pays en développement, 75 ont tiré un moindre revenu de leurs exportations en 1987 qu'ils ne l'avaient fait l'année précédente (46 pays seulement avaient enregistré des baisses en 1986). C'est en Afrique que les résultats ont été les moins bons, car 76 pour cent des pays ont vu leurs exportations baisser; vient ensuite la région Amérique latine et Caraïbes, où 67 pour cent des pays ont moins exporté en 1987 qu'en 1986. Quant à l'Extrême-Orient et au Proche-Orient, les pays de ces régions qui ont vu leurs exportations agricoles baisser en valeur sont aussi nombreux, à peu près, que ceux qui les ont vu augmenter.

77. Bien que l'expansion du commerce agricole ait été dynamique en 1987, dans la plupart des pays en développement les recettes provenant des exportations agricoles ont stagné ou baissé, essentiellement en raison des bas prix auxquels se sont vendus plusieurs produits clés pendant une bonne partie de l'année. Sur les 75 pays dont les exportations agricoles ont baissé en valeur en 1987, environ un tiers ont pu imputer ces baisses essentiellement ou entièrement à la baisse des prix d'exportation. La faiblesse des prix du café et d'autres produits exportés a entraîné une baisse des recettes dans toute l'Amérique latine, et surtout en Equateur, au Mexique, au Costa Rica, en République dominicaine et au Honduras. Dans de nombreux pays, les recettes ont nettement baissé malgré l'accroissement des volumes exportés.

78. En Afrique et au Proche-Orient, la baisse des prix et l'incapacité des pays de compenser cette baisse en exportant davantage ont donné lieu à des réductions substantielles des recettes. Dans 21 pays africains, la diminution des recettes d'exportation a été due principalement au fléchissement des volumes exportés. Dans 15 pays, elle s'explique essentiellement par une diminution des prix d'exportation; dans plusieurs pays (Angola, Côte d'Ivoire, Nigéria, République centrafricaine, Tchad, et Togo notamment), ces deux facteurs se sont conjugués pour réduire considérablement les recettes provenant des exportations agricoles. Au Proche-Orient, la baisse du volume des exportations a en général été le principal facteur. Dans pratiquement tous les pays de la région où les recettes des exportations agricoles ont baissé en 1987 - notamment Iran, Iraq, Jordanie, Liban, Oman et République arabe syrienne - la cause en a été principalement la réduction des volumes exportés. Seuls l'Arabie saoudite, le Soudan et la Turquie ont réussi à compenser totalement la baisse des prix moyens par des augmentations considérables des quantités exportées.

79. Les pays en développement ont accru le volume de leurs importations vivrières en 1987, après l'avoir réduit l'année précédente. En 1986, les deux tiers environ des pays en développement avaient réduit le volume de leurs importations; en 1987, 62 pour cent l'ont accru. En Extrême-Orient, au Proche-Orient et dans les pays d'Asie à économie planifiée, l'insuffisance de la production intérieure a été la raison principale, et le volume des importations vivrières a varié de façon inversement proportionnelle à la production vivrière intérieure par habitant.

80. Cette corrélation entre l'insuffisance de la production intérieure et l'accroissement des importations a cependant été moins marquée en Afrique et dans la région Amérique latine et Caraïbes, où les pays ont manqué des devises nécessaires pour accroître leurs importations lorsque la production intérieure diminuait. Dans de nombreux pays, les importations vivrières ont baissé en volume mais ont continué à absorber une proportion très élevée, parfois même croissante, des recettes d'exportation totales. C'est ce qui s'est produit au Lesotho, au Libéria, au Rwanda, au Sénégal, au Népal, en Afghanistan et au Yémen. Pourtant, la plupart des pays ont été avantagés par la baisse des prix des importations vivrières en 1987 par rapport à l'année précédente.

81. La FAO prévoit que le commerce mondial des céréales atteindra 206 millions de tonnes en 1988/89, soit 9 millions de tonnes de plus que la campagne précédente, mais beaucoup moins que le record de 1984/85. Ce serait là le résultat net d'une baisse de 5 pour cent des importations de blé (de 103 à 98 millions de tonnes) et d'une augmentation de 16 pour cent des importations de céréales secondaires (de 83 à 96 millions de tonnes). Les importations de riz devraient elles aussi augmenter en 1989, pour atteindre 12 millions de tonnes, soit une progression de 12 pour cent.

82. On s'attend à une réduction du commerce mondial du blé à la suite de la baisse de 7 millions de tonnes des importations de l'URSS par rapport à 1987/88, ainsi qu'à des réductions, mais plus limitées, de celles des pays d'Europe occidentale. Les importations de blé des pays en développement devraient augmenter, mais moins rapidement que pendant la campagne précédente. On s'attend à ce que les importations de céréales secondaires de l'URSS (principalement maïs) doublent en 1989 pour atteindre 21 millions de tonnes, à la suite de la mauvaise récolte céréalière de 1988. La demande des principaux pays en développement importateurs - surtout d'Asie - devrait rester stable. Le commerce mondial du riz augmentera probablement en 1989 du fait à la fois de l'augmentation des disponibilités des pays exportateurs et de l'accroissement de la demande de nombreux importateurs.

83. Il est difficile d'estimer l'expansion totale du commerce agricole pour l'ensemble de 1988 d'après les renseignements disponibles au début de 1989. On ne peut guère se fonder sur le passé pour savoir ce qui se passe actuellement ou ce qui se passera dans un futur proche, car la structure de la production mondiale a subi des changements importants ces dernières années. En particulier, à la différence des années 60 et 70, la croissance économique pendant les années 80 a été relativement plus forte dans les pays développés que dans les pays en développement. Dans les années 70, par exemple, l'expansion des pays en développement a dépassé de 2,5 points en moyenne celle des pays développés, mais dans les années 80 cet écart a disparu (entre 1983 et 1987, la croissance économique des pays en développement n'a nettement dépassé celle des pays industrialisés qu'en 1986). En outre, les politiques de soutien de l'agriculture et le protectionnisme des pays développés ont atténué l'effet de l'expansion économique sur le commerce agricole. Ainsi, il ne faut pas s'attendre à ce que l'expansion de l'économie mondiale, qui s'est poursuivie en 1988, ait des répercussions considérables sur le volume du commerce agricole.

84. Cela étant, on estime qu'en 1988 le commerce agricole a poursuivi sa progression rapide en valeur, presque entièrement du fait de l'augmentation des prix et non pas des volumes. La hausse des prix a été forte pour les céréales, les aliments pour animaux et certains produits de l'élevage, mais pas en ce qui concerne les produits tropicaux pour boissons, ni les matières premières agricoles. Ainsi, comme en 1987, c'est surtout aux pays développés que l'expansion a profité.

#### Prix des exportations agricoles et termes de l'échange

85. Malgré la hausse des prix de nombreux produits agricoles, les termes nets de l'échange (c'est-à-dire les prix unitaires relatifs) ont continué à se détériorer en 1987 pour l'ensemble des exportateurs de produits agricoles, les cours des produits non agricoles d'exportation augmentant davantage.

TABLEAU 1-9. COURS INTERNATIONAUX DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, 1985-88

Année	Blé Dur hiver des E.-U. N° 2, teneur ord. en protéines	Maïs		Riz	Sucre		Café		Fèves de cacao		Thé		Coton		Viande de boeuf	
		Jaune des E.-U. N° 2	E.-U. N° 2		Thaïlande 100% II	Brut, prix quotidien AIS, f.o.b	Vert AIC 1976	Exp. Royaume-Uni disponible Londres	Enchères Londres	Fibre, Memphis territory	Bangladesh, Chittagong f.o.b., BWC qualités	Argentine, f.o.b. toutes qualités				
1985	138	112		227	90	2 932	2 255	2 074	1 572	613	2 932					
1986	115	88		225	133	3 770	2 068	1 930	1 263	325	3 770					
1987	114	76		244	149	2 379	1 997	1 709	1 634	389	2 379					
1988	146	107		311	225	2 557	1 584	1 773	1 521	440 a/	1 365 b/					
1987	Septembre	114		263	129	2 309	1 989	1 607	1 831	415	1 678					
	Octobre	117		287	147	2 467	1 912	1 846	1 692	415	1 647					
	Novembre	117		285	162	2 548	1 939	1 926	1 686	415	1 765					
	Décembre	126		279	183	2 538	1 898	2 072	1 648	415	1 462					
1988	Janvier	130		299	213	2 536	1 973	2 128	1 604	440	1 498					
	Février	132		320	186	2 661	1 798	1 933	1 539	440	1 406					
	Mars	125		313	188	2 595	1 685	1 916	1 560	440	1 301					
	Avril	127		314	188	2 564	1 649	1 846	1 596	440	1 247					
	Mai	130		307	196	2 565	1 707	1 707	1 660	440	1 289					
	Juin	152		311	231	2 617	1 627	1 661	1 763	440	1 352					
	Juillet	152		315	309	2 506	1 609	1 462	1 630	440	1 178					
	Août	151		315	246	2 368	1 448	1 484	1 335	440	1 339					
	Septembre	160		315	224	2 509	1 237	1 645	1 337	440	1 354					
	Octobre	163		315	227	2 512	1 303	1 759	1 370	440	1 380					
	Novembre	164		315	239	2 513	1 473	1 794	1 408	...	1 673					
	Décembre	167		299	248	2 735	1 504	1 936	1 451	...	...					

C 89/2  
Page 27

a/ Janvier-octobre.  
b/ Janvier-novembre.

Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

86. Après être tombés à leurs niveaux les plus bas depuis longtemps, les prix de la plupart des produits agricoles sont montés en flèche à la fin de 1987 et en 1988. Ces hausses ont été alimentées par l'expansion et la forte demande dans les principaux pays importateurs, conjuguées aux mauvaises récoltes d'Amérique du Nord, dues à la sécheresse. Parmi les principaux produits, seuls le cacao, le coton, le contre-plaqué et un nombre limité de fruits et de produits animaux n'ont pas participé au redressement des cours. (Tableau 1-9).

87. La hausse des prix des céréales a été particulièrement forte. Le blé s'est vendu en moyenne 28 pour cent plus cher en 1988 que l'année précédente, et l'augmentation a été de 41 pour cent pour le maïs et de 27 pour cent pour le riz. Quelques pays en développement ont profité de la forte reprise des prix de plusieurs matières premières agricoles qui constituent leurs principales exportations. Les stocks de sucre étant tombés à leur niveau le plus bas depuis 1980/81, les cours se sont renforcés. Mais les prix de nombreux produits tropicaux pour boissons sont restés déprimés, les excédents ayant engorgé les marchés. Les prix du thé sont restés bas pour la troisième année de suite, et ceux du cacao ont encore baissé de 21 pour cent par rapport au niveau de 1987. En 1987/88, les cours du café ont été bien inférieurs à leur sommet temporaire de 1986, mais ils se sont raffermis en 1988 en prévision d'une baisse abrupte des récoltes brésiliennes de la campagne 1988/89.

88. Le tableau est donc inégal en ce qui concerne les produits agricoles; pour ce qui est des articles manufacturés, leurs prix sont montés de près de 14 pour cent en 1987, consolidant ainsi la forte reprise de l'année précédente. Les prix du pétrole brut sont aussi remontés par rapport au niveau déprimé de 1986, mais par la suite ils ont à nouveau baissé. Globalement, les prix des articles manufacturés et du pétrole ont augmenté plus que ceux des produits agricoles marchands, ce qui dénote une détérioration des termes nets de l'échange pour l'agriculture en 1987. Pour les pays en développement exportateurs de produits agricoles, cette baisse a été la troisième d'affilée et les termes de l'échange de leur secteur agricole sont tombés, en moyenne, à des niveaux inférieurs d'environ 20 pour cent à ceux de 1979-1981. (Tableau 1-10).

89. Ce sont les régions Afrique et Amérique latine et Caraïbes qui, en 1987, ont vu les termes de l'échange de leur secteur agricole se détériorer le plus, à cause de la dépression des marchés des principaux produits tropicaux pendant la majeure partie de l'année. Au Proche-Orient, la baisse des prix du tabac, des céréales et d'autres exportations a plus que compensé la hausse du prix du coton, entraînant une détérioration nette considérable des termes de l'échange des produits agricoles dans la région. En revanche, les termes de l'échange des pays d'Extrême-Orient sont restés stables grâce à la hausse des prix d'exportation du coton, du jute, du riz, du caoutchouc, des produits forestiers et de certaines huiles végétales.



TABLEAU 1-10. TERMES DE L'ECHANGE DES EXPORTATIONS AGRICOLES PAR RAPPORT AUX ARTICLES MANUFACTURES ET AU PETROLE BRUT, 1980-87

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	..... 1979-81=100 .....							
<u>TERMES DE L'ECHANGE NETS</u>								
Pays développés à économie de marché	101	102	97	100	102	100	103	93
Amérique du Nord	101	107	99	105	114	109	97	78
Océanie	86	111	99	102	95	76	71	68
Europe occidentale	106	95	93	89	88	84	92	91
Europe orientale et URSS	104	101	97	98	97	90	93	85
Total pays développés	102	102	97	91	102	99	102	93
Pays en développement à économie de marché	109	94	86	89	103	92	92	81
Afrique	104	92	86	90	119	105	112	88
Extrême-Orient	106	99	80	96	106	92	79	79
Amérique latine	113	93	90	87	102	90	97	83
Proche-Orient	102	98	84	85	92	95	91	76
Pays d'Asie à économie planifiée	95	110	106	105	110	83	78	81
Total pays en développement	108	95	87	90	103	90	88	80
<u>TERMES D'ECHANGE DE REVENUS</u>								
Pays développés à économie de marché	105	108	100	102	108	101	103	103
Amérique du Nord	104	111	99	104	113	87	73	72
Océanie	106	110	104	96	103	106	99	92
Europe occidentale	105	104	100	102	109	113	125	130
Europe orientale et URSS	103	101	98	93	92	90	90	84
Total pays développés	105	107	100	93	108	100	101	102
Pays en développement à économie de marché	105	102	95	102	118	110	105	89
Afrique	105	91	87	86	102	100	108	82
Extrême-Orient	106	106	94	104	127	109	102	97
Amérique latine	104	103	94	105	118	115	106	86
Proche-Orient	99	113	114	116	123	105	104	97
Pays d'Asie à économie planifiée	105	102	103	118	140	156	184	171
Total pays en développement	105	102	95	104	119	113	108	94

Source: FAO.

90. En 1987, non seulement les termes de l'échange de la plupart des pays en développement se sont détériorés, mais les exportations ont elles aussi diminué (de 3,5 pour cent) en volume. Ainsi, les deux facteurs - prix et volumes - ont contribué à la baisse marquée (13 pour cent) du pouvoir d'achat effectif des exportations agricoles (termes de l'échange-revenu). Il est particulièrement préoccupant de noter qu'en 1987, les termes de l'échange-revenu se sont dégradés le plus dans les régions où précisément la dette extérieure est la plus lourde, et où l'expansion des recettes réelles des exportations agricoles est le plus nécessaire à la reprise économique - c'est-à-dire en Afrique et dans la région Amérique latine et Caraïbes. En Afrique, cette baisse a effacé en grande partie trois années de reprise relative, qui avaient suivi le grave recul de 1981-1983. En 1987, les recettes provenant des exportations agricoles de l'Afrique n'ont permis d'acheter que 82 pour cent des quantités moyennes de produits non agricoles importées entre 1979 et 1981. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la situation n'a pas été brillante non plus, car les termes de l'échange-revenu, après s'être améliorés en 1984/85, ont baissé en 1986 et se sont écroulés en 1987.

91. La situation a été moins désastreuse au Proche-Orient, où la forte baisse des termes de l'échange réels a été atténuée par une augmentation des volumes exportés. Cependant, en Asie, les termes de l'échange-revenu se sont détériorés à cause de la diminution, en volume, des exportations.

92. La baisse des prix d'exportation de nombreux produits agricoles des zones tempérées a entraîné en 1987 une forte détérioration des termes de l'échange dans les pays développés exportateurs de produits agricoles, et en particulier en Amérique du Nord. L'Europe occidentale, elle, a été en mesure de compenser par une expansion du volume de ses exportations agricoles, ce qui lui a permis d'améliorer ses termes de l'échange-revenu. Comme on ne dispose pas encore de données complètes sur le commerce de 1988, il est impossible de savoir dans quelle mesure termes de l'échange et pouvoir d'achat des exportations agricoles ont évolué pour l'ensemble de cette année. Il est un fait, toutefois, qu'en 1988 les hausses de prix ont dépassé celles de 1987 pour la plupart des principaux produits agricoles marchands. Les prix des articles manufacturés n'avaient augmenté que de 4 pour cent au deuxième trimestre de 1988, et ceux du pétrole brut avaient baissé de 18 pour cent par rapport aux niveaux de 1987. On peut ainsi raisonnablement compter sur une amélioration notable des termes de l'échange globaux des exportations agricoles en 1988.

#### Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay - Incidences sur l'agriculture

93. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a entrepris sa dernière série de négociations commerciales multilatérales au début de 1987 en Uruguay. Ces négociations devraient durer quatre ans, et porteront, entre autres, sur les questions suivantes: tarifs douaniers, obstacles non tarifaires, agriculture, produits dérivés des ressources naturelles, produits tropicaux, textiles et vêtements, subventions,

garanties, droits de propriété intellectuelle et mesures d'investissement afférentes au commerce. D'autres groupes ont aussi été constitués pour examiner d'autres questions, telles que le fonctionnement général du système du GATT. Ces négociations pourraient avoir une incidence considérable sur le commerce agricole mondial, car elles définiront la structure des relations commerciales dans le secteur de l'agriculture pour les années à venir.

94. Les enjeux sont importants pour les pays industrialisés comme pour les pays en développement car il n'est pas sûr que ces négociations aboutissent à des réformes importantes des politiques agricoles et à une expansion du commerce international des produits agricoles. Une récente étude du GATT (Commerce international, 1987/1988) conclut que le protectionnisme agricole dans le Nord a un puissant effet négatif, non seulement sur les échanges de produits agricoles, mais aussi sur tout le commerce des marchandises et sur la croissance économique à l'échelle mondiale.

95. Un certain nombre de perspectives relatives à la politique future de commerce agricole se sont dégagées des travaux du Groupe de négociations sur l'agriculture, dénotant des divergences entre les pays développés et les pays en développement comme entre les membres de chacun de ces deux groupes. Quelques pays (par exemple les Etats-Unis) préconisent la suppression rapide de tous les programmes nationaux de soutien à l'agriculture, alors que d'autres (par exemple la CEE) suggèrent de les éliminer moins rapidement et seulement en partie. Les nations en développement qui sont importatrices nettes de produits alimentaires et celles dont le développement est largement tributaire de l'agriculture ont demandé qu'un traitement spécial leur soit réservé lors des négociations sur l'agriculture.

96. En 1988, les négociateurs se sont longuement penchés sur la question encore non résolue de savoir comment mesurer le soutien que de nombreux pays assurent à leur agriculture et qui fausse le commerce. Ils ont aussi mis l'accent sur la façon de prendre des mesures correctives à court terme afin de réduire les déséquilibres existant entre l'offre et la demande, sans perdre de vue l'objectif à long terme de libéralisation du commerce.

97. Des divergences radicales sont apparues entre pays développés et pays en développement au sein du Groupe de négociations sur les produits tropicaux. Alors que pour certains pays industriels, toutes les nations doivent partager les coûts de la libéralisation du commerce ("répartition des charges"), de nombreux pays en développement ont insisté sur le fait que cela serait contraire aux dispositions du GATT, qui prévoient un traitement spécial, plus favorable, pour les pays en développement.

98. Le Groupe de négociations sur les produits dérivés des ressources naturelles a identifié plusieurs problèmes ayant trait au commerce des matières premières, mais n'a pas encore décidé quelles sont celles dont il s'occupera, ni de quelle façon. Les pays ne sont pas toujours d'accord sur le choix des produits à couvrir, ni sur la question de savoir s'il convient ou non d'examiner les forêts et les pêches.

99. Un examen de l'état d'avancement des travaux à mi-parcours s'est tenu au niveau ministériel à Montréal (Canada) la semaine du 5 décembre 1988, au moment où s'ouvrait la seconde phase des négociations, qui promet d'être décisive. Il est apparu clairement à Montréal que, malgré certains progrès dans d'autres domaines, les Etats-Unis et la CEE restent très éloignés sur un certain nombre de points, notamment les politiques

agricoles. Comme ils n'ont pas réussi à s'accorder sur la réforme de l'agriculture, les textiles et vêtements, et les droits de propriété intellectuelle, l'examen à mi-parcours a dû être ajourné jusqu'à avril 1989. Ils sont cependant parvenus à un accord provisoire sur les produits tropicaux, mais cet accord, qui réduira les tarifs douaniers et les autres formes de protectionnisme, ne sera pleinement mis en oeuvre qu'après que le GATT se sera à nouveau réuni en avril 1989.

D. Aide alimentaire et assistance extérieure à l'agriculture

Aide publique extérieure

100. Les engagements de financements extérieurs publics pour l'agriculture ont beaucoup baissé en 1987, tombant, selon les estimations, à 13,4 milliards de dollars (7 pour cent ou 1 milliard de dollars de moins qu'en 1986) (Tableau 1-11). Cependant, cette baisse a fait suite à une année où les engagements de la Banque mondiale avaient été exceptionnellement élevés (5,5 milliards de dollars en 1986). La plupart des autres donateurs multilatéraux ont un peu accru leur activité en 1987, alors que les données préliminaires sur les engagements d'aide bilatérale indiquent une légère baisse. Au total, les engagements publics en dollars ont été supérieurs de presque 8 pour cent en 1987 à la moyenne de 1984-1986, mais aux prix constants de 1980 ils ont baissé de 14 pour cent, du fait de la faiblesse du dollar en 1987.

101. En dollars, les engagements d'aide à des conditions de faveur ont augmenté substantiellement en 1987 par rapport aux faibles niveaux de 1986. Cette augmentation a été due à la fois aux engagements accrus de l'Association internationale de développement (l'IDA est le «guichet» de la Banque mondiale qui consent les prêts à des conditions de faveur) et aux engagements records du Fonds africain de développement et de la Banque asiatique de développement (respectivement 480 millions de dollars et 797 millions de dollars aux prix courants). Cependant, aux prix constants de 1980, les engagements à des conditions de faveur de 1987 n'ont été supérieurs que de 2 pour cent à la moyenne de 1984-1986.

102. D'après les estimations préliminaires, il semblerait que les engagements à des conditions de faveur de l'IDA, qui avaient atteint 1,4 milliard de dollars en 1987, aient à nouveau augmenté en 1988. Les engagements de l'IDA pour 1988 sont estimés à 1,5 milliard de dollars. Cependant, le manque de fonds a encore fait baisser les engagements à des conditions de faveur de la Banque interaméricaine de développement (BID) en 1987, pour la septième année de suite. Les décaissements ont baissé pour la troisième année d'affilée. Malgré les consultations répétées entre organismes de financement qui ont eu lieu en 1987 et en 1988, ces organismes ne sont pas encore parvenus à s'accorder sur la façon de reconstituer les ressources de la BID.

103. Les prêts multilatéraux consentis à des conditions de faveur aux pays en développement d'Afrique ont fortement augmenté en 1987, atteignant 125 pour cent de la moyenne de 1984-1986 aux prix constants de 1980. Cette augmentation a, en grande partie, été obtenue en réponse à l'appel du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Les prêts de l'IDA à l'Afrique ont augmenté, et ils ont représenté 29 pour cent de ses prêts totaux à l'agriculture en 1987 (contre 23 pour cent en 1984-1986). Ils ont probablement encore augmenté en 1988 d'après les chiffres préliminaires du premier semestre.

104. Les prêts du Fonds africain de développement ont augmenté, en 1987, de 93 pour cent par rapport à la moyenne des trois dernières années, aux prix constants. Ces prêts ont représenté 42 pour cent du total des prêts multilatéraux consentis à des conditions de faveur à l'Afrique. Le Fonds disposera de 1 milliard de dollars supplémentaire pour consentir des prêts en 1988-1990, de sorte qu'il est fort probable que ses engagements en faveur du secteur agricole augmenteront. En 1987, les prêts accordés à des conditions de faveur au secteur agricole de la région Asie et Pacifique ont été supérieurs de quelque 60 pour cent aux prêts consentis à l'Afrique. Si l'aide accordée à l'Afrique à des conditions de faveur a augmenté rapidement, l'assistance totale aux pays a été stable en valeur réelle.

105. Alors que l'aide multilatérale accordée à l'agriculture à des conditions de faveur a augmenté en 1987, passant de 2,5 à 3,8 milliards de dollars, les engagements multilatéraux non assortis de conditions de faveur ont beaucoup baissé, passant de 6,2 à 4 milliards de dollars, parce que les prêts de la Banque mondiale, qui avaient atteint un niveau exceptionnel en 1986, ont diminué de 2 milliards de dollars.

106. On estime que les décaissements des prêts multilatéraux ont baissé de 5 pour cent en 1987, aux prix courants, et sont passés de 6 milliards de dollars en 1986 à 6,5 milliards de dollars en 1987 (Tableau 1+12). Les décaissements des prêts consentis à des conditions de faveur et des dons ont aussi baissé de 4 pour cent par rapport au niveau précédent de 2,8 milliards de dollars. Les décaissements des prêts multilatéraux consentis à des conditions de faveur à l'Afrique ont augmenté de 10 pour cent en 1987 en valeur courante, mais, aux prix de 1980, ils ont baissé de 4 pour cent par rapport à 1986.

107. On s'attend à ce que les prêts totaux de la Banque mondiale à tous les secteurs augmentent d'environ 10 pour cent par an au cours des cinq à six prochaines années, du fait de la troisième augmentation du capital total autorisé de la Banque, survenue en avril 1988 (de 74,8 à 171,4 milliards de dollars). Cette expansion devrait profiter notablement à l'agriculture, étant donné l'accent que la Banque met traditionnellement sur ce secteur (elle a consacré plus de 20 pour cent de ses prêts à l'agriculture en 1987/88).

TABLEAU 1.11 ENGAGEMENTS D'AIDE A L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE), 1984-1987

DONATEURS	ENGAGEMENTS TOTAUX				ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR				ENGAGEMENTS SANS CONDITIONS DE FAVEUR			
	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987
A prix courants	(en millions de dollars)											
ENGAGEMENTS TOTAUX	11199	11701	14393	(13391)	7733	7916	8097	(9361)	3380	3785	6296	(4030)
dont dons	3778	3556	3991	...	3778	3556	3991	...	-	-	-	-
BILATERAUX	5109	4779	(5672)	(5630)	4879	4610	(5586)	(5560)	144	169	(86)	(70)
dont dons	3257	3025	3418	...	3257	3025	3418	...	-	-	-	-
MULTILATERAUX	6090	6922	8721	7761	2854	3306	2511	3801	3236	3616	6210	3960
dont dons	521	531	573	581	521	531	573	581	-	-	-	-
BANQUE MONDIALE	3261	4244	5520	4045	1487	1871	884	1413	1774	2373	4636	2632
BIRD	1774	2373	4636	2632	0	0	0	0	1774	2373	4636	2632
IDA	1487	1871	884	1413	1487	1871	884	1413	-	-	-	-
FIDA	190	184	130	215	161	161	107	207	29	23	23	8
BANQUES REG. DE DEVEL.	1911	1736	2092	2667	567	640	748	1391	1344	1096	1344	1276
OECP (ENGAGEMENTS MULTILATERAUX)	252	267	428	274	163	143	221	230	89	124	207	44
FAO/PNUD/CCRAI	476	491	551	(560)	476	491	551	(560)	-	-	-	-
A prix constants (1980a)												
ENGAGEMENTS TOTAUX	13022	13449	13974	(11544)	8992	9099	7861	(8070)	3930	4350	6113	(3474)
dont dons	4393	4087	3875	...	4393	4087	3875	...	-	-	-	-
BILATERAUX	5941	5493	(5507)	(4853)	5673	5299	(5423)	(4793)	167	194	(84)	(60)
dont dons	3787	3477	3319	...	3787	3477	3319	...	-	-	-	-
MULTILATERAUX	7081	7956	8467	6691	3319	3800	2438	3277	3763	4156	6029	3414
dont dons	606	610	556	(501)	606	610	556	(501)	-	-	-	-

( ) = Chiffres préliminaires - y compris estimations partielles.

... = Données non disponibles.

a) = Déflateur: indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés, 1980 = 100

Sources: FAO et OCDE.

TABLEAU 1.12 DECAISSEMENTS D'AIDE A L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE), 1983-1987

	VERSEMENTS TOTAUX					VERSEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR					VERSEMENTS SANS CONDITIONS DE FAVEUR				
	1983	1984	1985	1986	1987	1983	1984	1985	1986	1987	1983	1984	1985	1986	1987
<b>A PRIX COURANTS</b>	.....(en millions de dollars).....														
DECAISSEMENTS TOTAUX	8978	10292	10600	11530	...	6314	6819	(7000)	(7440)	...	2665	3473	3606	(4090)	...
BILATERAUX	4107	4403	(4490)	(4730)	...	4029	4287	(4390)	(4630)	...	78	116	(100)	(100)	...
dont dons	2825	3257	3025	3418	...	2825	3257	3025	3418	...	-	-	-	-	-
MULTILATERAUX	4871	5890	6094	(6480)	(571)	2285	2532	2614	(2810)	(2700)	2587	3357	3486	(3990)	(3780)
dont dons	494	506	515	570	(571)	494	506	515	570	(571)	-	-	-	-	-
BANQUE MONDIALE	3224	3946	3782	4164	3889	1144	1295	1243	1379	1352	2081	2651	2539	2785	2537
BIRD	2109	2685	2568	2787	2537	28	34	28	3	0	2081	2651	2539	2785	2537
IDA	1116	1262	1215	1376	1352	1116	1262	1215	1376	1352	-	-	-	-	-
Banques rég. de dével.	936	1183	1460	1680	1631	458	514	591	575	498	478	669	869	1105	1133
FAPD	82	50	100	119	143	82	50	100	119	143	-	-	-	-	-
BAFD	48	51	84	119	175	4	3	2	1	0	44	47	82	118	175
BASD	215	331	390	361	423	89	144	188	177	197	127	187	202	184	226
BID	591	751	886	1081	890	283	316	301	277	157	307	435	585	803	733
IFAD	138	188	220	244	233	124	181	212	233	218	14	6	8	11	16
OPEP (aide multilatérale)	79	67	117	(100)	(150)	65	36	53	(50)	(60)	14	31	64	(80)	(100)
Dons	494	506	515	570	(571)	494	506	515	570	(571)	-	-	-	-	-
<b>A prix constants (1980) 1/</b>	-----														
ENGAGEMENTS TOTAUX	10202	11967	12184	11194	...	7174	7929	(8046)	(7223)	...	3028	4038	4145	(3970)	...
BILATERAUX	4667	5120	(5160)	(4592)	...	4578	4985	(5046)	(4495)	...	89	135	(115)	( 97)	...
MULTILATERAUX	5535	6847	7004	(6602)	(5586)	2597	2944	3005	(2728)	(2328)	2940	3903	4007	(3873)	(3259)

( ) = y compris estimations partielles.

Note: ... = données non disponibles.

1/ = Déflateur: indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés, 1980 = 100.

Source: FAO et OCDE

108. Il est aussi probable que l'agriculture profitera, quoique indirectement, du nouveau service du FMI, la Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus (CCFF), qui a été créée en août 1988 pour aider à protéger les efforts d'ajustement économique contre les chocs extérieurs tels que peuvent en provoquer la baisse des recettes d'exportation ou la hausse des prix d'importation et des taux d'intérêt. Alors que traditionnellement le soutien du Fonds aux balances des paiements intervient a posteriori en cas de baisse temporaire des recettes d'exportation, la CCFF interviendra avant que les pénuries de devises ne se produisent pour protéger les efforts d'ajustement. De pair avec le nouveau Mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI, la CCFF aidera à assurer une plus grande stabilité économique dans les pays en développement, en amortissant l'effet des chocs extérieurs sur les programmes d'ajustement à long terme. Une stabilité accrue devrait favoriser une croissance économique plus vigoureuse et soutenue - ce qui profitera aussi à l'agriculture.

#### Prêts privés

109. Les prêts privés à l'agriculture, tels que prêts des banques commerciales et crédits des fournisseurs, ont énormément diminué dans les années 80<sup>4</sup>. Cette importante source traditionnelle de financement du développement ne donnait toujours aucun signe d'amélioration en 1986, dernière année pour laquelle on dispose de données. En 1986, les engagements en faveur de l'agriculture - qui avaient atteint de 2 à 3 milliards de dollars par an en 1979-1981 - ne dépassaient pas 102 millions de dollars, soit 13 pour cent du niveau déjà bas de 1985<sup>5</sup>. Cependant, les décaissements n'ont pas diminué dans les mêmes proportions, à cause des effets résiduels des engagements passés: selon les estimations préliminaires, ils se seraient élevés en 1986 à 479 millions de dollars, soit environ un quart du niveau de 1980.

#### Aide alimentaire

110. On s'attend à ce que l'aide alimentaire baisse en 1988/89. Selon les estimations préliminaires de la FAO, l'aide céréalière diminuera de 3,3 millions de tonnes. Cette baisse s'explique principalement par la hausse des cours qui a fait suite aux mauvaises récoltes dans de nombreux pays donateurs (beaucoup d'engagements d'aide alimentaire sont exprimés en valeur et non en volume). Les expéditions d'aide céréalière tomberaient aussi à 9,8 millions de tonnes, soit le niveau le plus bas depuis 1983/84 et moins que l'objectif de 10 millions de tonnes fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974, mais plus que l'engagement minimal de 7,6 millions de tonnes prévu par la Convention relative à l'aide alimentaire.

<sup>4</sup> Cette question est traitée en détail dans le chapitre spécial sur «Le financement du développement agricole» qui figure dans La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1986.

<sup>5</sup> Au sens large, c'est-à-dire y compris développement rural, infrastructure, agro-industries, fabrication des intrants, développement régional et développement des bassins fluviaux.



111. On s'attend à une réduction de l'aide alimentaire fournie par les Etats-Unis au titre de leurs deux programmes officiels. En effet, les crédits ouverts au titre de la PL 480 ont été réduits pour l'exercice 1989 et les prix des aliments ont augmenté, de sorte que le volume de l'aide tombera à 5,3 millions de tonnes en 1989, contre presque 6,8 millions de tonnes en 1988. Quant à l'aide alimentaire fournie au titre de Section 416, elle devrait aussi être inférieure au 1,4 million de tonnes de 1988.

112. De même, la CEE, le Canada et le Japon réduiront tous leur aide alimentaire en 1988/89 - on estime que la baisse sera de 18 pour cent, de sorte que l'aide totale passera à 3,38 millions de tonnes, contre 4,10 millions de tonnes en 1987/88.

113. Les expéditions d'aide alimentaire à destination des pays à faible revenu et à déficit alimentaire tomberont, selon les estimations, à 8 millions de tonnes en 1988/89, contre 10,6 millions de tonnes en 1987/88 et 1986/87. Cette baisse obligera ces pays à dépenser une plus grande partie de leurs maigres ressources en devises pour importer des aliments au lieu d'acheter des intrants pour leur développement. Du fait des réductions de l'aide, la proportion des importations vivrières des PMA (pays les moins avancés) couvertes par l'aide alimentaire, qui était de 19 pour cent en 1987/88 devrait continuer à baisser, tombant à 14 pour cent en 1988/89.

114. Soixante-cinq opérations d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM) pour un coût total de 254 millions de dollars, ont été approuvées en 1988. Quarante et une de ces opérations ont eu lieu en Afrique, dix en Asie, huit au Proche-Orient et six en Amérique latine et Caraïbes. En 1988, environ 69 pour cent de l'aide d'urgence du PAM a été utilisée pour les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées. Le reste - 31 pour cent - est allé aux victimes de la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles.

115. Les contributions aux ressources ordinaires du PAM pour l'exercice 1987-1988 n'ont pas atteint l'objectif. A la fin de 1988, elles ne s'élevaient qu'à 1,24 milliard de dollars (soit 89 pour cent de l'objectif de 1,4 milliard de dollars), dont 947,7 millions de dollars en produits, et 292,1 millions de dollars en espèces. Pour l'exercice 1989-1990, le total des contributions annoncées au début de 1989 ne s'est élevé qu'à 60 pour cent de l'objectif de 1,4 milliard de dollars.

116. Les contributions totales à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) pour 1988 de la part de 23 donateurs se sont élevées à 462 917 tonnes de céréales et 92 088 tonnes d'autres produits vivriers. Plus de 90 pour cent des contributions devaient être acheminés multilatéralement par le PAM. Les engagements de produits non céréaliers ont été nettement plus élevés que les 60 030 tonnes atteintes en 1987, mais les contributions céréaliers ont été nettement inférieures aux 663 752 tonnes de 1987. Pendant tout 1988, les ressources de la RAIU ont été continuellement sollicitées, et les ressources non engagées sont constamment restées à des niveaux très bas. Au début de décembre 1988, la réserve était totalement épuisée et obligée d'utiliser les contributions de 1989 pour répondre à des besoins immédiats. Au début de 1989, les contributions annoncées pour la RAIU de 1989 s'élevaient à 250 310 tonnes de céréales et 8 022 tonnes d'autres aliments.

**TABLEAU 1-13. CAPTURES DE POISSONS, CRUSTACES ET MOLLUSQUES (TOUS ORGANISMES AQUATIQUES A L'EXCEPTION DES BALEINES ET DES ALGUES), GROUPES DE PAYS ET MONDE, 1985-87**

Pays/Région	Captures		Variation		Taux annuel de variation
	1985	1986	1987	1986-87	1980-87
	(Millions de tonnes)		..... %		.....
<b>PAYS EN DEVELOPPEMENT</b>					
Pays en développement à économie de marché	34.5	38.2	36.4	-4.8	3.5
Afrique	3.4	3.7	4.0	8.7	2.5
Extrême-Orient	15.9	17.0	16.7	-2.1	3.0
Amérique latine	13.7	15.9	13.9	-12.1	5.3
Proche-Orient	1.3	1.3	1.4	6.7	6.0
Pays d'Asie à économie planifiée	9.4	10.6	12.0	13.1	9.1
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>43.8</b>	<b>48.8</b>	<b>48.3</b>	<b>-0.9</b>	<b>4.7</b>
<b>PAYS DEVELOPPES</b>					
Pays développés à économie de marché	30.3	31.0	31.9	2.8	2.1
Amérique du Nord	6.2	6.5	7.2	11.5	4.9
Océanie	0.5	0.5	0.6	20.4	11.5
Europe occidentale	11.7	11.4	11.3	-1.0	0.1
Autres a/	12.0	12.6	12.8	1.1	2.4
Europe orientale et URSS	11.8	12.6	12.5	-0.8	2.6
<b>Ensemble des pays développés</b>	<b>42.2</b>	<b>43.6</b>	<b>44.3</b>	<b>1.8</b>	<b>2.2</b>
<b>Monde</b>	<b>86.0</b>	<b>92.4</b>	<b>92.7</b>	<b>0.4</b>	<b>3.4</b>

Note: Variations en milliers de tonnes.  
a/ Japon, Afrique du Sud et Israël.  
Source: FAO.

E. Pêches

117. Après 10 années de croissance soutenue, la production mondiale de poisson a marqué un palier en 1987 puisqu'elle s'est établie à 92,7 millions de tonnes, chiffre à peine supérieur au record de 92,4 millions de tonnes atteint en 1986. (Tableau 1-13). Cette stabilisation était escomptée. Le contingentement des captures a limité la production d'un certain nombre de pêcheries importantes et, surtout, les captures de petites espèces pélagiques ont fortement diminué en Amérique du Sud du fait des courants chauds El Niño dans le Pacifique Sud-Est. La production de l'Equateur a baissé de 32 pour cent, celle du Pérou de 30 pour cent et celle du Chili de 14 pour cent. Dans d'autres parties de l'Amérique latine, la production a continué de croître, spécialement en Argentine, au Panama et au Mexique où elle a progressé de 33 pour cent, 30 pour cent et 9 pour cent respectivement. Globalement, la production latino-américaine a baissé de quelque 2 millions de tonnes, ce qui a entraîné une réduction de 17 pour cent de la production de farine de poisson de la région. Toutefois, les captures de poisson de consommation n'ont pas été sérieusement affectées.

118. Le Japon et l'URSS, qui sont les deux premiers producteurs mondiaux, ont déclaré respectivement, des captures de 11,8 et 11,2 millions de tonnes - soit des niveaux très proches de ceux de 1986. La Chine, troisième producteur mondial, a accru sa production de 16 pour cent, principalement grâce à une nouvelle expansion de l'aquaculture en eau douce et au développement de la pêche maritime à grand rayon d'action. La production des Etats-Unis a fait un bond de 16 pour cent, facilité par l'expansion des opérations de transbordement en mer dans le Pacifique Nord. Les entreprises mixtes ont beaucoup contribué au nouvel accroissement de 25 pour cent des débarquements de la Nouvelle-Zélande, dont la production a presque quintuplé au cours des 10 dernières années.

119. Toutefois, la croissance la plus spectaculaire a été celle des pêcheries d'anchois et de pilchard au large de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest. Des conditions environnementales favorables ont permis de fixer des contingents de capture importants. En conséquence, les captures ont presque triplé depuis 1986, ce qui a permis de doubler la production de farine de poisson et d'accroître notablement la production de poisson en conserve. Ailleurs au large de l'Afrique occidentale, les résultats ont été variables. La production de poisson du Ghana et du Sénégal a continué de progresser de façon satisfaisante (respectivement 16 et 5 pour cent), mais un recul a été enregistré au Maroc (18 pour cent) et en Côte d'Ivoire (3 pour cent).

120. En Asie, la production a augmenté dans plusieurs pays, par exemple aux Philippines, en Malaisie, en Indonésie, au Pakistan et à Sri Lanka. Seule la production thaïlandaise a fléchi de 15 pour cent. Ailleurs en Asie, les captures ont été généralement stables.

121. La production a diminué ou marqué un palier dans la plupart des pays européens et scandinaves. En Norvège, bien que les captures de morue aient augmenté de 14 pour cent, la production totale s'est maintenue au même niveau qu'en 1986. Une baisse de 2 à 4 pour cent a été enregistrée dans tous les pays de la CEE, sauf l'Irlande où il y a eu une progression de 8 pour cent, et le Royaume-Uni qui a enregistré une progression de 12 pour cent, favorisée par les débarquements directs dans des ports étrangers et les ventes par-dessus bord de maquereau et autres espèces qui ne sont pas très prisées sur le marché intérieur.

122. L'aquaculture a continué d'apporter une contribution importante aux disponibilités de poisson, en particulier de carpe, tilapia, anguille, truite, saumon, mollusques et crustacés. La production aquacole de crevettes en Asie a augmenté particulièrement vite.

#### Commerce

123. Le commerce international du poisson et des produits de la pêche a continué de se développer rapidement. Il a augmenté de 6 pour cent en volume, mais la valeur des échanges a augmenté de 22 pour cent pour atteindre un nouveau record de 28 milliards de dollars (Tableau 1-14). Depuis 1981, le volume total des échanges mondiaux de poisson a augmenté de plus de 50 pour cent, et leur valeur en dollars a augmenté d'à peu près 75 pour cent. Les exportations des pays en développement ont progressé encore plus vite - de 75 pour cent en volume et de près de 100 pour cent en valeur (en dollars).

124. Le Canada, qui est le plus gros exportateur mondial de poisson et produits de la pêche, a exporté 19 pour cent de plus en 1987 et ses recettes ont dépassé 2 milliards de dollars. Les autres pays où la croissance des exportations a été supérieure à la moyenne mondiale ont été les Etats-Unis (26 pour cent), le Danemark (28 pour cent), la République de Corée (37 pour cent), la Thaïlande (25 pour cent), la Norvège (28 pour cent) et l'Islande (25 pour cent).

125. La forte demande mondiale a stimulé le commerce du poisson, faisant encore monter les prix des espèces et produits les plus prisés. Le Japon est resté le principal acheteur de poisson et produits de la pêche, et la valeur globale de ses importations a augmenté de près de 30 pour cent en 1987 pour atteindre 8,6 milliards de dollars. Les importations des Etats-Unis, qui consistent principalement en crevettes, thon, peignes, langouste et saumon, ont également augmenté de 19 pour cent pour se chiffrer à 5,6 milliards de dollars. Les pays membres de la CEE ont importé pour 8,5 milliards de dollars de produits de la pêche, achetés principalement à d'autres pays de la CEE, ce qui représente une progression de 32 pour cent. Malgré un recul de presque 5 pour cent de la production de farine et d'huile de poisson en 1987, le commerce de la farine s'est maintenu au niveau de l'année précédente, en valeur et en volume.

#### Perspectives

126. Selon les indications préliminaires pour 1988, il n'y a pas eu de variation importante de la production mondiale totale. Le phénomène El Niño peut avoir entraîné une légère augmentation des captures de petits pélagiques dans le Pacifique Est, mais une réglementation plus stricte des pêcheries limitera l'accroissement. La capture totale autorisée a également été réduite pour quelques-uns des poissons les plus importants de l'Atlantique Nord, notamment la morue et le merlan, et le Canada prévoit de limiter les captures de la plupart des espèces démersales.

127. La demande toujours vigoureuse et l'insuffisance des disponibilités de nombreuses espèces maintiendront probablement les prix à un niveau élevé et continueront à stimuler le commerce.

**TABLEAU 1-14. INDICE FAO DU VOLUME, DE LA VALEUR ET DE LA VALEUR UNITAIRE DES EXPORTATIONS DE POISSON ET PRODUITS HALIEUTIQUES, 1985-87**

Eléments	1985	1986	1987 <u>a/</u>	Variation		Taux annuel
				1985 à 1986	1986 à 1987	de variation
	.... 1979-81=100 ....			..... % .....		
<b><u>Volume</u></b>						
Total mondial	133.6	147.4	156.6	10.3	6.2	6.2
Pays en développement	141.6	164.4	180.5	16.1	9.8	8.1
Pays développés	128.4	137.0	141.9	6.7	3.6	4.9
<b><u>Valeur</u></b>						
Total mondial	114.0	151.7	184.7	33.1	21.8	9.4
Pays en développement	124.6	170.7	206.9	37.0	21.2	11.2
Pays développés	106.7	138.6	169.5	29.9	22.3	8.2
<b><u>Valeur unitaire</u></b>						
Total mondial	85.6	103.1	118.2	20.4	14.6	2.9
Pays en développement	89.0	104.2	115.3	17.1	10.7	3.4
Pays développés	83.5	103.1	122.6	23.5	18.9	3.5

a/ Chiffres préliminaires.

Source: FAO.

Questions de politique générale

128. Les prix du poisson ont fortement augmenté dans de nombreux pays, spécialement par rapport à ceux de la viande et d'autres types de protéines animales. Cette tendance a stimulé l'accroissement de la production aquacole, qui représente déjà environ 10 pour cent de la production totale des pêches (y compris les algues marines et les plantes aquatiques) et qui pourrait très bien doubler d'ici la fin du siècle.

129. Bien que l'élevage des crevettes suscite un intérêt toujours croissant, c'est la pisciculture qui a le plus gros potentiel d'expansion. L'élevage du poisson dans des réservoirs, des lacs et des zones côtières pourrait permettre d'accroître considérablement la production. Mais ces efforts doivent être mieux encouragés. Des politiques nationales en faveur de l'aquaculture sont essentielles, de même que des programmes locaux d'aménagement pour contrôler l'accès aux capitaux et assurer une rentabilité suffisante des investissements. En de nombreux endroits, il faudrait également améliorer les moyens de distribution et de commercialisation. De nombreuses pêcheries côtières pourraient être valorisées en intégrant, au niveau de la communauté, la production aquacole de poisson et de mollusques avec la mise en valeur de l'environnement côtier, ce qui aurait en outre pour effet d'améliorer les pêcheries naturelles. Rares sont les pays qui exploitent suffisamment ce potentiel intéressant.

130. En outre, les progrès techniques récemment accomplis en matière de dépistage des stocks de poissons vivant au large pourraient améliorer la rentabilité de l'élevage extensif en mer de salmonidés et autres espèces, et simultanément, contribuer à atténuer encore la distinction entre aquaculture et pêches de capture.

F. Forêts

131. La production et le commerce des produits forestiers ont connu un essor considérable en 1987 et 1988. En même temps, on a pris une conscience plus aiguë de la fragilité des forêts et de l'importance qu'elles revêtent pour la sécurité alimentaire.

Production et commerce

132. En 1987, la production mondiale de bois rond et de toutes les catégories de produits dérivés a augmenté de 3,0 à 5,4 pour cent. Le volume des échanges de produits forestiers a progressé de 24 pour cent (Tableaux 1-15 et 1-16). Les exportations des pays en développement ont augmenté de 23 pour cent et leurs importations de 15 pour cent. Le volume des exportations de bois d'oeuvre et d'industrie, de sciages et de panneaux a progressé de 9,0 à 12,2 pour cent. Les prix de la plupart des produits forestiers ont aussi augmenté.

TABLEAU 1-15. PRINCIPALES PRODUCTIONS FORESTIERES, PAYS EN DEVELOPPEMENT ET PAYS DEVELOPPES, 1985-87

	Production			Variation de 1986 à 1987	Taux annuel de variation de 1980 à 1987
	1985	1986	1987		
	..... Millions de m <sup>3</sup> .....			..... % .....	
<b>BOIS ROND</b>	3 158	3 254	3 352	3.0	1.9
Pays en développement	1 742	1 781	1 819	2.1	2.1
Pays développés	1 417	1 473	1 533	4.1	1.7
<b>Bois de feu et charbon de bois</b>	1 644	1 678	1 719	2.4	2.4
Pays en développement	1 382	1 413	1 444	2.2	2.2
Pays développés	262	264	275	4.2	3.6
<b>Bois d'oeuvre et d'industrie</b>	1 514	1 577	1 633	3.6	1.5
Pays en développement	359	368	375	1.9	1.9
Pays développés	1 154	1 208	1 258	4.1	1.4
<b>PRODUITS TRANSFORMES</b>					
<b>Sciages et traverses</b>	465	482	502	4.1	1.1
Pays en développement	105	106	110	3.8	3.4
Pays développés	360	375	392	4.5	0.6
<b>Panneaux</b>	112	118	122	3.4	1.9
Pays en développement	19	20	22	10.0	5.8
Pays développés	93	98	100	2.0	1.0
	..... en millions de tonnes .....			..... % .....	
<b>Papiers et cartons</b>	193	202	213	5.4	3.0
Pays en développement	27	29	32	10.3	7.5
Pays développés	166	172	181	5.2	2.3
<b>Pâte à papier</b>	141	147	152	3.4	2.4
Pays en développement	18	19	20	5.3	6.7
Pays développés	123	128	133	3.9	2.0

Source: FAO, Département des forêts.

TABLERAU 1-16. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS FORESTIERS, PAYS EN DEVELOPPEMENT ET PAYS DEVELOPPES, 1985-87

	<u>Exportations</u>			<u>Variation</u>		<u>Taux annuel</u>
	1985	1986	1987	1985 à 1986	1986 à 1987	<u>de variation</u> 1980 à 1987
	en millions de m <sup>3</sup>			..... % .....		
<b><u>Bois d'oeuvre et d'industrie</u></b>	104	105	115	0.8	10.0	-0.1
Pays en développement	29	28	33	-4.8	17.2	-3.6
Pays développés	75	77	82	3.1	7.3	2.0
<b><u>Sciages et traverses</u></b>	86	87	95	1.3	9.0	1.9
Pays en développement	9	10	12	8.4	19.4	1.0
Pays développés	76	77	83	0.4	7.6	2.0
<b><u>Panneaux</u></b>	19	20	23	7.3	12.2	4.3
Pays en développement	7	8	10	10.8	17.1	9.0
Pays développés	12	12	13	5.1	8.9	1.8
	.... million tons ....			..... % .....		
<b><u>Pâte</u></b>	21	22	23	7.3	5.4	3.0
Pays en développement	2	2	2	5.6	-10.5	3.9
Pays développés	19	20	22	7.4	6.9	3.0
<b><u>Papiers et cartons</u></b>	41	44	47	6.6	7.8	4.5
Pays en développement	1	2	2	26.7	10.5	19.0
Pays développés	39	42	45	5.6	7.9	4.1

Source: FAO, Département des forêts.



133. La demande de produits forestiers a progressé rapidement en 1987 sous l'effet du dynamisme du marché du logement dans les grands pays industrialisés, particulièrement en Amérique du Nord, où la demande de logements a approché le niveau record de 1986. Au Japon, les mises en chantier de maisons en bois ont augmenté de 17 pour cent. La production mondiale des industries mécaniques du bois a atteint des niveaux sans précédent du fait de l'essor de la demande dans le secteur de la construction.

134. Le dynamisme de la demande internationale et la faiblesse du dollar ont stimulé les exportations de l'Amérique du Nord, dont la part des échanges mondiaux de grumes et de sciages de conifères a augmenté particulièrement vite. Par exemple, les exportations nord-américaines de sciages de conifères vers le Japon ont augmenté de 45 pour cent. En 1988, le nombre de mises en chantier de logements est resté élevé au Japon et s'est beaucoup accru en Europe. La consommation des pays en développement a aussi continué à progresser. Toutefois, aux Etats-Unis, la demande s'est contractée parce que le nombre de mises en chantier a diminué.

135. Les échanges de bois tropicaux, qui constituent un poste important des exportations de beaucoup de pays en développement, ont augmenté en 1987. La valeur totale des exportations de bois tropicaux est passée de quelque 6 milliards à plus de 8 milliards de dollars. Le volume des exportations de grumes de tous types a augmenté de 10 pour cent et leur valeur unitaire de quelque 40 pour cent. Pour la troisième année de suite, les pays d'Asie du Sud-Est ont accru leurs exportations de sciages et de contre-plaqués qui ont dépassé de 25 à 30 pour cent le niveau de 1986. Les valeurs unitaires ont aussi progressé de 20 pour cent. Les exportations totales de l'Afrique ont plafonné mais le Ghana, le Congo et la Guinée équatoriale ont beaucoup accru les leurs. Les exportations latino-américaines de sciages et de panneaux, qui représentent environ 8 pour cent des exportations de ces produits provenant de pays tropicaux, ont aussi progressé.

136. L'industrie de la pâte et du papier a poursuivi sa croissance vigoureuse en 1987 et 1988. La production de papier et carton des pays développés a augmenté d'environ 5 pour cent par an. Dans les pays en développement, le taux de croissance a été plus rapide, l'Asie du Sud-Est venant en tête. Tous les grands pays producteurs ont profité du dynamisme des échanges de pâte et de papier en 1987. Les Etats-Unis et le Canada ont accru leurs exportations d'environ 10 pour cent. En Europe, les échanges de pâte ont augmenté de 5 pour cent. Les échanges de papier ont progressé de 10 pour cent. Les exportations de papier de la République de Corée ont augmenté de pas moins de 40 pour cent, mais ses importations de pâte et de vieux papiers se sont aussi accrues de 15 pour cent. Les prix de la pâte et du papier ont monté dans une proportion pouvant atteindre 25 pour cent.

Le bois reste une importante source d'énergie dans le tiers monde

137. Le bois est la principale source d'énergie renouvelable; à l'échelle mondiale, il représente actuellement 5 pour cent de la consommation totale d'énergie. Dans les pays en développement, cette proportion avoisine 20 pour cent. C'est dans les pays les moins avancés et en Afrique qu'elle est la plus élevée, atteignant souvent 80 pour cent. En Extrême-Orient, la moyenne est de 30 pour cent et en Amérique latine de 15 pour cent.

138. Quand les revenus augmentent, surtout en milieu urbain, on tend à remplacer le bois par les combustibles fossiles et l'électricité. Mais les citadins pauvres et les ruraux éloignés des infrastructures d'approvisionnement modernes restent très tributaires du bois, qui est souvent complété par des déchets agricoles. Cependant, dans beaucoup de zones, le bois est devenu rare à cause de l'explosion démographique et de la déforestation, de sorte que son coût a augmenté.

139. La baisse des prix du pétrole à la fin des années 80 entraînera probablement un accroissement de la demande de combustibles dérivés du pétrole dans les pays en développement. Cela freinera peut-être un peu l'accroissement de la demande de bois de feu. Au début des années 80, quand les prix du combustible ont monté rapidement et sont restés élevés, c'est l'inverse qui s'était produit: les pays en développement ont réduit leurs importations et utilisé davantage de bois de feu. Ceux qui possèdent des gisements de combustibles fossiles ont pu accroître leur consommation en augmentant leur production, mais les pays à bas revenu importateurs de combustibles ont été obligés de se rabattre sur le bois.

Déforestation: une menace de plus en plus grave pour l'environnement

140. Le déboisement se poursuit à un rythme alarmant dans beaucoup de régions du monde. C'est dans les pays en développement des tropiques qu'il est le plus rapide: on estime que 11 millions d'hectares de forêt disparaissent chaque année. Mais les zones non tropicales n'échappent pas à cette tendance: par exemple, en 1988, le feu a détruit quelque 2 millions d'hectares de forêts en Amérique du Nord.

141. La déforestation du tiers monde est due principalement à la croissance démographique, qui oblige à défricher de plus en plus pour l'agriculture. Les forêts sont aussi menacées par les coupes excessives de bois de feu et par les brûlis pratiqués pour étendre les pâturages. Dans bien des zones, les quantités enlevées dépassent la possibilité et les routes construites pour exploiter les forêts facilitent souvent l'afflux de populations souhaitant utiliser les terres pour l'agriculture.

142. Dans bien des pays, la destruction des forêts entraîne l'érosion des sols, l'appauvrissement de la faune (et souvent même l'extinction d'espèces) et d'autres dégâts écologiques irréversibles. Quand on brûle du bois, que ce soit comme combustible ou pour défricher la terre, il se dégage du gaz carbonique qui a divers effets néfastes sur l'environnement, notamment l'effet de serre. A l'échelle mondiale, environ 5 pour cent de l'énergie consommée provient de la combustion du bois, du fumier et d'autres matériaux organiques; les incendies de forêt et le défrichage détruisent une quantité équivalente de biomasse. La renaissance des forêts aiderait à absorber le gaz carbonique toujours plus abondant dans l'atmosphère.

143. En Amazonie, la déforestation a atteint des proportions critiques, comme le révèlent les photographies prises par satellite qui montrent de vastes zones déboisées dans ce qui est l'un des plus importants et des derniers poumons de la planète. Eleveurs et agriculteurs détruisent des forêts dont vivent Indiens et seringueiros. Il en est résulté des conflits politiques et même des violences contre les populations rurales.

144. Des efforts ont été entrepris aussi bien dans le Nord que dans le Sud pour combattre la déforestation en Amazonie et ailleurs. Par exemple, le Gouvernement brésilien a désigné de vastes parties du pays comme zones protégées, parcs et aires destinés à l'utilisation exclusive des habitants de la forêt et des communautés forestières. Ces derniers temps, un frein a été mis au défrichage. En 1988, un programme de rationalisation de l'utilisation de l'Amazonie a été lancé par décret présidentiel. Le Gouvernement brésilien a aussi demandé à la communauté internationale de l'aider à mettre au point un programme de conservation.

145. Dans le sud de la Thaïlande, le gouvernement a interdit la poursuite de l'exploitation dont les excès sont jugés responsables des inondations désastreuses. En Inde, l'appauvrissement des forêts et la demande incessante de bois de feu ont incité le gouvernement à publier en 1988 une politique forestière nationale visant à promouvoir une croissance économique durable et la stabilité de l'environnement.

146. Les groupements écologistes des pays industrialisés se sont efforcés de freiner la déforestation dans les tropiques en proposant par exemple l'interdiction d'importer des bois tropicaux qui ne soient pas accompagnés d'un certificat attestant qu'ils proviennent de forêts correctement aménagées. Le Parlement européen a demandé une réglementation de l'importation des bois tropicaux d'Asie du Sud-Est, et dans la CEE certains groupes ont proposé que des droits soient prélevés sur les importations de bois tropicaux pour financer le reboisement et l'aménagement viable des forêts tropicales. Le Gouvernement des Etats-Unis a promulgué des directives écologiques pour tous les projets qu'il finance dans des forêts tropicales.

Le recyclage et l'utilisation de matières premières autres que le bois permettent aux pays en développement de réduire leurs importations de papier

147. La production de papier des pays en développement ne représente que 15 pour cent du total mondial et est concentrée dans un petit nombre de pays gros producteurs. Comme les importations de papier pèsent lourd sur les réserves de devises, beaucoup de pays en développement cherchent à accroître leur production. Grâce à ces efforts pour remplacer les importations, le taux d'autosuffisance en papier atteint maintenant environ 85 pour cent dans le tiers monde. Le taux annuel de croissance de la production des pays en développement est de quelque 8 pour cent depuis une dizaine d'années contre une moyenne mondiale de 3 pour cent. Un tiers seulement de la production de papier des pays en développement est basé sur le bois; un tiers est basé sur d'autres sources de fibres telles que paille, bambou et bagasse et le reste sur le recyclage des vieux papiers.

148. Cette utilisation massive des vieux papiers et des fibres autres que le bois présente des avantages économiques et écologiques, car elle aide à économiser la matière première et les ressources financières; mais elle exige des efforts spéciaux à plusieurs niveaux: choix des procédés techniques, financement, planification, approvisionnement, commercialisation, achat de matières premières. En particulier, à cause de la petite dimension des usines et du type de matière première utilisée, il faut choisir des solutions techniques permettant un recyclage efficace des produits chimiques et un traitement des effluents pour protéger l'environnement.

Conservation et aménagement des forêts: il reste beaucoup à faire

149. L'aménagement des forêts reste insuffisant dans la plupart des pays. Comme l'avait indiqué précédemment la FAO et comme l'a confirmé une enquête récente effectuée pour l'Organisation internationale des bois tropicaux (ITTO), seule une faible partie des forêts tropicales humides sont bien aménagées. Cette enquête de l'ITTO sous-estime peut-être les efforts que font les gouvernements pour inventorier les forêts tropicales et décider de leur utilisation, mais elle montre bien le peu de ressources dont disposent les organismes responsables du secteur forestier pour déterminer l'utilisation optimale des forêts et le système d'aménagement à adopter pour que cette utilisation soit possible.

150. A condition d'être bien utilisées et correctement aménagées, les forêts tropicales peuvent rester une énorme source d'énergie, d'emploi et de revenu, un puissant moyen de promouvoir le développement économique et social et un réservoir de ressources génétiques pour les générations futures. Il faut donc adopter des stratégies plus efficaces et redoubler d'efforts pour reboiser, pour aménager et conserver les forêts et pour assurer leur intégration dans les programmes d'utilisation des terres et de développement rural. Il ne saurait y avoir de développement durable sans une coexistence harmonieuse entre la foresterie et les autres utilisations des terres telles que l'agriculture.

Plan d'action forestier tropical: la coopération internationale au secours des forêts

151. Ce plan, coordonné par la FAO, indique cinq domaines prioritaires dans lesquels il faut agir pour promouvoir une foresterie tropicale viable, à savoir:

- la foresterie dans l'utilisation des terres
- le développement des industries forestières
- l'approvisionnement en bois de feu et en énergie
- la conservation des écosystèmes tropicaux
- le renforcement des institutions

152. Le Plan constitue un cadre pour une approche coordonnée à l'échelle internationale de la crise des forêts tropicales. Il a pour but d'améliorer les conditions de vie des ruraux, d'accroître la production et la sécurité alimentaires, de rationaliser l'agriculture itinérante, d'assurer une utilisation viable des forêts, d'augmenter les approvisionnements en bois de feu et d'accroître les revenus et l'emploi.

153. A la réunion (dite Bellagio II) sur la foresterie tropicale qui s'est tenue à Londres en décembre 1988, des propositions ont été formulées en vue de renforcer la coopération internationale pour la recherche sur la foresterie tropicale. Un cadre international a été proposé pour planifier, coordonner et appuyer une expansion de la recherche, prévoyant notamment un doublement des financements d'ici 1995.

154. Jusqu'à présent, 56 pays ont commencé à réexaminer leurs stratégies et programmes forestiers dans le cadre du PAFT. Des discussions se poursuivront entre les autorités nationales et la communauté internationale des donateurs sur les plans nationaux de développement forestier.

Une réunion de la FAO met en lumière l'importance de la foresterie pour la sécurité alimentaire

155. Les forêts jouent un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire: les produits forestiers fournissent un apport irremplaçable à l'économie des pays pauvres, qu'il s'agisse du secteur monétaire ou du secteur de subsistance. Cet apport (souvent particulièrement important dans l'économie parallèle) est parfois sous-estimé dans les statistiques nationales de production, mais il n'est pas exagéré de dire que dans bien des pays la sécurité alimentaire dépend de la forêt, sans laquelle la faim régnerait.

156. Le rôle central des forêts a été mis en lumière en 1988 lors d'une consultation FAO accueillie par le Gouvernement indien au cours de laquelle 57 experts de 27 pays ont examiné les divers apports que fournit la forêt à la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

157. La réunion a révélé que, dans bien des zones, les fruits, les feuilles et d'autres parties des arbres sont des éléments essentiels des régimes locaux. Dans une communauté du nord-est de la Thaïlande, 60 pour cent de l'alimentation provient de la forêt. Dans une communauté rurale de Java, une proportion analogue des aliments est produite par l'agroforesterie.

158. Les forêts et les arbres sont aussi essentiels pour l'agriculture de rente. Une étude faite au Costa Rica montre l'importance des arbres pour protéger du soleil les plantations de café. Au Nigéria, une étude a montré l'importance de la matière organique forestière pour la fertilité des sols. Des études très diverses sur des pays aussi différents que l'Argentine, la Chine, le Niger, la Tunisie, les Antilles et la Papouasie-Nouvelle-Guinée indiquent que les rideaux-abris forestiers peuvent accroître la production des cultures de 30 à 200 pour cent selon les zones. D'autres études montrent que les arbres protègent et améliorent la fertilité des sols en réduisant la salinité, en asséchant les marécages et en stabilisant les dunes.

159. Les arbres sont aussi importants pour l'élevage. Ils fournissent un fourrage qui est une importante source d'alimentation pour les troupeaux élevés par les quelque 30 à 40 millions de pasteurs que compte la planète. Dans le Sahel, on estime que 30 à 40 pour cent du fourrage provient d'Acacia albida pendant la saison sèche; au Mexique, Prosopis tamarugo est le principal fourrage pour la saison sèche. En Afrique tropicale, pas moins de 75 pour cent des essences d'arbres indigènes sont broutées.

160. La forêt est une source essentielle de protéines animales dans beaucoup de pays. Au Nigéria, les communautés vivant à proximité de la forêt tirent plus de 80 pour cent de leur viande du gibier, à peu près le même pourcentage qu'en Amazonie péruvienne. Au Pérou, plus de 40 pour cent de la consommation totale de viande provient de la faune des forêts.

161. Les forêts fournissent aussi des revenus en espèces à des millions de ruraux pauvres partout dans le tiers monde. Beaucoup de petites entreprises forestières permettent à des millions de petits exploitants et de sans-terre d'acheter de quoi se nourrir. Une étude des villages des basses terres des Philippines montre que 73 pour cent des ménages tirent l'essentiel de leur revenu en espèces du rotin. Dans le nord-est du Brésil, des millions de paysans pauvres n'ont d'autres revenus que celui qui leur vient de la vente des noix de babassu. Le palmier babassu leur fournit en outre un matériau pour les toitures et pour la vannerie et du charbon de bois. En Zambie, de petites industries forestières informelles emploient environ 600 000 personnes par an, soit nettement plus que le secteur forestier officiel. Des études de cas dans six pays ont révélé que les petites industries forestières comptant entre deux et quatre employés se classent au deuxième rang pour l'emploi.

162. Ces statistiques montrent l'importance des arbres et de la forêt pour l'économie rurale, et en particulier pour les populations de plus en plus nombreuses qui vivent en économie de subsistance. Il est donc essentiel dans les stratégies nationales, régionales et mondiales de sécurité alimentaire de prendre en compte les politiques forestières et d'assurer la plantation et l'aménagement des forêts pour assurer que cette ressource irremplaçable soit développée et protégée comme il convient.

## II. SITUATION REGION PAR REGION

### A. Afrique: Examen à mi-parcours du Programme des Nations Unies pour le redressement économique de l'Afrique

163. Le médiocre bilan économique de l'Afrique depuis 1980 est présenté au Tableau 2.1. Les faits saillants sont les suivants:

- Globalement, le PIB de l'Afrique a stagné (-0,08 pour cent) et, par habitant, il a diminué de 3 pour cent par an. Le recul a été encore plus marqué dans les pays à moyen revenu d'Afrique occidentale et notamment au Nigéria: le PIB a chuté de 4,2 pour cent dans cette sous-région (et de 4,7 pour cent au Nigéria), soit, par habitant, une baisse de l'ordre de 8 pour cent. Le PIB par habitant n'a augmenté que dans deux sous-régions: l'Afrique du Nord-Ouest et l'Afrique centrale.

- En moyenne, le PIB agricole a augmenté de moins de 1 pour cent par an. Ce médiocre résultat est néanmoins meilleur que celui d'autres secteurs économiques.



TABLEAU 2-1. (suite)

PAYS ET GROUPES DE PAYS	POPULA- TION %		ACTIFS % AGRICOLES		PIB		PIB AGRICOLE		EXPOR- TIONS		IMPORTA- TIONS		PRODUCTION AGRICOLE		EXPORTA- TIONS		IMPORTA- TIONS		PRODUITS AGRICOLES VIVRIERS		
	81-88	81-88	81-88	81-88	80-86	80-86	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87
TANZANIE	3.63	2.26	0.85	1.08	1.08	1.08	-3.09	-2.43	2.21	-9.32	0.12	-7.86	-4.09								
UGANDA	3.44	2.18	1.82	1.29	1.29	1.29	8.56	-3.13	1.63	9.07	1.08	0.69	7.21								
BURUNDI	2.87	1.95	2.92	1.89	1.89	1.89	8.55	4.16	4.18	1.96	7.68	-2.57	4.99								
KENYA	4.24	3.00	3.74	3.32	3.32	3.32	-4.01	-4.15	3.34	4.19	1.27	-3.36	14.78								
SOMALIE	2.66	1.05	-	-	-	-	8.36	-6.07	3.16	4.79	9.70	0.79	11.20								
RWANDA	3.38	2.62	1.65	-0.17	-0.17	-0.17	10.96	3.87	0.84	1.18	15.80	2.77	6.90								
ETHIOPIE	2.62	1.18	3.39	-0.11	-0.11	-0.11	2.29	6.29	0.81	9.70	-1.08	24.98	24.09								
AFRIQUE ORIENTALE	3.25	1.95	2.57	1.32	1.32	1.32	-1.25	-1.86	1.67	5.01	0.01	-0.96	3.00								
MALAWI	3.23	1.56	0.90	1.63	1.63	1.63	0.71	-4.74	1.06	3.93	1.01	-14.28	-6.13								
MOZAMBIQUE	2.81	1.70	-	-	-	-	-11.21	-3.81	0.11	-1.57	-9.99	6.43	5.73								
AFRIQUE AUSTRALE	2.95	1.66	0.90	1.63	1.63	1.63	-4.68	-4.75	0.21	0.79	-2.95	3.11	3.69								
BAS REVENU																					
SWAZILAND	3.11	1.12	3.19	-	-	-	-3.90	-7.10	2.71	-0.73	-1.32	8.51	4.86								
LESOTHO	2.59	1.22	4.77	0.80	0.80	0.80	-9.25	-1.67	0.03	12.87	-19.81	-0.57	-0.11								
BOTSWANA	3.84	2.25	11.69	-9.17	-9.17	-9.17	20.40	3.86	0.77	8.01	6.94	2.47	6.39								
ZAMBIE	3.41	2.65	-2.48	3.25	3.25	3.25	-12.37	-6.21	2.38	4.88	26.50	-15.69	-12.60								
ZIMBABWE	3.60	2.10	2.12	0.47	0.47	0.47	-4.74	-2.34	2.40	26.67	4.66	5.06	40.17								
ANGOLA	2.60	1.23	-	-	-	-	2.72	3.57	-0.17	-0.18	-21.11	-2.80	-0.51								
AFRIQUE AUSTRALE REVENU MOYEN	3.17	1.82	1.77	0.53	0.53	0.53	0.22	-1.55	1.07	11.50	-0.65	-4.50	-2.13								
MAURICE	1.82	0.89	4.49	7.42	7.42	7.42	14.28	9.49	5.06	0.96	5.66	-3.07	0.96								
MADAGASCAR	2.88	1.45	-2.43	1.64	1.64	1.64	-3.79	-6.42	1.89	-0.39	-0.28	-1.37	13.96								
COMORES	3.12	2.02	-	-	-	-	27.25	5.99	2.25	2.35	146.62	3.41	15.36								
ILES	2.79	1.45	-0.67	-0.36	-0.36	-0.36	7.28	2.33	1.63	-0.70	2.39	-3.69	2.71								
AFRIQUE	3.10	1.72	-0.08	0.74	0.74	0.74	-6.40	-3.99	1.91	4.08	-1.84	-3.91	0.55								

SOURCE: FAO



- Entre 1981 et 1987, la production agricole n'a augmenté que de 1,9 pour cent en rythme annuel, soit nettement moins que la population. Par habitant, elle a ainsi baissé de 1,2 pour cent par an. Seuls l'Afrique occidentale - qu'il s'agisse des pays à moyen revenu ou à bas revenu - ainsi que le Sahel ont fait mieux. La croissance agricole a en revanche été très lente dans la plus grande partie de l'Afrique australe. A l'échelon régional, les résultats ont de nouveau été décevants en 1987 puisque la production agricole a baissé de près de 5 pour cent par habitant. En revanche, elle s'est améliorée en 1988, notamment dans les pays à moyen revenu d'Afrique australe, en Afrique orientale et en Afrique du Nord-Ouest.

- La valeur des exportations agricoles a diminué de 1,8 pour cent en moyenne entre 1981 et 1987. La baisse a été particulièrement marquée pour l'Afrique du Nord-Ouest (3,8 pour cent), l'Afrique centrale (3 pour cent) et les pays à bas revenu d'Afrique australe (3 pour cent).

- Le volume des importations alimentaires a beaucoup augmenté dans la plus grande partie du continent, notamment en Afrique centrale (5,6 pour cent entre 1981 et 1987) ainsi que dans les pays à bas revenu d'Afrique occidentale (4,8 pour cent) à la suite de la sécheresse de 1983-1984.

- Globalement, la valeur des exportations et des importations de marchandises a beaucoup baissé (respectivement 6,4 et 4 pour cent par an).

164. Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 a été lancé par l'Assemblée générale, à sa session extraordinaire des 27 mai-1er juin 1986, pour aider ce continent à sortir d'une crise économique de plus en plus grave. Il repose sur un double engagement:

- celui des gouvernements africains de réformer leurs politiques économiques et notamment agricoles;

- celui de la communauté internationale de fournir 5,4 milliards de dollars supplémentaires par an pour financer le programme entre 1986 et 1990.

165. Le Programme d'action est arrivé à mi-parcours en 1988. A cette occasion, le Secrétaire général des Nations Unies a présenté à la 43e session de l'Assemblée générale un rapport intérimaire qui fait notamment le point des questions suivantes: problème de la dette, réforme des politiques économiques nationales, performance du secteur agricole.

## Dettes

166. Le développement de l'Afrique a notamment été freiné par l'alourdissement de sa dette qui, en moyenne, a augmenté d'environ 20 milliards de dollars par an. La baisse des prix du pétrole et d'autres produits primaires ainsi que la hausse des taux d'intérêt n'ont fait qu'aggraver les choses. Selon la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la dette du continent est passée de 152 à environ 218 milliards de dollars entre 1984 et 1987 et celle de l'Afrique subsaharienne de 81 à 118 milliards de dollars<sup>6</sup>.

167. En 1987, toujours selon la Commission économique pour l'Afrique, le service de la dette a englouti presque la moitié (43,3 pour cent) des recettes d'exportation de l'Afrique subsaharienne contre seulement un peu plus du quart (26,1 pour cent) en 1984. Les pays africains sont ainsi obligés de consacrer d'énormes ressources au remboursement de leur dette au lieu de les utiliser pour acheter des intrants, indispensables à leur développement.

168. Dans l'immédiat, les perspectives ne sont pas bonnes. La Banque mondiale a récemment calculé que le ratio du service de la dette des 22 pays africains les plus endettés sera, en 1988-1990, plus du double du ratio moyen des cinq années précédentes.

169. A l'évidence, la situation n'est plus tenable et il est urgent d'y porter remède. C'est ce que souligne le Groupe consultatif du Secrétaire général des Nations Unies dans un rapport qu'il a consacré en février 1988 au financement du redressement de l'Afrique. Dans ce rapport, aussi appelé rapport Wass, on indique que l'Afrique aura besoin pendant plusieurs années de 5 milliards de dollars de financements supplémentaires par an pour assurer le service de sa dette. Le rapport insiste sur la dégradation de la position financière de l'Afrique subsaharienne entre 1979-1981 et 1985-1987. Il estime les pertes brutes à environ 7,5 milliards de dollars par an, à savoir 2,8 milliards imputables à la dégradation des termes de l'échange, 2,1 milliards à la hausse des taux d'intérêt, 2,4 milliards à la réduction du volume net des crédits et 200 millions à la diminution des investissements directs nets. Compte tenu de l'augmentation des dons publics (environ 1 milliard de dollars), les pertes nettes s'élèvent à 6,5 milliards par an.

170. La communauté internationale a pris conscience de la gravité du problème et a commencé à y chercher des solutions. Les grands pays industrialisés, d'abord au sommet économique de Venise en juin 1987, puis au sommet de Toronto en juin 1988, ont noté que les créanciers du Club de Paris rééchelonnent les dettes en allongeant les différés d'amortissement et les délais de remboursement. Ils ont par ailleurs estimé que 15 des 18 milliards de dollars mobilisés par la Facilité d'ajustement structurel du FMI, les

<sup>6</sup> CEA, document E/ECA/CM.14/4 sur la situation économique et sociale de l'Afrique 1986-87. 4 mars 1988.

programmes de cofinancement de la Banque mondiale et la cinquième reconstitution du Fonds africain de développement iraient aux pays les plus pauvres et les plus endettés d'Afrique subsaharienne. De fait, les engagements multilatéraux en faveur de l'agriculture africaine ont beaucoup augmenté en 1987 (voir le chapitre 4 dans la première partie).

171. A Toronto, les grands pays industrialisés ont proposé différents moyens d'alléger le service de la dette: taux d'intérêt préférentiels, délais de remboursement plus longs, annulation partielle. Certains gouvernements créanciers ont par ailleurs annulé ou réduit la charge des prêts octroyés à l'appui du développement. Les pays industrialisés sont favorables à une approche cas par cas, le Club de Paris restant le principal instrument pour les négociations.

172. Toutes ces initiatives sont certes les bienvenues mais risquent de ne pas être suffisantes. Sans un allègement substantiel et rapide du fardeau de la dette, il sera impossible de relancer la croissance économique sur des bases solides. Il faut donc que la communauté internationale lance toutes ses forces dans la bataille pour résoudre le problème de la dette. C'est à cette condition que l'on pourra mettre fin au marasme économique de l'Afrique et aux drames sociaux qui l'accompagnent.

#### Réformes des politiques économiques nationales

173. Dans le Programme d'action des Nations Unies, les pays africains se sont engagés à réformer leurs politiques économiques et notamment leurs politiques agricoles afin que l'agriculture puisse recommencer à jouer son rôle traditionnel de moteur de la croissance et du développement. Souvent, ces réformes s'inscrivent dans le cadre de programmes d'ajustement structurel parrainés par le FMI et la Banque mondiale. A la fin de 1987, 36 pays africains avaient conclu des accords de confirmation ou des accords élargis avec la Banque mondiale ou le FMI (Facilité d'ajustement structurel).

174. Le réaligement des taux de change a presque toujours été l'un des principaux instruments de l'ajustement. Dans les années 70, la monnaie de la plupart des pays africains était surévaluée, ce qui nuisait à l'efficacité économique et à la croissance. Entre 1980 et 1987, les monnaies de 35 pays africains ont été dévaluées en moyenne de 10-11 pour cent par an vis-à-vis du DTS (Droits de tirage spéciaux). En 1986-1987, les monnaies de 13 seulement de ces 35 pays, à savoir les pays de la zone franc et les pays dont la monnaie est alignée sur le rand sud-africain, se sont appréciées vis-à-vis du DTS.

175. Ces dévaluations ont stimulé la production de biens exportables, y compris de produits agricoles. En cas de surévaluation, les importations sont normalement bon marché et les exportations chères, ce qui pénalise la production nationale. Pour que l'agriculture produise plus, il faut que les prix offerts aux producteurs soient suffisamment élevés. Toutefois, si les prix alimentaires augmentent et que, dans le même temps, on réduit les subventions dont bénéficiaient les pauvres (ce qui est en général le cas dans les programmes d'ajustement), il y a le risque qu'une partie de la population ne puisse plus se procurer de quoi manger à sa faim, que la demande intérieure se contracte et que les agriculteurs se tournent de plus en plus vers les cultures d'exportation, aux dépens des cultures vivrières. La relance des exportations peut certes permettre d'atténuer un peu le problème de la dette, mais risque dans ces conditions de coûter très cher sur le plan social en aggravant la misère et la faim.

176. A l'évidence, les réformes - qu'elles soient ou non bénéfiques à long terme - posent, à court terme, de douloureux problèmes politiques. Elles font augmenter les prix des biens importés ainsi que des produits - y compris, souvent, les aliments - qui concurrencent les importations. Les pauvres, de même que les classes moyennes qui ont beaucoup d'influence politique, souffrent dans l'immédiat des effets des dévaluations et il leur faudra sans doute attendre plusieurs années avant de bénéficier de l'amélioration de l'efficacité économique qui en résultera.

177. D'ordinaire, les programmes d'ajustement exigent aussi des gouvernements qu'ils réduisent la subvention des intrants agricoles afin de limiter les déficits. Cette réduction risque de faire baisser la production agricole. Ainsi, on a pu observer ces dernières années de fortes diminutions de la consommation d'engrais, devenus trop chers pour les agriculteurs, ce qui freine la production agricole et risque, à plus long terme, de réduire les recettes fiscales de l'Etat et donc d'aggraver le déficit budgétaire.

178. Une autre réforme importante a consisté à réduire le rôle de l'Etat dans la distribution des intrants et dans la commercialisation de la production en démantelant les offices publics et en demandant au secteur privé de prendre la relève. Cette politique a donné jusqu'ici des résultats inégaux. La disparition des offices publics a parfois fait baisser les coûts et encouragé les agriculteurs à se grouper en coopératives mais le secteur privé ne s'est pas toujours montré capable - parfois faute de motivation - d'assumer en si peu de temps autant de responsabilités nouvelles. En d'autres termes, il ne suffit pas de libéraliser les marchés agricoles en Afrique pour améliorer l'efficacité et faire baisser les coûts de la commercialisation. Il faut aussi stimuler le secteur privé et lui laisser le temps d'apprendre, de s'ajuster et de mobiliser des ressources.

#### Evolution de l'agriculture

179. En 1985, l'agriculture africaine s'était bien remise de la sécheresse qui avait ravagé plusieurs pays en 1983-1984 mais, depuis, elle a eu tendance à retomber dans son marasme. En 1986-1988, sa croissance a été d'à peine 1 pour cent par an - soit nettement moins que la moyenne de 2,5 pour cent des six années 1980-1985. Seules trois des sept sous-régions définies dans le Programme d'action des Nations Unies ont eu une croissance égale ou légèrement supérieure à cette moyenne. La déconvenue est d'autant plus grande que, dans le Programme d'action des Nations Unies, l'agriculture était censée être l'un des moteurs du redressement économique.

180. Les exportations agricoles sont restées en général déprimées, sauf en 1986, qui a été sur ce plan la meilleure année depuis 1980. En moyenne annuelle, les exportations de café ont diminué de 1,2 pour cent en volume et de près de 3 pour cent en valeur durant la période 1986-1988. Entre 1980 et 1985, elles avaient augmenté de 2,5 pour cent par an en volume et n'avaient baissé que de 1 pour cent par an environ en valeur. Les résultats sont toutefois meilleurs pour le cacao. La croissance des exportations a ralenti en volume, mais leur valeur a augmenté de 4 pour cent par an durant la période 1986-1988 alors qu'elle avait baissé de 0,5 pour cent en moyenne annuelle entre 1980 et 1985. Les perspectives à court terme sont inégales. Les marchés du cacao ont fléchi en 1988/89 tandis que les cours du café se sont affermis.

181. Il est évidemment encore difficile d'évaluer l'impact du Programme d'action des Nations Unies sur le développement agricole. On ne peut certes que se féliciter que les grands pays donateurs soient désormais plus sensibles au problème de la dette de l'Afrique mais encore faut-il qu'ils agissent en conséquence. Beaucoup de pays africains ont de leur côté profondément réformé leurs politiques agricoles, qu'il s'agisse des prix et de la commercialisation des produits ou de la distribution des intrants, mais, dans ce cas aussi, il faudra attendre pour que ces réformes portent pleinement leurs fruits.

182. A plus court terme, on peut espérer que le récent redressement des prix des produits primaires autres que le pétrole stimulera la croissance économique et fera augmenter la demande intérieure de produits alimentaires et agricoles. Cela fait ressortir un point fondamental, à savoir que la réussite du Programme d'action des Nations Unies dépend dans une large mesure de facteurs mondiaux sur lesquels les Africains n'ont pas prise. Le Programme d'action ne saurait régler le problème des termes de l'échange internationaux dont l'impact sur le développement de l'Afrique sera pourtant aussi important que celui des réformes économiques nationales et de l'allègement de la dette.

**B. Asie et Pacifique: Commerce extérieur, ajustement et mousson**

183. Le bilan économique et agricole, généralement positif, de cette région depuis 1980 est présenté au tableau 2.2. Les faits saillants sont les suivants:

- La croissance économique a été forte (en moyenne 7 pour cent par an, soit 5,3 pour cent par habitant) et assez bien répartie entre les différentes sous-régions. La croissance du PIB a été particulièrement rapide en Chine (9,3 pour cent) et en République de Corée (8,8 pour cent), mais elle a été médiocre dans certains autres pays et notamment aux Philippines (0,6 pour cent).

- La croissance du PIB agricole a elle aussi été très forte: 5,4 pour cent par an. Le nombre d'actifs agricoles ayant peu augmenté, la productivité s'est beaucoup accrue (environ 4 pour cent par an). La progression a été encore plus marquée en Chine (6,9 pour cent) tandis qu'elle a été nettement plus faible en Inde (1,1 pour cent par an).

- Les échanges de marchandises se sont accrus à un rythme rapide. La Chine, la République de Corée et la Thaïlande se sont montrées particulièrement dynamiques sur ce terrain.

- L'évolution des échanges agricoles a été très inégale mais, dans l'ensemble, la croissance des exportations et des importations agricoles de la région a été faible. Les importations alimentaires ont beaucoup augmenté en Inde (8,3 pour cent par an), en Chine (près de 10 pour cent par an) et dans plusieurs pays d'Asie du Sud.

- Entre 1981 et 1987, la production agricole a augmenté de 3,8 pour cent par an grâce, notamment, à la Chine où elle s'est accrue de 5,3 pour cent. L'expansion de la production agricole a été nettement plus faible dans d'autres sous-régions (entre 2,4 et 2,9 pour cent environ).

TABLEAU 2-2. ASIE ET PACIFIQUE: QUELQUES INDICATEURS DES REALISATIONS DANS LES SECTEURS ECONOMIQUE ET AGRICOLE, PAR GROUPE DE PAYS, 1981-88

PAYS ET GROUPES PAYS	POPULA- TION %		ACTIFS % AGRICOLES		PIB		PIB AGRICOLE		EXPORTA- TIONS		IMPORTA- TIONS		PRODUCTION AGRICOLE		EXPORTA- TIONS		IMPORTA- TIONS		IMPORTATIONS PRODUITS VIVRIERS		
	81-88	81-88	81-88	81-88	80-86	80-86	80-86	80-86	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87
FIDJI	1.79	0.43	3.21	8.15	-1.42	-4.96	2.23	0.77	-2.97	-0.58	2.89										
COREE, REPUBLIQUE DE	1.62	-1.44	8.80	7.37	15.70	9.61	2.33	2.88	-1.44	3.99	9.14										
SINGAPOUR	1.13	-3.06	6.81	-2.42	6.23	5.00	0.33	-0.53	4.20	2.82	3.35										
MALAISIE	2.35	0.35	4.99	3.50	5.73	2.92	5.25	4.92	1.60	1.17	6.58										
INDONESIE	1.89	0.74	4.72	2.88	-6.50	3.77	3.73	4.43	1.35	-3.31	-3.04										
THAILANDE	1.87	1.34	4.22	2.82	9.67	6.01	1.86	5.85	2.81	1.83	-2.01										
PHILIPPINES	2.38	1.48	0.58	2.10	0.30	-0.73	0.54	-0.07	-7.55	1.31	1.60										
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	2.54	0.83	-	2.26	2.91	1.21	2.31	1.75	0.42	-2.49	3.04										
BRUNEI	4.29	3.36	-	-	-9.93	2.93	8.25	7.94	23.07	8.00	5.33										
ASIE DE L'EST ET ASIE DU SUD-EST	1.95	0.82	5.30	3.62	5.42	5.19	2.35	3.64	-0.05	1.14	2.87										
MYANMAR	1.94	0.71	4.97	5.20	-6.57	-2.25	5.02	3.81	-10.34	-10.21	-6.05										
SRI LANKA	1.68	1.25	4.80	3.15	5.25	0.21	0.12	5.17	0.95	-3.23	1.81										
PAKISTAN	2.79	1.99	6.35	2.30	7.99	1.99	4.63	4.03	3.38	5.42	13.92										
NEPAL	2.34	2.17	-	5.83	3.11	7.94	2.95	-1.55	-0.55	11.92	5.61										
BANGLADESH	2.72	1.97	3.85	3.18	7.49	2.86	1.49	-3.33	-1.77	4.07	9.47										
BOUTHAN	2.04	1.75	-	-	0.0	0.0	5.08	2.98	1.22	8.36	15.44										
ASIE DU SUD	2.55	1.76	5.35	3.35	5.53	1.60	2.85	1.38	-0.91	1.43	4.97										
INDE	1.88	1.51	5.18	2.65	4.36	2.36	2.79	8.03	-0.83	2.08	8.26										
CHINE	1.22	1.30	9.34	8.22	12.01	13.69	5.32	-0.12	10.72	-3.00	9.96										
ASIE ET PACIFIQUE	1.67	1.34	7.00	5.40	6.42	5.67	3.75	2.75	1.52	-0.76	3.69										

SOURCE: FAO

- Dans toutes les sous-régions, sauf en Chine, la production agricole a beaucoup souffert en 1987 d'une mousson très défavorable. Elle s'est améliorée en 1988 en Inde ainsi qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est mais a stagné en Chine à cause du mauvais temps.

184. Plusieurs facteurs ont conditionné la croissance économique des pays asiatiques ces dernières années<sup>7</sup>. Premier facteur: la forte progression des échanges de marchandises de plusieurs pays. Ainsi, les nations nouvellement industrialisées d'Asie de l'Est ont obtenu des résultats exceptionnels grâce à une expansion rapide de leurs exportations d'articles manufacturés, souvent en concurrence avec les exportations japonaises.

185. La croissance (ou l'absence de croissance) des échanges de marchandises d'autres pays asiatiques s'explique principalement par l'évolution des prix du pétrole et d'autres produits primaires. L'affaiblissement des cours de l'or noir a été préjudiciable aux exportateurs (par exemple, l'Indonésie et le Brunéi) mais bénéfique aux importateurs. La hausse des prix de matières premières agricoles telles que le jute, le bois ou le caoutchouc a profité à plusieurs pays exportateurs de la région, notamment en 1987 et 1988. Les prix de la plupart des minéraux et des métaux ont également augmenté, mais moins rapidement. Ceux des produits alimentaires, notamment du riz, sont restés déprimés jusqu'à la fin de 1987, de même, en général, que les prix des produits tropicaux pour boissons.

186. Autre facteur décisif: les programmes d'ajustement économique. En 1987-1988, grâce à ces programmes, l'activité économique a repris aux Philippines et à Singapour - deux pays dont la croissance avait été négative ou très faible entre 1984 et 1986. Elle a aussi repris en Chine après le coup d'arrêt donné par le gouvernement en 1986 pour combattre les pressions inflationnistes et réduire le déficit courant.

187. Autre facteur encore: en 1987, la mousson du sud-est a été très défavorable. Presque toute la région en a souffert, tant en 1987 qu'en 1988. L'économie s'est ressentie de la sécheresse en Inde, au Pakistan, à Sri Lanka et au Népal tandis que l'est de l'Inde et le Bangladesh ont été ravagés par des inondations. En 1987, la production agricole a aussi souffert des intempéries en Indonésie, en Thaïlande et, dans une moindre mesure, en Chine.

188. Toutefois, la dernière sécheresse a eu nettement moins d'impact que les précédentes. En effet, l'irrigation et l'amélioration des pratiques culturales rendent l'agriculture asiatique beaucoup moins sensible aux caprices du climat. En outre, les efforts déployés par les gouvernements pour éviter que la sécheresse ne se transforme en désastre économique ont porté leurs fruits. Néanmoins, ces catastrophes naturelles ont montré qu'il est indispensable de mieux aménager les ressources naturelles (par exemple, piégeage de l'eau dans les zones sujettes à la sécheresse et protection des bassins versants afin d'éviter des inondations dévastatrices).

<sup>7</sup> Voir également le document de la CESAP sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique en 1987, Bangkok, 1988.

189. Dans les pays insulaires en développement du Pacifique, l'activité économique continue à se ressentir de l'instabilité des prix des produits de base et du mauvais temps. La hausse des prix de certains produits primaires et l'accroissement de l'aide internationale devraient permettre à ces pays d'améliorer un peu leur situation à la fin des années 80.

Inde: Les caprices du climat ralentissent le progrès

190. La sécheresse et les inondations qui ont frappé l'Inde en 1987 ont compromis la réalisation du septième Plan quinquennal (1985-1990). Pour la quatrième année de suite, la mousson a été très défavorable en 1987, ce qui s'est soldé par une sécheresse d'une gravité sans précédent depuis des années. Vingt et une des 35 subdivisions pluviométriques ont été durement touchées, contre seulement 19 en 1965, année de la dernière grande sécheresse.

191. La production de grains alimentaires (riz, blé, céréales secondaires et légumes secs) a diminué, selon certaines estimations, de 6-10 pour cent (9-12 millions de tonnes) mais les pertes ont néanmoins été moins lourdes que lors des sécheresses précédentes grâce essentiellement au progrès de l'irrigation. D'ailleurs, selon d'autres estimations, la baisse de la production n'aurait été que de 7 millions de tonnes (5 pour cent). En 1988, grâce à des conditions météorologiques plus favorables, la production vivrière a nettement repris jusqu'à rattraper les niveaux de 1986. La production de riz devrait être excellente malgré les dégâts provoqués dans plusieurs régions par les inondations de la fin de 1988. En revanche, la récolte de blé a été médiocre car les cultures de printemps ont souffert du manque d'eau d'irrigation. La production a ainsi baissé de 2 pour cent.

192. Malgré toute une série d'années décevantes pour la production agricole, la croissance économique de l'Inde s'est maintenue. Même si les déboires de l'agriculture se sont souvent soldés par un ralentissement dans d'autres secteurs, le PIB de l'Inde, sous l'impulsion de l'industrie, a augmenté de 4,9 pour cent en 1986 et de 4,1 pour cent en 1987. Sa croissance est toutefois tombée à 1,5 pour cent en 1988 quand les effets de la forte contraction de la production agricole en 1987 (7 pour cent) se sont notamment fait sentir.

193. La sécheresse de 1987 a aussi entraîné une accélération de l'inflation (plus de 10 pour cent en 1987-1988) ainsi qu'une aggravation du déficit budgétaire (plus de 8 pour cent du PIB) et des problèmes de balance des paiements. Les réserves de change ont diminué en 1987-1988, pour la première fois depuis 1980-1981.

194. Impact de la sécheresse sur la production agricole. La production de grains alimentaires (riz, blé, céréales secondaires et légumes secs) n'a pas augmenté depuis 1983/84, année record. En 1986-1987, elle n'a été que de 144 millions de tonnes, soit 4 pour cent de moins qu'en 1985-1986 et 5 pour cent de moins qu'en 1983-1984. Bien que la récolte de la campagne rabi (novembre-mai), meilleure que prévu, ait été à peu près du même ordre qu'en 1986/87, on s'attend à ce que la production de grains alimentaires de 1987/88 soit inférieure d'au moins 5 pour cent à celle, déjà réduite, de 1986/87.



195. La sécheresse qui, en 1965-1966 par exemple, avait fait baisser la production de grains alimentaires de près de 20 pour cent, a eu cette fois des effets beaucoup moins graves grâce aux cultures rabi, de plus en plus irriguées. Néanmoins, le tassement de la production, pour la quatrième année consécutive, a de quoi inquiéter les responsables des politiques agricoles qui peuvent craindre pour la sécurité alimentaire du pays.

196. Mesures destinées à stimuler la production de grains alimentaires. La Commission indienne de planification a chargé une cellule spéciale d'étudier les moyens d'améliorer la production de grains et la sécurité alimentaire du pays et de proposer des priorités<sup>8</sup>. Cette cellule a conseillé de concentrer les ressources disponibles sur les 169 districts dotés du meilleur potentiel agricole (au total, l'Inde compte plus de 500 districts). Des mesures ont été adoptées tant pour le court terme que pour le long terme.

197. Pour le court terme, il a été décidé de relever les prix de soutien du blé et du riz applicables durant la campagne 1988/89. Le prix officiel d'achat du blé a été porté à 173 roupies les 100 kg, soit une hausse de 6 roupies, et celui du riz à 160 roupies les 100 kg, soit 10 roupies de plus. Cette décision devrait stimuler la production.

198. Dans une optique à plus long terme, une stratégie en quatre points sera intégrée dans le huitième Plan quinquennal (1990-1995) pour rendre l'Inde moins vulnérable aux aléas climatiques. Premièrement, on s'emploiera à accroître la superficie des terres dont l'irrigation est garantie en permanence. De grands progrès ont déjà été faits au cours des décennies passées puisque le pourcentage de terres agricoles irriguées est passé d'environ 17 pour cent au début des années 50 à quelque 30 pour cent. Toutefois, une grande partie des terres irriguées depuis quelques années seulement restent vulnérables car leur irrigation dépend d'eaux souterraines qui risquent de s'épuiser en cas de sécheresse. C'est pourquoi le septième Plan quinquennal fait une grande place à des projets d'irrigation de grandes et moyennes dimensions grâce auxquels les terres irriguées devraient être toujours approvisionnées en eau, même en cas de grande sécheresse.

199. Les deuxième et troisième volets de la stratégie à long terme consistent à améliorer la production des cultures pluviales (soit 70 pour cent de la superficie cultivée). Dans les zones très arrosées telles que la plaine du Gange, on s'emploiera à mieux exploiter les eaux souterraines en vue d'accroître encore l'intensité de culture. A cette fin, le Programme national d'aménagement des bassins versants pour l'agriculture pluviale, lancé en 1986/87, a été renforcé. Dans les zones où l'eau est rare, on s'attachera à :

1. améliorer la gestion de l'eau,
2. renforcer les programmes d'emploi rural et de développement zonal (par exemple, programme pour les zones sujettes à la sécheresse et programme de développement des zones désertiques),
3. intensifier l'effort de recherche sur les problèmes de l'agriculture pluviale et de l'aridoculture,
4. promouvoir le reboisement afin de donner un coup d'arrêt à l'appauvrissement des ressources en eau et en sol.

<sup>8</sup> Plan-cadre pour la production de grains alimentaires, rapport de la cellule spéciale, Commission de planification, 19 mars 1988.

200. Le quatrième volet de la stratégie consiste à régionaliser la planification agricole. Des stratégies de développement agricole seront élaborées pour 15 zones présentant des caractéristiques agroclimatiques différentes.

201. Les débats sur le développement agricole et rural de l'Inde restent dominés par le problème de la misère et de la faim. Beaucoup de progrès ont été faits durant les dernières décennies, mais l'extrême pauvreté reste très répandue. Bien que le pourcentage de ruraux vivant au-dessous du seuil de pauvreté ait diminué d'environ 11 points en six ans (de 51 pour cent en 1977/78 à environ 40 pour cent en 1983/84), pas moins de 220 millions d'Indiens vivent encore dans une pauvreté absolue. En outre, les disparités d'une région à l'autre restent très marquées car toutes les régions n'ont pas profité au même degré des bienfaits de la révolution verte.

202. Dans ces conditions, les responsables de la politique agricole se trouvent confrontés à des choix douloureux. Il est difficile de concilier efficacité économique et justice sociale de même qu'il est parfois difficile de concilier la volonté de garantir la sécurité alimentaire nationale et celle de combattre la pauvreté et la faim. Par exemple, pour réduire les inégalités et faire reculer la faim, il est probablement préférable de donner la priorité à l'agriculture pluviale, ce qui profiterait aux régions et aux individus les plus pauvres, mais pour améliorer la sécurité alimentaire de la nation, il vaudrait sans doute mieux faire porter les efforts sur l'agriculture irriguée.

Chine: De bonnes performances dans l'ensemble, mais aussi de graves problèmes

203. La République populaire de Chine a entamé il y a presque une décennie une véritable révolution en décidant de réformer de fond en comble ses politiques économiques et agricoles en vue de passer d'un système de planification centrale à un système mixte associant économie de marché et socialisme. Ces réformes ont déjà porté certains fruits, mais les cinq prochaines années seront décisives pour la transition entre les deux systèmes car, en faisant plus de place aux forces du marché, on a aussi fait apparaître de nouveaux problèmes.

204. Après le coup de frein donné les deux années précédentes par le gouvernement pour réduire le déficit de la balance des paiements, la croissance économique a dépassé 9 pour cent en 1987. L'inflation demeure un souci majeur. Selon les estimations officielles, elle aurait été de 7,5 pour cent en 1987 mais il n'est pas impossible qu'elle ait avoisiné 20 pour cent dans certaines régions. Les prix de certains produits alimentaires et notamment du porc ont augmenté encore plus.

205. L'augmentation de la production de grains est devenue le symbole de la réussite des politiques agricoles de la Chine. En 1984, la production de céréales, légumes secs et tubercules a atteint le volume record de 407 millions de tonnes. Toutefois, à cause en partie du mauvais temps, elle a chuté en 1985 et 1986. Ce recul a été une grande déconvenue dans un pays qui doit nourrir plus d'un milliard d'habitants, alors que moins de 10 pour cent de son territoire est cultivable. La production de grains est remontée en 1987 à 401 millions de tonnes, ce qui reste néanmoins inférieur à l'objectif. Celui-ci est fixé pour l'an 2000 à 500 millions de tonnes.

206. Malgré les succès de ces dernières années, le gouvernement s'inquiète du ralentissement de la croissance de la production de certains produits agricoles. Par exemple, la production de grains et de coton, qui avait augmenté respectivement de 5 et 16,9 pour cent entre 1979 et 1983, n'a progressé que de 1,1 et 1,2 pour cent entre 1984 et 1987, et la production de porc a diminué en 1987. Ces médiocres résultats jettent un doute sur l'évolution à long terme de la productivité agricole. Plusieurs problèmes restent à résoudre dans ce domaine. Nous les passons en revue ci-après.

207. Après le lancement des réformes économiques, les investissements publics dans l'agriculture (y compris conservation des eaux, foresterie et météorologie) sont tombés de 6,9 milliards de yuan renminbi en 1979 (soit environ 12-13 pour cent du total des investissements) à 3,6 milliards en 1981. Ils ont repris depuis lors. En 1986, ils se sont chiffrés à 7,5 milliards de yuan, ce qui ne représente toutefois que 4-5 pour cent du total des investissements publics. Une bonne partie de l'infrastructure agricole - par exemple, les ouvrages d'irrigation et de drainage - a de 20 à 30 ans et se détériore. Autrefois, les communes mobilisaient les ruraux pour l'entretenir. Aujourd'hui, l'effort s'est relâché.

208. Le tassement des investissements s'est soldé par une moindre utilisation de la terre et de la plupart des autres facteurs. De 1979 à 1986, on observe une diminution de 3,9 pour cent pour les superficiesensemencées, de 1,8 pour cent pour la superficie irriguée, de 1,2 pour cent pour la main-d'oeuvre et de 11,4 pour cent pour les tracteurs. La consommation totale d'engrais a augmenté de 30 pour cent entre 1980 et 1986, mais les Chinois utilisent désormais moins d'engrais verts ou organiques. La croissance des activités rurales non agricoles, notamment de la petite industrie, a été remarquable, mais on peut craindre qu'elle ne s'accompagne d'hémorragie de ressources au détriment de l'agriculture. Pour le gouvernement, la grande affaire est donc de relancer l'investissement dans l'agriculture et d'améliorer les pratiques agricoles.

209. Les problèmes d'approvisionnement en intrants sont très préoccupants. C'est vrai notamment des engrais mais aussi, par exemple, des produits agrochimiques ou des bâches en plastique utilisées en horticulture. Les prix de ces intrants ont monté en flèche ces dernières années.

210. De gros investissements ont été réalisés dans l'industrie des engrais à la fin des années 70 et au début des années 80 mais cet effort n'a pas été suffisant pour répondre à l'augmentation rapide de la demande. En outre, beaucoup de petites unités traditionnelles de production de bicarbonate d'ammoniaque ont fermé leurs portes ces dernières années parce qu'elles étaient trop voraces en énergie et produisaient des engrais de mauvaise qualité. Les grosses usines produisent certes de meilleurs engrais, et à moindre coût, mais la disparition des petites unités locales a aggravé les problèmes de distribution.

211. En ce qui concerne les prix des grains alimentaires, le gouvernement se trouve confronté à un dilemme, car il souhaiterait à la fois accroître la production - ce qui suppose des prix plus élevés - et combattre l'inflation. Il s'efforce par ailleurs de réduire peu à peu la subvention de ces grains qui lui coûte actuellement pas moins de 20 milliards de yuan par an.

212. Les prix moyens à la production sont en hausse depuis quelques années. Pour les grains, les prix contractuels officiels ont peu augmenté mais les quantités achetées par l'Etat sous contrat sont tombées de 79 millions de tonnes en 1985 à 50 millions en 1987 et 1988. Le contingent étant de l'ordre de 65 millions de tonnes par an, l'Etat achète de grosses quantités supplémentaires à un prix supérieur, de telle sorte que les prix réels à la production ont davantage augmenté que ne l'indique l'évolution du prix contractuel. L'objectif est de relever peu à peu ce dernier.

213. Les modifications de la consommation alimentaire posent aussi des problèmes. Par exemple, la demande de viande est en augmentation, à tel point qu'il a fallu rationner le porc dans beaucoup de villes. Il est politiquement dangereux de freiner cette demande mais une telle mesure, aussi impopulaire soit-elle, risque d'être nécessaire car le secteur de l'élevage absorbe beaucoup de céréales qui pourraient servir à l'alimentation directe de l'homme.

214. Le gouvernement s'inquiète aussi de l'augmentation de la demande de produits alimentaires importés, qui lui coûtent cher en devises. On observe, par exemple, que les consommateurs se détournent du riz au profit du blé. La Chine a ainsi dû importer un volume record de 15,3 millions de tonnes de blé en 1987/88 et il est probable que ces importations vont encore augmenter jusqu'à atteindre 16 millions de tonnes en 1988/89. La demande de sucre et d'huile végétale est aussi en augmentation rapide, ce qui pèse lourdement sur la balance courante du pays. En 1987, les importations de sucre, qui étaient tombées à 1,2 million de tonnes en 1986, sont remontées aux alentours de 1,9 million de tonnes tandis que les importations d'huile végétale alimentaire ont plus que doublé, ce qui les a portées à 520 000 tonnes, quantité qui reste néanmoins relativement modeste.

215. La contraction des terres arables est un autre grand problème. Chaque année, de 250 000 à 500 000 hectares sont ainsi perdus à cause principalement de la demande de terrains à bâtir, notamment dans la périphérie des villes où se trouvent les sols les plus productifs. Même si la Chine possède environ 93 millions d'hectares de terres arables, ces pertes sont inquiétantes. Les quelques nouvelles terres qui sont mises en culture sont de qualité marginale et ne sauraient compenser ces pertes. Des mesures fiscales très strictes ont été prises pour protéger les terres arables, mais la demande de terres pour le logement et l'industrie demeure extrêmement forte.

216. A ce problème s'ajoute, dans certaines zones, celui du morcellement des terres, qui réduit la productivité. L'Etat encourage le remembrement afin de faciliter l'emploi de techniques améliorées qui ne peuvent être utilisées qu'à une certaine échelle. Toutefois, jusqu'à présent, les opérations de remembrement ont porté sur moins de 5 pour cent des terres.

217. La politique foncière varie selon les cas. Dans les zones à faible potentiel agricole, les baux peuvent aller jusqu'à 50 ans. Les paysans qui décident de quitter l'agriculture peuvent, s'ils le veulent, céder leurs droits fonciers à des «ménages spécialisés» contre compensation. Les petits agriculteurs peuvent aussi former à leur gré des coopératives ou exploiter la terre d'autres paysans qui travaillent dans des entreprises non agricoles du voisinage mais qui souhaitent conserver leurs droits fonciers.

TABLEAU 2-3. AMERIQUE LATINE ET CARAIQUES: QUELQUES INDICATEURS DES REALISATIONS DANS LES SECTEURS ECONOMIQUE ET AGRICOLE, PAR GROUPE DE PAYS, 1981-88

PAYS ET GROUPE DE PAYS	POPULA- TION %		ACTIFS AGRICOLES		PIB		PIB AGRICOLE		EXPORTA- TIONS		IMPORTA- TIONS		PRODUCTION AGRICOLE		EXPORTA- TIONS		IMPORTA- TIONS		PRODUITS AGRICOLES		VIVRIERS		
	81-88	81-88	81-88	81-88	80-86	80-86	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87	81-87
MEXIQUE	2.55	1.21	-0.27	1.73	6.63	-2.36	1.74	-2.15	5.23	-5.30	1.15												
BRESIL	2.19	-0.26	1.79	0.36	4.49	-5.21	3.98	2.11	-0.16	-2.41	-3.11												
CUBA	0.76	0.15	-	-	2.53	5.42	2.27	-0.18	2.99	-3.73	-0.48												
TRINITE-ET-TOBAGO	1.60	-0.63	-4.61	4.12	-12.22	-11.63	-2.07	18.82	-7.86	-0.35	4.56												
COSTA RICA	2.59	0.34	0.27	3.07	2.01	-0.45	1.62	0.36	1.88	-6.08	-0.68												
JAMAIQUE	1.48	1.37	1.23	1.82	-4.54	1.91	2.12	0.74	6.56	-2.28	1.45												
REPUBLIQUE DOMINICAINE	2.31	0.88	1.78	1.92	-2.64	3.15	1.29	-0.03	-0.95	2.28	9.12												
NICARAGUA	3.39	1.89	0.70	1.67	-7.66	-1.47	-0.40	0.88	-7.94	-4.31	2.53												
GUYANE	1.88	1.04	-3.51	0.86	-5.01	-3.82	-1.80	-4.45	-3.51	-7.74	19.83												
PANAMA	2.16	0.54	2.53	1.87	0.80	-0.80	2.34	-2.59	-1.09	-0.54	2.38												
GUATEMALA	2.88	1.85	-1.18	-	-6.40	-9.87	0.44	5.87	-5.69	-1.28	4.64												
HONDURAS	3.33	2.89	0.99	1.62	2.82	5.42	1.54	4.45	0.59	-1.97	0.79												
EL SALVADOR	3.04	1.60	-2.21	-2.37	-7.45	0.05	-2.71	-4.64	-7.82	-3.34	1.49												
HAITI	2.59	1.10	-1.27	-	-0.18	2.96	1.03	1.85	-5.85	1.32	2.00												
AMERIQUE CENTRALE ET CARAIQUES	2.30	1.31	-0.51	1.22	-2.99	-0.04	0.58	1.03	-0.14	-2.82	1.00												
COLOMBIE	2.13	0.53	2.59	2.39	5.45	-0.84	1.91	3.55	-0.15	-5.36	4.13												
VENEZUELA	2.79	-0.48	-0.12	1.77	-10.27	-0.06	1.55	6.36	6.08	-3.13	-0.48												
PEROU	2.60	1.43	1.28	3.24	-0.51	5.46	3.10	2.30	1.29	6.58	9.38												
BOLIVIE	2.75	1.59	-3.03	-1.54	-8.23	6.26	2.68	6.34	-7.52	-2.59	0.54												
EQUATEUR	2.88	0.61	1.18	1.56	-2.15	1.20	2.91	-3.48	4.01	-4.95	1.69												
PAYS ANDINS	2.52	0.82	0.75	1.95	-6.16	0.11	1.67	1.70	0.20	-3.50	0.44												
ARGENTINE	1.55	-1.16	-0.17	2.65	-0.77	-8.75	1.29	1.74	-4.05	-2.03	-1.32												
PARAGUAY	2.97	2.48	0.69	2.69	4.41	4.90	4.28	11.44	0.48	-6.83	17.43												
URUGUAY	0.72	-0.72	-1.77	-0.67	2.67	-3.03	2.11	1.97	-0.63	-2.99	18.01												
CHILI	1.56	-0.37	-1.23	3.29	2.18	-0.28	2.83	4.61	10.91	-15.32	-16.28												
CONE SUD	1.60	-0.17	-0.46	2.52	0.21	-5.36	1.55	3.19	-2.81	-10.97	-11.83												
AMERIQUE LATINE	2.27	0.56	0.42	1.44	-0.23	-3.16	2.27	1.53	-1.31	-6.03	-2.61												

SOURCE : FAO

C. Amérique latine et Caraïbes: La crise économique et les perspectives de l'agriculture

218. Les années 80 ont été critiques pour la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Leur bilan économique, qui est loin d'être réjouissant, est présenté au Tableau 2-3. Les faits saillants sont les suivants:

- Sur le plan socio-économique, les années 80 ont été une «décennie perdue». En moyenne annuelle, le PIB a augmenté de moins de 0,5 pour cent entre 1980 et 1986 et il a diminué de près de 2 pour cent par habitant. Au milieu des années 80, le PIB de 12 pays sur 30 était inférieur à la moyenne de la fin des années 70 et le PIB par habitant n'était en hausse que dans neuf pays.
- La croissance du PIB s'est accélérée durant la période 1984-1986, jusqu'à dépasser 3,5 pour cent par an, mais, selon les estimations, elle est retombée en 1987 à 2,5 pour cent.
- La situation s'est encore dégradée en 1988. En moyenne, la croissance économique a été inférieure à 1 pour cent et l'inflation a atteint des niveaux sans précédent.
- Le PIB agricole a augmenté beaucoup plus vite que le PIB total mais moins que la population et que la demande. Rapporté à la population active dans l'agriculture, il a peu progressé.
- L'expansion de la production agricole, très forte en 1980 et surtout en 1981, a considérablement ralenti en 1982 et en 1983. Les années suivantes ont été marquées par une reprise très inégale, avec des résultats à nouveau désastreux en 1986, d'excellentes récoltes en 1987, puis une nouvelle chute en 1988.
- Les exportations de marchandises se sont beaucoup accrues en volume mais ont diminué en valeur à cause de la dégradation des termes de l'échange. Le volume des exportations agricoles a un peu augmenté mais les recettes tirées de ces exportations ont stagné. La dégradation des termes de l'échange a été au total de 15 pour cent entre 1981 et 1987. En ce qui concerne la croissance des importations en valeur, on observe globalement une stagnation. Dans certains pays et à certaines périodes (notamment en 1982 et 1983), la réduction des importations, y compris de produits alimentaires, a été très forte. Selon les estimations, les exportations ont nettement repris en 1987 (14 pour cent de hausse), ce qui a en partie compensé le recul très marqué des années précédentes. D'après des estimations encore provisoires, les exportations ont de nouveau beaucoup progressé en 1988 (d'environ 10 pour cent en volume et de 15 pour cent en valeur) et la valeur des importations devrait être en hausse de 10 pour cent.
- La dette extérieure s'est encore un peu alourdie en 1987 et 1988. Le ratio du service de la dette a globalement diminué en 1987 mais a beaucoup augmenté en 1988. En 1987, le transfert net de ressources vers le reste du monde s'est un peu réduit tout en représentant encore une part considérable de la valeur des exportations: 16 pour cent selon la Commission économique des

Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes. La situation s'est dégradée en 1988: le pourcentage a avoisiné 25 pour cent à cause de la forte contraction des afflux nets de capitaux et de l'augmentation des paiements pour le service de la dette.

219. Ces résultats, qui témoignent de la gravité de la crise économique de la région dans les années 80, ont conduit à réexaminer les stratégies de développement et le rôle de l'agriculture et du secteur rural, et à étudier des politiques propres à garantir un développement plus durable, notamment dans le secteur agricole et rural<sup>9</sup>.

220. La déception suscitée par les déboires économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes est à la mesure des espoirs que l'on avait placés, avant 1980, dans l'avenir de cette région. Entre la fin de la seconde guerre mondiale et la fin des années 70, elle semblait en effet capable de soutenir une croissance économique rapide, propre à assurer son développement. De l'avis de certains experts, elle était bien partie pour rattraper assez vite le niveau de vie des pays industrialisés. Le sort des populations s'améliorait, comme en témoignaient l'augmentation des disponibilités alimentaires par habitant et de l'espérance de vie, la diminution de la mortalité infantile ou encore la scolarisation dans les écoles primaires.

221. Malheureusement, dans les années 80, des facteurs extérieurs et notamment la dégradation des termes de l'échange et le problème de la dette ont empêché la région de poursuivre sur sa lancée. Ils ont fait ressortir les faiblesses structurelles de l'économie des pays de la région et montré que les stratégies de développement appliquées jusque-là n'étaient plus viables.

222. Les facteurs extérieurs qui ont ruiné les espoirs de développement de la région dans les années 80 sont les suivants:

- Les transferts nets de capitaux sont devenus négatifs à compter du début des années 80 à cause de la chute brutale des prêts extérieurs privés et de l'alourdissement du service de la dette, imputable principalement à la hausse des taux d'intérêt internationaux.
- Les prix de la plupart des principaux produits primaires exportés par la région ont beaucoup baissé.

223. Outre l'effet de ces facteurs extérieurs, la région a eu le plus grand mal à faire face aux problèmes économiques des années 80 à cause de la mauvaise orientation des stratégies de développement. La plupart des pays avaient misé sur l'industrialisation, au détriment de l'agriculture et du développement économique et social du monde rural, de sorte que leur économie était très vulnérable aux soubresauts des marchés internationaux.

224. Dans la région, la plupart des stratégies de développement étaient notamment caractérisées par la volonté d'accroître la production d'articles manufacturés afin de réduire les importations. Les monnaies étaient surévaluées et les importations de produits industriels étaient freinées par

<sup>9</sup> La FAO a présenté à la vingtième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (en octobre 1988) une étude du potentiel de développement agricole et rural de la région.

des mesures tarifaires ou des contingentements, voire carrément interdites. Ces politiques de substitution des importations étaient d'ordinaire axées sur des segments étroits du marché intérieur. Elles privilégiaient les villes, aux dépens des zones rurales et de l'agriculture. L'industrie s'est effectivement développée mais souvent, à cause de son inefficacité et de ses prix de revient, elle s'est montrée incapable de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux et donc d'exporter suffisamment pour stimuler la croissance. Ces industries protégées ont en fait continuellement eu besoin de fonds pour importer des équipements, des intrants, des techniques.

225. En théorie, les financements auraient pu provenir des secteurs traditionnellement exportateurs (c'est-à-dire, dans la plupart des pays, l'agriculture ou les mines) mais, dans la pratique, ils ont pris de plus en plus la forme d'emprunts - d'où gonflement de la dette. Beaucoup de banques étrangères, qui disposaient d'un excédent de liquidités dans les années 70, ne demandaient pas mieux que de prêter de l'argent à la région.

226. Bien que les gouvernements aient fait peu de cas de l'agriculture, la croissance de ce secteur a été de 3,0-3,5 pour cent par an durant les années 60 et 70, ce qui a permis à beaucoup de pays d'engranger les devises et de contenir les importations alimentaires. Toutefois, cette expansion s'est accompagnée dans la plupart des pays par une aggravation du dualisme agricole. On a vu se développer de grandes et moyennes exploitations modernes, utilisant des techniques améliorées et de plus en plus d'intrants et travaillant essentiellement pour l'exportation et les marchés urbains. Les petits paysans sont restés à l'écart du progrès et ont continué à produire par des moyens traditionnels des aliments de base tels que le manioc, le haricot ou le maïs. Le nombre de petites exploitations s'est accru et leur taille a diminué.

227. Malgré certaines exceptions (dans quelques pays, les petits paysans travaillaient beaucoup pour l'exportation ou pour le ravitaillement des villes), la petite agriculture, bien que prédominante, est restée sous-développée dans la plupart des pays, d'où beaucoup de pauvreté rurale. Ce système dans lequel la petite agriculture, de même d'ailleurs que l'économie urbaine souterraine, jouait le rôle de réserve de main-d'oeuvre excédentaire pour des secteurs plus modernes, était inéquitable et rendait l'économie très vulnérable aux facteurs externes. On l'a bien vu au début des années 80, quand les prix des principaux produits exportés par la région ont chuté et que les créanciers étrangers qui avaient financé le développement industriel se sont désengagés.

228. La crise économique des années 80 a montré que l'agriculture a un rôle capital à jouer dans le développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Quand les financements internationaux se sont taris, l'industrie s'est trouvée plongée dans une très grave crise tandis que l'agriculture a mieux résisté parce qu'elle produit surtout des aliments, qu'elle a besoin de peu d'intrants importés et qu'il s'agit pour une bonne part d'une agriculture de subsistance. En outre, les nouvelles politiques macro-économiques adoptées dans le cadre des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel conduisent l'agriculture à jouer un plus grand rôle dans le commerce extérieur (développement des exportations et remplacement des importations). Enfin, le développement de l'agriculture peut beaucoup aider à combattre la misère étant donné que la plupart des pauvres sont des ruraux.



229. Tous ces facteurs - la résistance de l'agriculture à l'instabilité internationale, son potentiel d'exportation et de remplacement des importations, son rôle dans la lutte contre la misère et la faim - ont conduit à réexaminer les stratégies de développement. Une plus grande place est désormais faite à l'agriculture et au développement rural. La région est relativement riche en ressources naturelles, très diverses, d'où la possibilité d'exploiter toutes sortes de marchés. Enfin, des politiques de réforme agraire et de redistribution des terres, propres à favoriser la croissance dans l'équité, devraient être très rentables compte tenu de la distribution actuellement très inéquitable des terres et des autres facteurs de production dans la région Amérique latine et Caraïbes.

Des décisions délicates sont nécessaires pour relancer l'agriculture

230. Pour relancer l'économie de la région Amérique latine et Caraïbes, il faudra que la demande de produits agricoles de cette région s'accroisse substantiellement. Le potentiel d'expansion de cette demande - qu'elle soit intérieure ou extérieure - est considérable mais il reste à surmonter d'énormes obstacles politiques.

231. On s'attend à ce que la croissance démographique ne soit plus que de l'ordre de 2 pour cent par an jusqu'à la fin du siècle (contre environ 2,3 pour cent durant la période 1980-1985). Pour stimuler la demande intérieure, il faudra donc améliorer le pouvoir d'achat des groupes à bas revenu. Si les tendances actuelles persistent, le revenu par habitant n'augmentera que très lentement. Seule une croissance économique plus forte et plus équitable pourrait fournir l'impulsion voulue. Cela exigerait des choix politiques, par exemple une réforme agraire que la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont jusqu'ici pas voulu ou pas pu entreprendre.

232. En moyenne annuelle, la croissance de la demande alimentaire de la région a été de l'ordre de 3,3 pour cent durant les années 60 et 70, mais elle est tombée à 1,9 pour cent durant la période 1980-1986, principalement à cause de l'aggravation de la pauvreté. Selon la FAO, pour réduire la malnutrition de 10 pour cent d'ici l'an 2000 - ce qui est déjà un objectif bien modeste -, il faudrait que la ration alimentaire passe de 2 700 à 2 900 kcal, soit une augmentation de 200 kcal. Cela suppose une croissance de 2,8 pour cent par an de la demande alimentaire intérieure, soit moins que dans les années 70 mais beaucoup plus que ces dernières années.

233. Une telle amélioration ne sera possible que si le revenu par habitant augmente et si les gouvernements réorientent leurs politiques en vue d'une répartition plus équitable des richesses et des revenus, afin que les pauvres puissent consommer plus.

234. Les exportations pourraient également beaucoup stimuler l'agriculture de l'Amérique latine et des Caraïbes mais les politiques internationales actuelles rendent cela improbable. La région exporte environ 20 pour cent de sa production végétale et animale mais la demande de l'Europe orientale et de l'URSS ainsi que des pays en développement restera structurellement faible, du moins à court et moyen terme, et l'expansion des exportations à destination des pays développés à économie de marché est freinée par plusieurs facteurs (croissance démographique faible, consommation déjà élevée, protectionnisme agricole).

235. En théorie, la consommation et les importations des autres régions en développement et de l'Europe orientale pourraient énormément s'accroître mais il est peu probable que les exportations de l'Amérique latine et des Caraïbes dans ces pays augmentent beaucoup. En dehors de quelques produits tels que le sucre, ces pays n'absorbent que le tiers environ des exportations agricoles de la région, et la faible croissance de leurs revenus ainsi que leurs problèmes de balance des paiements continueront à freiner leurs importations au cours des années à venir.

236. Il n'y a guère que les pays développés à économie de marché qui, dans l'immédiat, pourraient permettre à la région de relancer ses exportations. Encore faudrait-il qu'ils réduisent les restrictions appliquées à leurs importations agricoles. Il faudrait aussi probablement qu'ils amputent largement leurs politiques de soutien agricole. Ces politiques sont à l'origine d'énormes excédents qui sont écoulés sous forme d'aide alimentaire ou à des prix très subventionnés sur les marchés mondiaux et qui réduisent d'autant les débouchés de la région dans les pays tiers.

237. Une reprise des exportations agricoles de la région est donc improbable, à moins que les pays industrialisés n'ouvrent leurs marchés à certains des principaux produits exportés par l'Amérique latine et les Caraïbes (céréales, viande de boeuf, graines oléagineuses, huiles végétales, sucre, agrumes) et qu'ils subventionnent moins les produits qu'ils vendent sur les marchés mondiaux. La plupart des pays développés trouveraient une telle libéralisation très difficile sur le plan politique. Toutefois, il n'est pas impossible que des progrès soient réalisés au cours des négociations commerciales multilatérales actuellement en cours sous l'égide du GATT.

#### D. Proche-Orient: Des progrès inégaux

238. Comme le montre le Tableau 2-4, les progrès de l'économie et de l'agriculture ont été inégaux au Proche-Orient durant les années 80. Les faits saillants sont les suivants:

- Le PIB des pays exportateurs de pétrole a diminué tandis que celui des autres pays a augmenté.
- La valeur des exportations, exception faite de celles des pays à moyen revenu, a beaucoup diminué. La baisse a été de 15,4 pour cent pour les pays exportateurs de pétrole.
- La production agricole n'a pas réussi à suivre le rythme de la croissance démographique. Cela a été le cas dans toutes les catégories de pays et surtout dans les pays à bas revenu durant la période de 1981-1987.
- En valeur, les exportations agricoles de certains pays à moyen revenu et exportateurs de pétrole ont nettement augmenté. Celles des autres pays ont diminué ou peu progressé. En volume, les importations alimentaires ont augmenté plus vite que dans n'importe quelle autre région en développement.

TABLEAU 2-4. PROCHE-ORIENT: QUELQUES INDICATEURS DES REALISATIONS DANS LES SECTEURS ECONOMIQUE ET AGRICOLE, PAR GROUPE DE PAYS, 1981-88

PAYS ET GROUPES DE PAYS	POPULA- TION %		ACTIFS AGRICOLES % VARIA- TION		PIB % VARIA- TION		PIB AGRICOLE % VARIA- TION		EXPORTA- TION % VARIA- TION		IMPORTA- TION % VARIA- TION		PRODUCTION AGRICOLE % VARIA- TION		EXPORTA- TION % VARIA- TION		IMPORTA- TION % VARIA- TION		PRODUITS AGRICOLES % VARIA- TION															
	81-88	80-86	81-88	80-86	81-87	80-86	81-87	80-86	81-87	81-87	80-86	81-87	81-87	80-86	81-87	81-87	80-86	81-87	81-87	80-86	81-87													
EMIRATS ARABES UNIS	5.22	-1.29	-4.96	11.38	-2.90	-2.57	0.0	0.0	0.0	-2.43	2.13	11.54	5.13	2.53	-0.06	12.47	-9.79	-2.41	0.0	0.0	-2.50	1.93	6.96											
KOWEIT	4.20	3.09	-2.42	-	1.09	9.76	0.0	0.0	0.0	3.42	6.41	15.60	4.89	1.73	-2.47	11.53	-6.01	-1.17	0.0	-3.31	2.30	9.66												
REVENU ELEVE	3.86	-0.85	-5.75	5.65	-16.21	-3.56	7.46	5.85	0.0	-2.51	2.45	2.88	0.38	-	1.71	-0.84	3.18	-0.15	24.93	2.00	6.10	4.13	1.94	-5.62	9.54	-17.50	-4.65	7.49	32.24	6.33	-0.65	9.67		
LIBYE	3.54	-0.41	-	-	-13.88	-9.56	3.44	5.37	15.85	0.01	6.79	EXPORTATEURS DE PETROLE	3.25	0.56	-5.88	8.47	-15.43	-5.43	3.03	2.97	12.03	-0.70	6.68											
IRAN	1.15	-1.23	5.43	1.30	3.02	3.29	-0.71	8.92	3.78	0.70	8.33	CHYPRE	2.40	1.37	4.90	1.62	6.99	21.66	4.65	1.34	1.66	7.48	EGYPTE	3.66	0.45	1.90	-1.55	13.65	-6.78	0.74	12.07	-1.68	4.43	16.23
ARABIE SAOUDITE	2.08	0.28	5.10	3.48	21.42	9.11	1.94	2.47	5.41	29.06	67.56	TURQUIE	0.81	-2.43	-	-	-13.19	-6.99	1.66	4.05	-8.73	-3.71	LIBAN	3.87	-1.00	5.59	-0.14	3.00	-0.06	2.63	3.12	-6.27	1.58	1.16
JORDANIE	2.38	0.59	4.64	2.34	10.33	7.41	2.16	3.46	2.28	6.02	6.97	REVENU MOYEN	2.90	0.50	-	-	-2.90	0.90	1.53	0.41	-1.64	-2.97	YEMEN DEMOCRATIQUE	2.82	1.87	3.14	0.28	13.95	-5.59	1.47	1.79	1.92	-5.32	4.84
AFGHANISTAN	2.21	1.08	-	-	5.26	13.26	0.77	-4.33	1.15	4.03	13.72	AFGHANISTAN	2.21	1.08	-	-	5.26	13.26	0.77	-4.33	1.15	4.03	SOUDAN	2.91	1.18	3.54	7.44	-1.22	-9.63	1.54	12.04	-0.28	-2.78	12.00
SOUDAN	2.63	1.21	3.36	5.51	-1.34	-3.15	1.57	2.24	-0.91	-4.53	4.81	REVENU BAS	2.74	0.76	-1.39	3.30	-10.63	-1.10	2.22	3.18	1.51	1.27	6.75											
PROCHE-ORIENT	1.99	1.34	2.60	3.79	-2.56	0.47	3.08	2.66	-0.37	-1.79	2.72	TOUTES REGIONS	1.99	1.34	2.60	3.79	-2.56	0.47	3.08	2.66	-0.37	-1.79	2.72											

SOURCE: FAO

239. Après le net recul provoqué en 1986 par la chute des prix du pétrole, l'activité économique a un peu repris dans la région en 1987. Selon les estimations, la production, qui avait baissé de 3 pour cent en 1986, a augmenté de 2,5 pour cent. Elle n'en est pas moins restée inférieure de presque 3 pour cent à son niveau de 1985, et la baisse ou la stagnation des revenus réels, amorcée au début des années 80, s'est poursuivie. Il est improbable que la légère amélioration de la production en 1987 marque un changement fondamental vers une reprise soutenue.

240. L'effondrement des prix du pétrole, de 28 dollars le baril au début de janvier 1986 à 9,2 dollars à la fin de juillet de la même année, a gravement amputé les recettes des pays exportateurs de pétrole. La discipline de production imposée par l'OPEP a ensuite permis de maintenir le prix de référence à 17 dollars le baril pendant la plus grande partie de 1987 mais, en 1988, les prix sont retombés à 14 dollars en moyenne. Les recettes pétrolières ont diminué de 30 pour cent en 1986 mais ont augmenté de presque 13 pour cent en 1987. Cette amélioration, bénéfique pour la balance courante et le budget, n'a pas fait pour autant revenir la confiance. L'investissement et la consommation privée n'ont pas repris, pas plus que l'exode de capitaux ne s'est ralenti. Pour enrayer cette hémorragie, plusieurs pays ont émis un nombre accru de bons du Trésor.

241. Le volume des importations a probablement continué à diminuer en 1987 après s'être contracté de près de 2 pour cent par an entre 1980 et 1986. Pour les pays exportateurs de pétrole, la baisse a été beaucoup plus marquée: environ 10 pour cent. Les importations des autres pays ont chuté de 13 pour cent en 1986. Il est douteux qu'elles aient beaucoup progressé depuis, compte tenu de la politique de compression des importations adoptée par ces pays dans le cadre de leurs programmes d'ajustement structurel. La production et l'investissement - et donc la capacité future de production - se sont probablement beaucoup ressentis de la réduction des importations d'intrants.

#### Ajustement structurel

242. La violence et la durée des chocs extérieurs depuis la fin des années 70 ont conduit plusieurs pays non exportateurs de pétrole à se lancer dans des politiques d'ajustement pour essayer de réduire le gros déficit de leur balance courante. Ces pays ont pris des mesures à court terme pour comprimer la demande afin de freiner les importations et se sont surtout employés, dans une optique à plus long terme, à ajuster l'offre afin de stimuler les exportations de produits agricoles et, dans certains cas, d'énergie.

243. Ces pays pensaient pouvoir étaler ainsi la période d'ajustement, d'une part, parce qu'ils pouvaient compter sur des ressources financières extérieures et, d'autre part, parce qu'ils n'imaginaient pas la dégradation des marchés internationaux qui s'est produite dans les années 80 et qui a porté un rude coup à la plupart de leurs exportations. Ils se sont activement employés à promouvoir l'agriculture et le secteur énergétique en espérant que la baisse des recettes d'exportation ne serait que temporaire et que les marchés internationaux resteraient ouverts.

244. La montée du protectionnisme et la fin du crédit «facile» ont contraint ces pays à se lancer dans des programmes d'ajustement plus douloureux, fondés avant tout sur une compression de la demande et des importations. Cette politique a coûté très cher en termes de production et d'emploi et s'est accompagnée d'une baisse des salaires réels, d'une forte hausse des taux d'intérêt, d'une réduction ou d'une suppression pure et simple des subventions et d'un effondrement de la consommation dans les couches sociales les plus pauvres. Beaucoup de programmes d'ajustement sont donc très impopulaires et certains gouvernements ont du mal à s'assurer le soutien politique nécessaire pour les mener à bien.

#### Evolution de l'agriculture

245. Après avoir globalement stagné en 1987, la production agricole a augmenté de 3,2 pour cent en 1988. Cette moyenne régionale masque toutefois des tendances divergentes: dans plusieurs pays, la production s'est nettement redressée en 1987, après un recul l'année précédente. Selon des estimations provisoires, la production de l'Arabie saoudite aurait augmenté de 32 pour cent mais il est possible que ces estimations doivent être révisées en baisse. La reprise a également été très marquée au Soudan et en Iraq grâce principalement à de bonnes récoltes de céréales. Dans des pays comme la République arabe syrienne, le Yémen ou la Turquie, où l'agriculture pluviale couvre environ 70 pour cent de la superficie cultivée, la production agricole a fléchi en 1987 à cause principalement des mauvaises conditions météorologiques. Elle s'est améliorée en 1988 grâce à un temps plus favorable. En Egypte, la production a été plus stable grâce à l'irrigation, mais même ce pays reste vulnérable à la sécheresse - ainsi, en 1988, les agriculteurs ont manqué d'eau dans le bassin du Nil.

#### Des réformes sont indispensables pour stimuler l'investissement agricole

246. Pour accélérer la croissance de l'économie et de l'agriculture au Proche-Orient, il faut avant tout relancer l'investissement privé et public. En théorie, on peut compter pour cela, soit sur l'épargne intérieure, soit sur les capitaux étrangers. Des réformes ont déjà été entreprises pour stimuler ces deux sources d'investissement mais il reste beaucoup à faire. Les revenus sont généralement bas et stagnant, ce qui limite l'épargne intérieure. Les investissements étrangers, s'ils sont prêts à faire crédit à la plupart des pays exportateurs de pétrole, se montrent en revanche plus méfiants à l'égard des pays endettés non exportateurs de pétrole.

247. Il est donc essentiel que les pays du Proche-Orient adoptent des politiques propres à stimuler l'épargne et à attirer les capitaux étrangers, publics ou privés. Les pays non exportateurs de pétrole doivent accroître leurs recettes d'exportation, à la fois pour améliorer l'épargne intérieure et pour regagner la confiance des investisseurs étrangers. Malheureusement, malgré la hausse récente des prix de différents produits primaires, les marchés de beaucoup des produits qu'ils exportent demeurent déprimés. Sans une amélioration des recettes d'exportation, propre à stimuler la croissance des revenus et de l'épargne et à permettre à ces pays de retrouver leur crédit, les perspectives d'investissement resteront médiocres.

248. L'agriculture est un secteur prioritaire dans la plupart des pays de la région. Un certain nombre de mesures ont déjà été prises pour stimuler son développement. Les pays exportateurs de pétrole ont beaucoup investi dans l'infrastructure agricole et offert à leurs agriculteurs de généreuses subventions. Les autres pays ont également adopté des mesures propres à stimuler la production ainsi que l'investissement privé dans l'agriculture.

249. Il n'empêche qu'un certain nombre d'autres réformes sont nécessaires pour que la région puisse exploiter à plein son potentiel agricole:

- L'irrigation est la clef du développement agricole. Malheureusement, la plupart des pays manquent de devises pour de grands travaux d'amélioration et il est peu probable qu'ils reçoivent suffisamment de capitaux étrangers. Les pays de la région doivent s'efforcer d'aller aussi vite que leurs ressources financières le leur permettent et peser avec soin leurs investissements afin d'en tirer un maximum de rentabilité.
- Il faudrait aussi prendre différentes mesures propres à améliorer la rentabilité de l'agriculture et notamment relever les prix à la production et réduire le coût des intrants. Les réformes institutionnelles devraient s'intensifier pour mettre les agriculteurs à l'abri de problèmes tels que la dégradation de l'environnement, la sécheresse ou la désertification. Ces mesures feraient augmenter les revenus agricoles, ce qui stimulerait l'épargne intérieure et l'investissement, et elles auraient surtout pour avantage d'attirer les capitaux étrangers.
- Le renforcement et la rationalisation des services de recherche et de vulgarisation aideraient beaucoup à améliorer la production agricole ainsi que le niveau de vie des ruraux et auraient également un effet positif sur l'investissement. Une amélioration de ces services permettrait de résoudre beaucoup de problèmes techniques qui freinent la production, sans que cela coûte très cher. Beaucoup de pratiques agricoles améliorées et d'innovations techniques restent hors de portée des agriculteurs simplement parce que l'on manque de chercheurs et de vulgarisateurs qualifiés.
- Enfin, la capacité de plusieurs pays de la région de formuler, exécuter et suivre des politiques, plans, programmes et projets de développement agricole est insuffisante, ce qui nuit souvent à l'investissement dans l'agriculture.

E. Europe orientale et URSS

L'impact de la réforme économique

250. Le vaste programme de réforme économique lancé par l'Union soviétique en 1985 a donné un puissant élan à des changements analogues en Europe orientale, et notamment en Hongrie, en Bulgarie et en Pologne. La nouvelle orientation de la politique soviétique a bouleversé l'environnement économique et agricole et a eu des répercussions sur tous les pays à économie planifiée d'Europe orientale.

Situation économique

251. L'expansion économique s'est poursuivie dans la région Europe orientale et URSS même si la croissance du produit matériel net (PMN) de cette région est tombée en 1987 à 2,6 pour cent, contre près de 4 pour cent en moyenne annuelle entre 1983 et 1986 (Tableau 2.5)<sup>10</sup>. L'expansion du PMN a ralenti dans tous les pays, sauf en Hongrie. En Bulgarie, elle a certes été moins forte qu'en 1986 (5,3 pour cent) mais néanmoins très dynamique (5,1 pour cent). Le ralentissement général de la croissance du PMN en 1987 s'explique principalement par les mauvais résultats de l'agriculture, d'autant plus qu'ils se sont répercutés sur les agro-industries.

252. En 1987, les prix à la consommation ont continué à augmenter modérément en URSS (1,6 pour cent) et ils n'ont pratiquement pas varié en Tchécoslovaquie (0,1 pour cent). En revanche, l'inflation s'est accélérée en Pologne (17,3 pour cent en 1986, 26 pour cent en 1987 et probablement encore plus en 1988) ainsi qu'en Hongrie (de 5,3 pour cent à 8,6 pour cent en 1987). Dans ces deux pays, cette détérioration est en partie le résultat de la réforme des politiques de prix.

253. En 1987, le volume des exportations de la région a augmenté plus vite que la production (3,1 pour cent) mais moins qu'en 1986 où la progression avait été de 5,0 pour cent. Le volume des importations a une nouvelle fois diminué à cause de la forte contraction de la demande d'importation en URSS et en Roumanie. La balance commerciale de la région est ainsi redevenue excédentaire, après la parenthèse de 1986.

254. Selon des données encore provisoires, l'activité économique, morose en 1987, aurait nettement repris en 1988 dans la région prise dans son ensemble. Au premier semestre de 1988, la croissance de la production aurait ainsi été de l'ordre de 4,8 pour cent en rythme annuel, avec une augmentation de 4,6 pour cent de la production industrielle. Si ce rythme se maintient, le taux de croissance de 1988 sera le plus élevé depuis 1980.

255. Malgré cette accélération, plusieurs problèmes continuent à freiner les réformes et les changements structurels vont moins vite que prévu dans le secteur industriel. Les gains de productivité n'ont pas été à la mesure de la forte croissance des investissements, à l'origine de la reprise de 1988. En URSS, les programmes de réforme économique continuent de se heurter à toutes sortes d'obstacles. C'est notamment vrai de la gestion des entreprises qui ont du mal à s'adapter à la décentralisation des décisions.

<sup>10</sup> La principale différence entre le PMN et le PIB est que le premier exclut la valeur de la consommation de capital fixe et de services non matériels (administration publique, services personnels et spécialisés, etc.).

TABLEAU 2-5. EUROPE ORIENTALE ET URSS: VARIATION ANNUELLE DE DIVERS INDICATEURS, 1981-87

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	..... % .....						
<b>Produit matériel net a/</b>							
Bulgarie	5.0	4.2	3.0	4.6	1.8	5.3	5.1
Tchécoslovaquie	-0.1	0.2	2.3	3.5	3.0	2.6	2.0
Allemagne, Rép. dém. d'	4.8	2.6	4.6	5.5	5.2	4.3	3.6
Hongrie	2.5	2.6	0.3	2.5	-1.4	0.9	2.3
Pologne	-12.0	-5.5	6.0	5.6	3.4	4.9	2.0
Roumanie	2.2	2.7	3.7	7.7	5.9	7.3	4.8
URSS	3.3	3.9	4.2	2.9	3.5	4.1	2.3
Europe orientale et URSS	1.7	2.8	4.1	3.6	3.5	4.2	2.6
<b>Prix à la consommation</b>							
Bulgarie	0.4	0.3	1.4	0.7	1.7	3.5	...
Tchécoslovaquie	0.9	4.7	1.1	0.9	1.3	0.4	0.1
Allemagne, Rép. dém. d'	0.2	-	-	-	-0.1	-	-
Hongrie	4.6	6.9	7.3	8.3	7.0	5.3	8.6
Pologne	24.4	101.5	23.0	15.8	14.4	17.3	26.0
Roumanie	2.0	17.0	5.5	0.9	-0.4	-0.1	-
URSS	1.4	3.4	0.7	-1.3	0.7	2.0	1.6
Europe orientale et URSS	...	...	...	...	...	...	...
<b>Volume des exportations</b>							
Bulgarie	8.4	11.3	4.4	11.6	3.9	-5.5	3.3
Tchécoslovaquie	0.5	6.1	5.7	8.5	2.6	1.8	3.7
Allemagne, Rép. dém. d'	8.4	5.4	10.6	2.1	2.1	0.5	0.8
Hongrie	2.6	7.3	9.4	5.8	-0.3	-2.2	3.7
Pologne	-19.0	8.7	10.3	9.5	1.3	4.6	4.6
Roumanie	11.3	-8.3	3.2	15.9	0.3	8.9	-3.2
URSS	1.9	4.5	3.3	2.5	-4.0	9.3	4.2
Europe orientale et URSS	1.4	4.8	5.4	5.5	-0.9	5.0	3.1
<b>Volume des importations</b>							
Bulgarie	9.3	3.2	5.2	5.6	11.7	-3.8	1.8
Tchécoslovaquie	-6.9	2.9	2.0	4.8	4.6	2.9	4.3
Allemagne, Rép. dém. d'	-1.3	-4.7	5.3	3.6	3.1	4.7	2.3
Hongrie	0.1	-0.1	3.9	0.1	1.1	2.1	3.2
Pologne	-16.9	-13.7	5.2	8.6	7.9	3.6	4.9
Roumanie	-7.2	-22.4	-3.8	10.5	8.5	15.0	-17.6
URSS	6.4	9.7	4.0	4.4	4.6	-5.0	-2.2
Europe orientale et URSS	-0.1	1.3	3.7	4.9	5.3	-0.6	-0.8

a/ La principale différence entre le produit matériel net et le produit intérieur brut est que le premier exclut la valeur de la consommation de capital fixe et de services non matériels (administration publique, services personnels et spécialisés, etc.).

Source: ONU/CEE, Etude sur la situation économique de l'Europe en 1987-88, New York, 1988.



La production agricole en 1987

256. En 1987, pour la première fois depuis 1981, la production agricole de la région a diminué. La baisse a été assez modérée en URSS (1,0 pour cent) mais beaucoup plus marquée (3,4 pour cent) en Europe orientale (tableau 2.6). La production végétale de la région a fléchi de presque 3 pour cent et la production animale n'a guère augmenté. Globalement, la production de céréales est restée pratiquement inchangée. C'est pour les pommes de terre et les fruits que la baisse a été la plus marquée (respectivement 10 pour cent et environ 20 pour cent).

257. En Bulgarie, la production agricole a diminué de 4,5 pour cent en 1987 à la suite de conditions météorologiques particulièrement défavorables qui ont toutefois causé moins de dommages qu'en 1985. La production de toutes les grandes cultures a chuté tandis que la production animale est restée stable. Pour que les récoltes de céréales soient moins tributaires des précipitations, le gouvernement a débloqué en 1988 des crédits supplémentaires très importants pour développer et étendre l'irrigation.

258. En Tchécoslovaquie, la production agricole a baissé de 11,2 pour cent en 1987, malgré une augmentation pour les céréales et les oléagineux. Le gouvernement a donné la priorité des priorités à la céréaliculture, ce qui a permis au pays d'importer beaucoup moins de grains, notamment pour l'alimentation animale. Dans le cadre des réformes économiques en cours, on s'emploie à restructurer de fond en comble la gestion et l'organisation de l'agriculture et des agro-industries. L'objectif est d'améliorer le rapport coût-efficacité et d'encourager les agriculteurs par des incitations économiques.

259. En République démocratique allemande, la production agricole est restée stable en 1987 malgré un léger tassement pour les céréales: 11,5 millions de tonnes en 1987, contre 11,7 millions de tonnes en 1986. Toutefois, les rendements de la céréaliculture restent très élevés: 45-46 quintaux à l'hectare. Alors que des réformes ont été entreprises dans le reste de l'Europe orientale en vue de faire plus de place aux forces du marché, le Gouvernement de la République démocratique allemande a réaffirmé en juin 1987 le rôle fondamental des coopératives et des fermes d'Etat. Il a par ailleurs souligné que l'intensification de l'agriculture doit permettre de conserver les ressources naturelles et de préserver l'environnement.

260. En Hongrie aussi, la production agricole a été globalement stable en 1987. La production céréalière, qui avait atteint un niveau record en 1984 (14,1 millions de tonnes), a continué à baisser, à cause principalement de la diminution des rendements. L'objectif pour 1988 était de réduire les superficies cultivées en blé au profit du maïs et des cultures fourragères. En septembre 1987, le Parlement a adopté un programme triennal de stabilisation qui vise à ouvrir l'économie hongroise sur les marchés mondiaux. Ce programme, principalement basé sur une réforme des prix et de la fiscalité, est entré en application en janvier 1988.

TABLEAU 2-6. EUROPE ORIENTALE ET URSS: VARIATION ANNUELLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, 1985-88

	1985	1986	1987	1988 <u>b/</u>
	..... % .....			
<b><u>Production agricole</u></b>				
Bulgarie	-11.6	11.4	-4.5	3.7
Tchécoslovaquie	-0.1	3.7	-11.1	-0.6
Allemagne, Rép. dém. d'	6.1	2.6	0.4	1.4
Hongrie	-5.8	1.6	0.2	1.0
Pologne	2.3	6.4	-3.6	0.2
Roumanie	-5.7	13.5	-1.4	-3.1
URSS	0.7	6.6	-1.0	1.6
Europe orientale et URSS <u>a/</u>	0.5	7.3	-2.0	1.1
<b><u>Production alimentaire</u></b>				
Bulgarie	-12.0	12.9	-5.7	3.9
Tchécoslovaquie	-0.1	3.9	-11.2	-0.6
Allemagne, Rép. dém. d'	6.3	2.9	0.1	1.3
Hongrie	-5.8	1.6	0.1	1.0
Pologne	2.1	6.5	-3.3	0.5
Roumanie	-5.7	13.7	-1.4	-3.3
URSS	0.2	7.3	-0.7	1.4
Europe orientale et URSS <u>a/</u>	0.1	7.9	-1.9	0.9

a/ Y compris l'Albanie.

b/ Chiffres préliminaires.

Source: FAO.

261. En 1987, après sept ans de croissance continue, la production agricole de la Pologne a diminué de 3,6 pour cent à cause principalement de conditions météorologiques défavorables. L'hiver, très rigoureux, a détruit 25 à 30 pour cent des vergers, d'où une diminution de près de moitié de la production de fruits. En revanche, la production céréalière a atteint le niveau record de 26 millions de tonnes. Les réformes économiques qui visent à laisser aux forces du marché un plus grand rôle dans la détermination des prix agricoles se sont accompagnées d'une forte réduction des subventions agricoles. Il est par ailleurs prévu de réduire progressivement la subvention des intrants agricoles d'origine industrielle.

262. En Roumanie, la production agricole, caractérisée par d'amples fluctuations d'une année sur l'autre, a diminué de 1,4 pour cent en 1987. Toutefois, une nouvelle récolte record de céréales a été rentrée (plus de 30 millions de tonnes) grâce à l'amélioration des rendements. Ainsi, la production céréalière aura augmenté au total de 36-37 pour cent en l'espace de deux ans. Le Plan 1988 vise à un fort accroissement de la production agricole et notamment à une augmentation de la production céréalière grâce à l'extension des superficies et à l'introduction de nouvelles semences hybrides. Il prévoit aussi une expansion de la production animale grâce à un accroissement du cheptel et à un meilleur taux de reproduction. Toutefois, la volonté de rembourser d'ici 1990 l'énorme dette du pays freine beaucoup les investissements. Au milieu de 1987, la dette n'était plus que de 3 milliards de dollars; le gouvernement entend la réduire encore en stimulant les exportations et en rationnant la consommation d'énergie et de denrées alimentaires.

263. En URSS, après les bonnes récoltes de 1986, la production agricole est restée stable en 1987. La baisse de la production végétale a été compensée par un accroissement de la production animale. Malgré un léger tassement de la production agricole totale, la récolte de céréales a été bonne: elle a atteint 211,3 millions de tonnes, contre 210 millions l'année précédente. Pour la première fois, elle a donc dépassé deux années de suite la barre des 200 millions de tonnes. Pourtant, les conditions météorologiques ont été défavorables dans certaines régions tant en 1986 qu'en 1987. Les semis et la récolte ont souffert d'un hiver très rigoureux et d'un été pluvieux, ce qui n'a pas permis d'atteindre l'objectif de production de 1987, fixé à 232 millions de tonnes. L'augmentation de la production céréalière en 1986 et 1987 est due exclusivement à l'amélioration des rendements puisque les emblavures ont diminué en moyenne de 1,0-1,5 pour cent par an entre 1981 et 1987. Il n'empêche que les rendements de la céréaliculture - 18 quintaux à l'hectare - restent les plus bas de toute la région. En 1987, la production de betteraves sucrières a augmenté de 13 pour cent et celle de graines de tournesol de 15 pour cent, ce qui l'a portée à un niveau sans précédent depuis plus d'une décennie.

264. En URSS, la production animale croît régulièrement depuis plusieurs années. Cette hausse s'est poursuivie en 1987 et la production de viande a augmenté de plus de 3 pour cent. Les effectifs du cheptel ont légèrement diminué à cause surtout des réformes économiques qui ont incité les éleveurs à abattre les bêtes les moins productives.

265. La réforme économique en cours en URSS a entraîné d'énormes changements dans le secteur agricole. L'administration de ce secteur a commencé à être restructurée en novembre 1985. Tout un train de mesures ont été lancées en mars 1986 pour rationaliser la gestion du complexe agro-industriel et la rendre plus efficace. Ces mesures ont notamment pris la forme d'incitations salariales, de primes, de crédits et de nouvelles règles de gestion de l'économie agricole. La réforme s'est accélérée en 1987. On s'est notamment employé à établir un lien plus étroit entre production et revenus et à promouvoir la rentabilité. Alors que le pouvoir central avait l'habitude de fixer des objectifs rigides, on s'attache désormais à décentraliser la planification, les décisions d'investissement et le contrôle financier.

#### Production estimative de l'Europe orientale et de l'URSS en 1988

266. Selon des estimations encore provisoires, la production agricole et alimentaire de la région ne se serait que légèrement redressée en 1988 (Tableau 2.6), mais la progression aurait cependant été très marquée pour certains produits non alimentaires tels que le coton. Les résultats de la plupart des pays ont été voisins de la moyenne régionale. On observe toutefois deux exceptions: la Bulgarie, dont la production s'est nettement améliorée après le recul de 1987, et la Roumanie, où les récoltes ont été encore plus mauvaises que l'année précédente.

267. La production céréalière de la région a de nouveau diminué en 1988: selon les estimations, elle est tombée à 287 millions de tonnes, soit presque 17 millions de tonnes de moins que la récolte record de 1986. La production de blé a augmenté d'environ 4 pour cent mais celle de céréales secondaires a baissé de quelque 10 pour cent. Selon des chiffres encore provisoires, l'URSS n'aurait rentré que 195 millions de tonnes de céréales alors que la récolte avait dépassé la barre des 200 millions de tonnes les deux années précédentes. Malgré ce fléchissement, la production est restée supérieure à la moyenne du début des années 80. Son tassement est principalement dû à la sécheresse qui a sévi dans le bassin de la Volga ainsi qu'aux inondations qui ont ravagé les républiques d'Asie centrale.

268. La production alimentaire et agricole continue à beaucoup fluctuer d'une année sur l'autre dans plusieurs pays de la région (Bulgarie, Roumanie et, dans une moindre mesure, URSS). On voit alterner les bonnes récoltes et les mauvaises récoltes, d'où une stagnation à long terme ou, au mieux, une croissance très faible de la production agricole depuis 1980. La République démocratique allemande fait exception à la règle. Le taux de croissance de sa production agricole est resté assez stable dans les années 80: 2 pour cent par an, soit le taux le plus élevé de la région.

#### Politiques économiques et agricoles: principaux problèmes

269. En 1987, la plupart des pays de la région ont décidé d'accélérer le rythme des réformes, désormais jugées indispensables pour le progrès économique et social. La centralisation de la planification, de la gestion et du contrôle des ressources cède de plus en plus la place aux forces du marché. Le rythme et l'ampleur de ce processus varient d'un pays à l'autre mais la plupart ont entrepris de réformer radicalement la gestion de l'agriculture.

270. Les changements en cours en URSS sont particulièrement importants. Les entreprises acquièrent de plus en plus d'autonomie. La planification traditionnelle, basée sur des objectifs rigides de production, est peu à peu remplacée par un système plus limité de commandes de l'Etat. En Hongrie, les modifications de la planification macroéconomique et de la gestion des entreprises se sont accompagnées de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée pour les entreprises et d'un impôt progressif sur le revenu des personnes physiques. La Pologne est entrée dans une phase de réforme économique radicale qui a été marquée au départ par la volonté de restructurer totalement le système des prix. Toutefois, le processus a dû ralentir sous la pression des consommateurs. La dette extérieure reste par ailleurs très lourde, ce qui continue à rendre difficile la mise en oeuvre des réformes économiques. En Bulgarie, les entreprises peuvent désormais fixer plus librement leurs prix, leurs salaires et leurs objectifs, et une réforme des prix est prévue. De vastes réformes ont également été entreprises en Tchécoslovaquie qui s'efforce de restructurer son économie et d'améliorer sa gestion. Le gouvernement étudie les moyens de permettre aux entreprises de prendre plus librement leurs décisions de production et de s'autofinancer. Il n'y a guère qu'en République démocratique allemande et en Roumanie qu'aucune modification majeure du système économique et de la gestion n'a été annoncée.

271. Dans la région, les grandes priorités des politiques agricoles sont désormais les suivantes:

- Décentralisation des décisions, en faisant plus de place aux forces du marché. Le grand objectif des réformes est d'accroître la production en améliorant la productivité grâce à une restructuration radicale de la gestion de l'économie agricole. On s'emploie à décentraliser les décisions, à renforcer les incitations économiques et à faire plus de place aux mécanismes du marché.
- Un grand débat est en cours sur la voie à suivre pour réduire les subventions à la consommation qui maintiennent les prix de la plupart des produits alimentaires de base à un niveau inférieur aux coûts de production et qui pèsent lourdement sur le budget. La réforme des prix ne saurait être trop rapide car elle est inévitablement source d'inflation et risque d'avoir un effet déstabilisateur dans certains pays. Une brusque suppression des subventions pourrait aussi avoir un impact négatif sur l'épargne, les salaires, les retraites et le fonctionnement du système fiscal. L'exemple de la Hongrie et de la Pologne, où la réduction des subventions a aggravé l'inflation, incite à la prudence.
- Ouverture sur les marchés internationaux. Elle ne sera possible que s'il y a une amélioration de la compétitivité vis-à-vis de l'Occident, ce qui suppose une réforme des prix ainsi que des monnaies totalement convertibles.
- Autosuffisance alimentaire et agricole. La sécurité alimentaire est l'un des objectifs majeurs de tous les pays de la région. Ils ont d'autant plus besoin de réduire leurs importations qu'ils manquent de devises.

- Modernisation de l'agriculture. Les pays de la région sont conscients qu'il leur faut moderniser les techniques agricoles pour permettre à l'agriculture de rattraper son retard.
- Agriculture viable et respect de l'environnement. En voulant accroître la production, on risque de porter atteinte à l'environnement. Les gouvernements de la région sont conscients qu'il leur faut respecter certaines limites écologiques, faute de quoi l'augmentation de la production agricole ne sera pas durable.

#### F. Pays développés à économie de marché

272. Dans les pays développés à économie de marché, l'offre de produits agricoles est restée supérieure à la demande en 1987. Les prix, notamment des céréales et des oléagineux, sont demeurés déprimés. Toutefois, ceux des produits laitiers et de la viande se sont un peu affermis car les mesures prises pour freiner la production ont commencé à porter leurs fruits. Malgré une aide accrue, notamment sous forme de soutien des prix, les revenus agricoles ont baissé en valeur réelle. Dans tous les pays, les appels à des réformes se sont multipliés et les responsables ont reconnu qu'il faut libéraliser les marchés agricoles et mieux coordonner les politiques internationales.

273. En 1988, la physionomie des marchés de la plupart des produits agricoles de la zone tempérée a complètement changé. La production a chuté et les prix ont beaucoup augmenté; cela a notamment été le cas pour les céréales, les graines oléagineuses et les produits laitiers. Cette évolution est due principalement à la sécheresse qui s'est abattue sur l'Amérique du Nord ainsi qu'aux mesures d'ajustement de l'offre prises par la CEE ainsi que par certains autres pays industriels. Les recettes que les pays développés ont tirées de leurs exportations agricoles et les stocks, notamment de céréales, ont beaucoup diminué.

274. En 1988, la production agricole et notamment alimentaire a baissé dans la plupart des groupes de pays à économie de marché, sauf en Océanie et dans les pays d'Europe occidentale n'appartenant pas à la CEE, où elle a augmenté (Tableau 2+7).

275. L'offre et la demande ont été mieux équilibrées en 1988 et la situation s'est tendue sur les marchés agricoles mais les responsables restent très préoccupés par le coût du soutien des prix et des programmes de subvention auxquels on a largement recours pour soutenir les revenus agricoles. De plus en plus, on s'efforce de réorienter les politiques agricoles qui ne doivent plus seulement viser à soutenir les revenus mais aussi poursuivre des objectifs écologiques, par exemple en indemnisant les paysans qui acceptent de geler des terres et en aidant les agriculteurs des terres marginales à trouver un autre emploi.

276. On s'attend pour 1989 à une offre réduite de produits végétaux, à une demande ferme et à une hausse des prix agricoles. Toutefois, si le temps redevient favorable dans les grands pays producteurs, une certaine expansion de la production n'est pas impossible au deuxième semestre, ce qui donnerait un coup d'arrêt au dégonflement des stocks. L'offre mondiale de produits animaux devrait rester abondante; les prix de ces produits ne devraient donc guère augmenter.

**TABLEAU 2-7. PAYS DEVELOPPES A ECONOMIE DE MARCHÉ: VARIATIONS ANNUELLES DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE LA PRODUCTION VIVRIERE ET DE LA PRODUCTION NON VIVRIERE 1985-88**

	1985	1986	1987	1988 <u>a/</u>
	..... % .....			
<b><u>Production agricole</u></b>				
Pays développés à économie de marché	2.0	-1.9	-0.9	-4.6
Amérique du Nord	5.9	-5.2	-2.8	-11.2
Etats-Unis	4.9	-6.3	-1.6	-9.6
CEE (12)	-1.6	0.5	1.5	-0.7
Autres pays d'Europe occidentale	-4.7	3.5	-5.7	1.0
Océanie	2.9	0.9	-0.7	3.8
Japon	0.5	-0.2	-4.5	-1.7
<b><u>Production vivrière</u></b>				
Pays développés à économie de marché	1.9	-1.5	-1.5	-4.9
Amérique du Nord	6.1	-4.4	-4.1	-11.6
Etats-Unis	5.4	-5.2	-3.3	-10.1
CEE (12)	-1.7	0.5	1.6	-0.7
Autres pays d'Europe occidentale	-4.8	3.4	-5.5	1.0
Océanie	1.0	1.1	-1.3	2.2
Japon	0.9	-0.1	-4.4	-1.7
<b><u>Production non vivrière</u></b>				
Pays développés à économie de marché	4.5	-11.6	12.7	2.6
Amérique du Nord	0.9	-23.3	32.9	-2.8
Etats-Unis	-3.0	-25.0	34.4	-2.1
CEE (12)	4.9	3.6	-6.7	1.3
Autres pays d'Europe occidentale	6.1	12.4	-21.9	7.2
Océanie	12.9	-0.3	1.8	11.1
Japon	-7.2	-3.4	-7.1	-0.5

a/ Chiffres préliminaires.

Source: FAO.

Etats-Unis

277. En 1988, la production agricole des Etats-Unis a diminué pour la troisième année de suite. La production vivrière a chuté de 10 pour cent car une sécheresse d'une gravité sans précédent depuis 50 ans a réduit de 29 pour cent la récolte de céréales. La production non alimentaire a légèrement fléchi. L'année précédente, elle avait augmenté de 34 pour cent grâce à une récolte record de coton.

278. Les exportations agricoles ont continué à augmenter durant la campagne 1987/88 (octobre-septembre) malgré l'affermissement du dollar et la sécheresse. Le soja est resté le premier produit agricole d'exportation. Les exportations de blé ont beaucoup augmenté, plus que celles de n'importe quel autre produit. Les ventes de produits chers tels que le pamplemousse, les fruits à coque, les raisins secs ou les aliments pour animaux ont atteint des niveaux records.

279. En valeur, les exportations de blé ont augmenté de 55 pour cent grâce à l'accroissement de 12 millions de tonnes des quantités exportées et à la hausse des prix. Les exportations à destination de l'URSS ont plus que doublé et atteint le chiffre record de 9 millions de tonnes; celles à destination de la Chine ont également été en hausse (5 millions de tonnes). Les Etats-Unis ont aussi vendu plus de blé à l'Amérique latine et à l'Europe orientale. Les exportations de blé ont été stimulées par la loi de 1985 sur la sécurité alimentaire et notamment par le programme de promotion des exportations qui offre de grosses primes aux exportateurs qui vendent à certaines nations. En 1987/88, ces primes ont été de 32 dollars la tonne pour les ventes de blé à l'URSS et de 42 dollars pour les ventes à la Chine, le prix de vente moyen s'établissant à 106 dollars la tonne.

280. La valeur des importations agricoles a augmenté en 1987/88, jusqu'à atteindre le chiffre record de 21 milliards de dollars. Cette augmentation est presque entièrement due à la hausse des prix.

281. Contrairement à ce que l'on craignait, la sécheresse n'a pas provoqué de flambée des prix alimentaires. L'indice des prix alimentaires à la consommation n'a augmenté que de 4,1 pour cent en 1988, c'est-à-dire à peu près comme en 1987. Les approvisionnements alimentaires sont restés plus que suffisants grâce en partie à une offre abondante de viande rouge et de volaille.

282. Compte tenu de la contraction de l'offre entraînée par la sécheresse, le gouvernement a décidé en 1989 de réduire, pour la plupart des cultures, le pourcentage de terres que les fermiers doivent mettre hors production pour pouvoir bénéficier des programmes de soutien agricole. Ainsi, pour les programmes de réduction des superficies cultivées (Acreage



Reduction Programme - ARP), ce pourcentage a été ramené de 27,5 à 10 pour cent des terres à blé et de 20 à 10 pour cent des terres à maïs. Pour le programme de retrait des terres (Paid Land Diversion Programme - PLD), il est passé de 10 pour cent à zéro <sup>11</sup>.

283. La hausse des prix à laquelle on s'attend en 1989 devrait stimuler la production agricole. Bien que la plupart des années de sécheresse aient été suivies de bonnes récoltes, la campagne de 1989 a mal débuté alors que l'on prévoit que la demande sera forte, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Il est donc improbable que les stocks se regarnissent rapidement, et les prix resteront élevés.

#### Communauté économique européenne (CEE)

284. Selon des estimations encore provisoires, la production agricole de la CEE a légèrement diminué en 1988. En effet, l'augmentation observée pour les céréales, le sucre et les légumes secs n'a pas suffi à compenser la baisse de la production de racines, tubercules, oléagineux, fruits et lait. On estime que la production de céréales des 12 Etats membres a augmenté d'environ 7 pour cent, ce qui l'aurait portée à 167 millions de tonnes, soit, si cette estimation se confirme, plus que le "seuil de garantie" (160 millions de tonnes). Le prix d'intervention devrait donc être abaissé de 3 pour cent pour la campagne 1989/90. Les récoltes ont été particulièrement abondantes en République fédérale d'Allemagne, en Espagne et en France.

285. La production de lait a baissé de près de 4 pour cent en 1987 et de 2 pour cent en 1988. Comme, en outre, la consommation de lait frais s'est accrue et que l'on a produit plus de fromage et de lait entier en poudre, la production de beurre et de lait écrémé en poudre a beaucoup diminué. Celle de sucre a baissé de près de 7 pour cent en 1987 par suite de la diminution des rendements et de la réduction de 3 pour cent des superficies cultivées. Bien que les cultures de betteraves aient continué à se contracter, la production aurait augmenté, selon les estimations, de 3 pour cent en 1988. Celle des cultures oléagineuses a baissé de plus de 5 pour cent alors qu'elle avait atteint en 1987 le niveau record de presque 6 millions de tonnes d'équivalent huile, soit une hausse de plus de 40 pour cent par rapport à 1986.

286. Politique agricole commune. La Politique agricole commune (PAC) est le poste le plus important du budget de la Communauté économique européenne. L'agriculture de la CEE est très subventionnée et la PAC prend principalement la forme de programmes de soutien agricole. Cette politique coûte très cher, d'où des appels répétés à la réforme depuis 1980. Dans les paragraphes qui suivent, nous examinerons les principaux volets de la PAC et les modifications en cours.

<sup>11</sup> Ces programmes (ARP et PLD) ne sont pas obligatoires mais seuls les agriculteurs qui y participent peuvent bénéficier de paiements compensatoires et de prêts sur leurs futures récoltes. La différence entre les deux types de programme est que seul le second (PLD) indemnise les fermiers pour le gel d'une partie de leurs terres.

287. Contingentement de la production de produits laitiers et de sucre. Pour équilibrer le marché et freiner la surproduction dans le secteur laitier, la CEE a recours à deux instruments:

- un système de quotas (depuis avril 1984);
- une politique souple de soutien des prix, y compris un prélèvement de coresponsabilité à la charge des producteurs.

288. Une limite de production est fixée pour chaque élevage ou laiterie. Si le producteur dépasse cette limite, il doit acquitter sur l'excédent un prélèvement égal à 100 pour cent du prix indicatif.

289. A la suite de l'accord intervenu en décembre 1986, la CEE a réduit de 8,5 pour cent les quotas laitiers durant la période 1987-1989. Elle a par ailleurs ajusté le système qui pénalise les producteurs excédentaires dans le but de faire baisser la production de 9,5 pour cent. Il n'empêche que les quotas actuels (96 millions de tonnes) restent très supérieurs aux ventes non subventionnées de produits laitiers. Ces ventes sont depuis quelques années de l'ordre de 73 millions de tonnes par an en moyenne. La CEE a aussi commencé en mars 1987 à limiter ses achats d'intervention pour le beurre et le lait écrémé en poudre.

290. Entre 1983 et 1988, la production de lait a été ramenée de 129 à 120 millions de tonnes. Cette baisse et les mesures radicales qui ont été prises pour écouler les excédents ont fait pratiquement disparaître les stocks publics de lait écrémé en poudre (13 000 tonnes seulement en octobre 1988, contre 708 000 tonnes un an auparavant). Durant la même période, les stocks de beurre ont fondu, tombant de 1 006 000 tonnes à 83 000 tonnes, soit une réduction de 80 pour cent. Cette réduction est due en grande partie aux ventes subventionnées à l'URSS et aux fabricants d'aliments pour animaux. Le nombre de vaches laitières a diminué de 8 pour cent environ entre 1983 et la fin de 1986, tombant ainsi à 23,9 millions de têtes. A la fin de 1988, la réduction totale du cheptel devrait être de l'ordre de 17 pour cent.

291. Dans ces conditions, les dépenses de la CEE dans le secteur laitier devraient tomber à 4,9 milliards d'ECU en 1989, contre 6 milliards en 1987, soit une baisse de 18 pour cent.

292. En ce qui concerne le sucre, la CEE fixe pour chaque Etat membre des quotas de production qui sont ensuite répartis entre les raffineries. Les quotas, fixés pour cinq ans à partir de la campagne 1986/87, obligent les exploitations et les sucreries à planifier leur production<sup>12</sup>. Le système autofinancé. Chaque année, pour financer le coût de l'écoulement des excédents sur les marchés mondiaux, les producteurs doivent acquitter un

12 La CEE fixe pour le sucre deux quotas bénéficiant de prix minimums garantis. Le quota "A" correspond à la consommation de la CEE telle qu'estimée. Le quota "B", conçu pour assurer une marge supplémentaire plus un certain excédent, est un pourcentage variable du quota "A". Le sucre produit en sus de ces quantités constitue le quota "C". Il ne donne pas lieu à des subventions à l'exportation ni à un soutien des prix. Il ne peut pas être vendu à l'intérieur de la CEE.

prélèvement (environ 3,2 pour cent du prix d'intervention en 1987/88). Depuis l'instauration de ce régime en 1981/82, les producteurs ont dû prendre à leur charge les pertes entraînées par l'écoulement de leur quota «C» (production excédentaire vendue sur les marchés mondiaux). Les producteurs perçoivent des restitutions à l'exportation dans les limites des quotas. Etant donné que ceux-ci ne changeront pas jusqu'en 1990/91, les producteurs de la CEE resteront en grande partie isolés des fluctuations des cours internationaux. Ils ne se ressentiront directement de ces fluctuations que pour le quota «C». Cela pourrait encourager les agriculteurs à produire plus de sucre.

293. Par ailleurs, la CEE achète 1,4 million de tonnes de sucre par an - presque 13 pour cent de sa consommation - à l'Inde ainsi qu'à des pays signataires de la Convention de Lomé. Ces importations, qui s'inscrivent dans le cadre de la politique communautaire d'aide au développement, se font aux prix CEE mais les producteurs de la CEE peuvent les réexporter, en sus de leurs quotas «A» et «B», et bénéficier de restitutions à l'exportation.

294. Céréales et graines oléagineuses. En 10 ans, la CEE est devenue le deuxième exportateur mondial de céréales alors qu'elle était auparavant le plus gros importateur. Sa production céréalière a en effet beaucoup augmenté grâce au progrès technique et, surtout, au soutien des prix. Après le secteur laitier, c'est le secteur céréalière qui absorbe la plus grande part des dépenses du budget agricole de la Communauté. Les dépenses ont pratiquement triplé entre 1984 et 1987.

295. En 1986, pour réduire la production et soulager le budget, la CEE s'est lancée dans une grande réforme des marchés céréaliers qui a notamment consisté à:

- réduire les prix d'intervention
- introduire un prélèvement de coresponsabilité que les producteurs doivent acquitter au-delà d'un certain plafond
- modifier les modalités de l'intervention quand le prix de marché communautaire tombe au-dessous du prix d'intervention
- durcir les critères qualitatifs pour l'intervention.

296. En février 1988, la CEE a encore durci sa politique en introduisant un «stabilisateur budgétaire» qui fixe à 160 millions de tonnes le seuil de garantie pour chacune des quatre campagnes commerciales commençant en 1988/89. Un prélèvement de coresponsabilité supplémentaire de 3 pour cent (remboursable si le seuil de 160 millions de tonnes n'est pas dépassé) a été institué. En outre, il est prévu que le prix d'intervention de la campagne suivante diminuera automatiquement de 3 pour cent si le seuil de garantie est dépassé.

297. La CEE a aussi pris d'autres mesures pour freiner la production. Par exemple, les agriculteurs sont exemptés du prélèvement de coresponsabilité ainsi que d'autres prélèvements s'ils renoncent à la céréaliculture sur au moins 30 pour cent de leurs terres arables.

298. La CEE est le plus gros importateur mondial de graines oléagineuses et de produits dérivés (par exemple tourteaux servant à l'alimentation des animaux). Aucune restriction ne s'applique aux importations de ces produits, mis à part quelques droits de douane peu élevés.

299. Entre 1984 et 1987, la production de graines oléagineuses a augmenté de 90 pour cent mais ne représente encore que 2 pour cent environ de la production agricole totale de la CEE. La Communauté fixe des prix indicatifs ou d'objectif pour le soja, le tournesol et le colza et les planteurs perçoivent la différence si les cours internationaux sont inférieurs à ces prix. Le coût de ce soutien a beaucoup augmenté: nettement plus de 4 milliards d'ECU en 1987, contre 1,7 milliard en 1984. Dans le budget agricole, les graines oléagineuses arrivent ainsi juste après les produits laitiers et les céréales.

300. Le nouveau mécanisme de stabilisation du secteur des graines oléagineuses adopté en février 1988 prévoit une réduction automatique des prix institutionnels quand la production dépasse les seuils de garantie (2 millions de tonnes pour le tournesol, 4,5 millions de tonnes pour le colza et 1,3 million de tonnes pour le soja). La réduction sera, pour chaque dépassement de 1 pour cent, de 0,45 pour cent en 1988/89, et de 0,5 pour cent durant les campagnes suivantes jusqu'en 1990/91. Il n'y a pas de limite à la réduction possible des prix qui sera directement proportionnelle à la surproduction. En outre, les réductions interviendront durant la campagne au cours de laquelle il y a surproduction et non pas, comme pour les céréales, durant la campagne suivante.

301. **Evolution récente des politiques.** L'excédent massif de l'offre de produits agricoles et, surtout, le coût de la Politique agricole commune ont conduit les responsables de la Communauté, réunis à Bruxelles en février 1988, à réformer la PAC et son système de financement. Ils ont pris toute une série de mesures pour résoudre la crise budgétaire immédiate, accroître les recettes à moyen terme, dégager des fonds supplémentaires pour les zones structurellement faibles et imposer un plafond aux dépenses totales de soutien des prix agricoles. Pour contenir le déficit budgétaire 1987, l'augmentation des prix de soutien a été reportée à 1988. En plus des mesures décrites ci-dessus pour différents produits, il a été décidé de limiter les dépenses totales de la Communauté à 1,2 pour cent du PNB. Le rythme de progression des dépenses agricoles ne devra pas dépasser 74 pour cent du taux de croissance du PNB de la Communauté. A Bruxelles, des mesures ont également été adoptées pour favoriser la préretraite des agriculteurs et pour promouvoir le développement des zones peu favorisées et des zones de montagne, ainsi que la protection de l'environnement.

#### Canada, Océanie et Japon

302. Au Canada, la production agricole, qui s'était déjà beaucoup contractée en 1987, a diminué de 12,6 pour cent en 1988. La production de céréales a chuté de presque 36 pour cent, soit une baisse de l'ordre de 47 pour cent en deux ans. La plupart des cultures semées au printemps de 1988 dans les prairies du sud ont souffert du manque de pluie et de la chaleur. L'élevage s'est senti du mauvais état des pâturages et des parcours ainsi que de la hausse des prix des aliments pour animaux.

303. Le gouvernement reste décidé à libéraliser les politiques agricoles. C'est vrai notamment des céréales. Ainsi, les variations des prix des céréales fourragères sont intégralement répercutées sur les éleveurs en vue d'une meilleure répartition des ressources. Toutefois, les prix de soutien des produits laitiers ont été relevés.

304. Récemment, l'Etat est intervenu pour soutenir les revenus et stabiliser les prix mais ces mesures à court terme ont coûté cher. Ce sont les céréales et les graines oléagineuses qui en ont le plus profité. En décembre 1986, un programme spécial destiné à soutenir directement les revenus des céréaliculteurs victimes de la baisse des cours mondiaux a été annoncé. Il a été reconduit pour la campagne 1987/88.

305. L'accord de libre-échange conclu au début de 1988 avec les Etats-Unis marque une grande étape dans la libéralisation du commerce, y compris de produits agricoles, entre les deux pays. Tous les obstacles tarifaires et certains obstacles non tarifaires doivent disparaître d'ici l'an 2000. Cet accord devrait surtout stimuler les échanges de fruits et légumes, qui constituent la plus grande part du commerce agricole entre les deux pays.

306. En Australie, la production alimentaire a augmenté d'environ 4 pour cent en 1988 et la production non alimentaire, stimulée par la vigueur de la demande de laine, a progressé de 15,3 pour cent. La production de céréales, en hausse de 11 pour cent, a regagné un peu du terrain perdu en 1987. Néanmoins, elle a globalement stagné dans les années 80. La production de viande est restée pratiquement inchangée tandis que celle de lait a augmenté de 5 pour cent (soit le double du taux moyen de croissance des années 80).

307. Le revenu agricole moyen devrait être en hausse de 68 pour cent en 1987/88. Cette hausse sera surtout due à l'augmentation des recettes des producteurs de laine, aux précédentes récoltes de blé et au renchérissement des prix de la viande de boeuf et des produits laitiers. Les coûts devraient être en légère augmentation à cause principalement des intérêts. Grâce à la hausse des revenus, la dette agricole a en moyenne diminué, tant en 1986/87 qu'en 1987/88. Par ailleurs, après plusieurs années de baisse, on observe une tendance à l'augmentation de la valeur nominale des terres.

308. En Australie, le secteur laitier est resté très soutenu, mais de nouvelles mesures ont été prises en 1986 en vue d'une réduction graduelle des prix intérieurs discriminatoires et d'une meilleure réaction des exportateurs aux signaux du marché. De nouvelles dispositions douanières ont été adoptées pour les importations de légumes frais ou transformés et, pour les intrants, beaucoup de subventions ont été réduites ou supprimées. Tous les autres grands produits sont déjà largement exposés à l'influence des cours mondiaux.

309. En Nouvelle-Zélande, la production vivrière a été du même ordre en 1988 qu'en 1987. La production non alimentaire a très peu augmenté. En 1988, l'agriculture a terriblement souffert d'une sécheresse sans précédent qui a entraîné de lourdes pertes financières et coûté quelque 11 000 emplois.

310. Depuis 1984, le Gouvernement néo-zélandais s'est lancé dans toute une série de réformes visant à améliorer la concurrence et la répartition des ressources entre les différents secteurs, dont l'agriculture. Il a réduit les indemnités versées aux agriculteurs en cas de baisse des prix agricoles ou de catastrophes naturelles et, depuis 1986, il n'y a plus eu de soutien - financé par l'Etat ou par les consommateurs - des prix et des revenus pour les principaux produits. En conséquence, les dépenses budgétaires et les revenus agricoles ont peu à peu diminué.

311. Le Gouvernement néo-zélandais a aussi pris des mesures pour promouvoir la restructuration de l'agriculture et protéger les agriculteurs de ses effets. Ainsi, on a lancé un programme rural d'escompte qui vise à améliorer la situation financière des agriculteurs et à aider ceux dont les exploitations ne sont plus viables à quitter l'agriculture. Par ailleurs, la production s'est diversifiée. La viande de cerf et le kiwi, par exemple, gagnent en importance.

312. Au Japon, la production agricole, qui avait déjà baissé de 4,5 pour cent en 1987, a diminué de 1,7 pour cent en 1988. Cette fois encore, la baisse est principalement due à la céréaliculture. La production animale a légèrement augmenté alors qu'elle avait stagné en 1987.

313. Le Japon est le premier importateur net de produits agricoles et il ne subventionne pas ses exportations. Ces dernières années, il a contribué à réduire les tensions sur les marchés internationaux en s'ouvrant, par exemple, à la viande de boeuf. Sa politique agricole vise essentiellement à réduire le soutien de l'Etat, à améliorer les structures agricoles et à accroître la productivité. Des mesures sont prises pour réduire les prix intérieurs et la production, notamment de produits laitiers, de viande et de céréales.